

Le dossier Économie de l'Élevage

TOUS LES MOIS, UNE ANALYSE SUR LES FILIÈRES BOVINES, OVINES ET CAPRINES



Mai 2013

n°435

Marchés mondiaux des produits laitiers en 2012

Expansion mouvementée

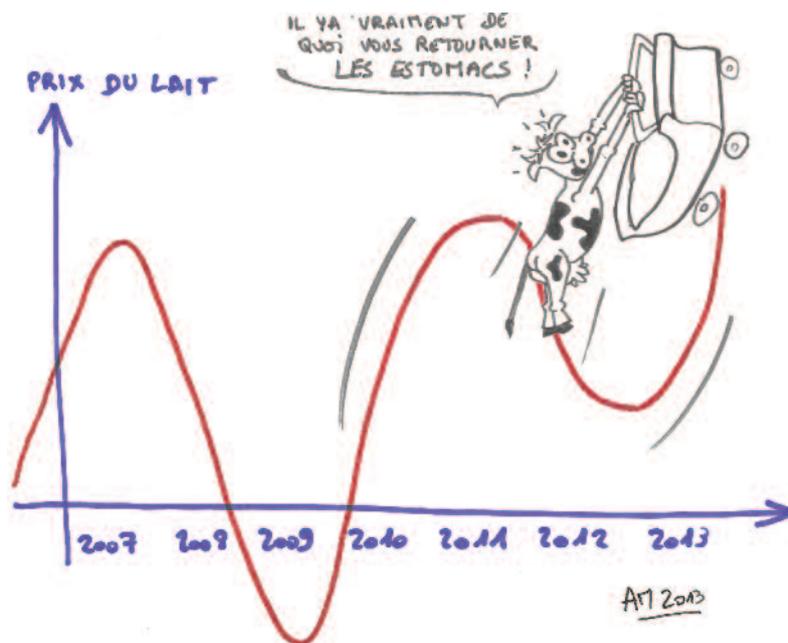
Rédaction :

Département Économie
de l'Institut de l'Élevage (GEB)
avec la collaboration du Cniel



Les études publiées dans le cadre des Dossier Économie de l'Élevage, bénéficient du financement
du Ministère de l'Agriculture

et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, de l'Interprofession lait et viande et de FranceAgriMer



Expansion mouvementée

L'année laitière 2012 a été contrastée à plus d'un titre. La production laitière et la demande mondiale de produits laitiers sont demeurées globalement dynamiques. Mais, la situation économique des éleveurs laitiers s'est détériorée dans la plupart des grands bassins de production. Ils ont généralement supporté des hausses de charges provoquées par l'envol des cours des grains et des tourteaux, d'autant plus que des incidents climatiques (sécheresse aux Etats-Unis, pluviométries excessives en Argentine et en Europe) ont affecté en quantité et qualité les disponibilités fourragères. Parallèlement, la plupart ont subi une érosion du prix du lait entre juillet 2011 et juin 2012.

L'année 2012 a de plus connu une chronologie très contrastée. Sur le premier semestre, la production, notamment dans les cinq grands bassins excédentaires (Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, UE), était encore dynamique et les disponibilités supplémentaires étaient alors supérieures à la demande solvable. Ainsi, les échanges internationaux plafonnaient d'autant plus que les importateurs se montraient attentistes face à la lente dégradation des cours mondiaux, amorcée dès la mi 2011. Ceux-ci glissèrent progressivement jusqu'à la fin du premier semestre. Les cours mondiaux du beurre et de la poudre maigre ont respectivement chuté de 40%, à 3 065 \$/tonne, et

de 25%, à 2 560 \$/tonne, entre juillet 2011 et juin 2012.

Ensuite, l'effacement saisonnier de la Nouvelle-Zélande ainsi que le ralentissement puis l'arrêt de la croissance de la production dans l'UE et aux USA ont stabilisé l'offre exportable sur le marché mondial. Celle-ci est devenue inférieure à la demande internationale qui était toujours bien orientée, ce qui a contribué au redressement des cours sur le second semestre. Ainsi les cours mondiaux du beurre et de la poudre maigre ont rebondi respectivement de 17%, à 3 600 \$/tonne, et de 35%, à 3 450 \$/tonne.

L'année 2012 a une nouvelle fois mis en lumière l'extrême sensibilité des marchés des produits laitiers à de faibles variations de l'offre face à une demande plutôt rigide (peu élastique aux variations de prix) dans les pays industrialisés et à une demande dynamique dans les pays émergents, en premier lieu en Chine, mais plus sensible aux prix.

Un petit excès d'offre dans les principaux bassins d'exportation, entre 1 et 2 millions de tonnes sur le premier semestre 2012, a eu un effet levier considérable sur les prix. De même, un déficit d'offre début 2013, provoque un rebond et une envolée tout aussi specta-

> > >

culaires des cours mondiaux. La collecte agrégée des cinq principaux pays exportateurs a fléchi de 2% d'un hiver à l'autre (avec correction de l'effet année bissextile). Elle entraîne une quasi pénurie d'ingrédients laitiers sur le marché mondial, d'autant plus que les stocks étaient déjà bas. Les importateurs ont anticipé et exacerbé la nouvelle tendance. Ils achètent à tout va depuis début 2013. Et les touristes chinois s'en mêlent. Ils ramènent dans leurs valises des boîtes de lait infantile, produit devenu rare et prisé des jeunes parents chinois.

“La volatilité des marchés ne doit cependant pas occulter une autre réalité plus prometteuse”

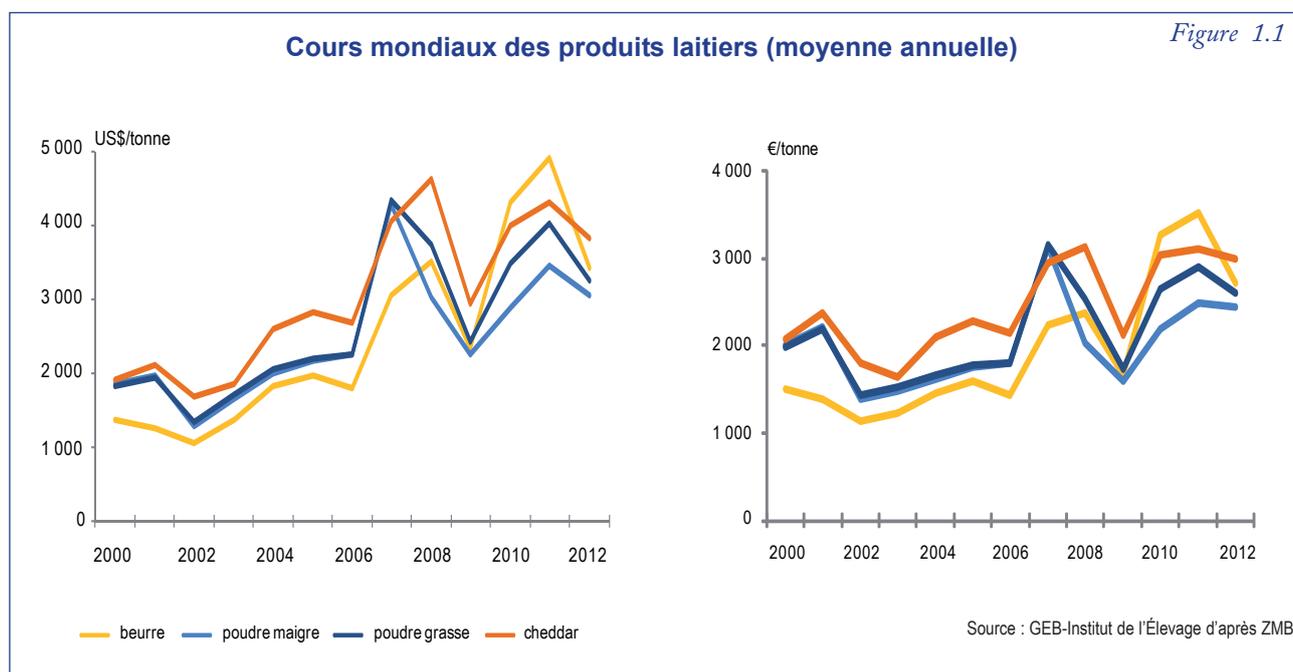
La fermeté, voire la nouvelle envolée, des marchés devrait se prolonger, sauf événement imprévu, jusqu'au retour de la Nouvelle-Zélande. D'ici l'automne, le prix du lait à la production redeviendra stimulant et relancera les productions européenne et étatsunienne, d'autant que le prix de l'aliment du bétail s'annonce un peu moins élevé, si les prévisions de bonnes récoltes céréalières se confirment.

Le probable rebond de la production peut engendrer, à l'horizon de un an, un nouveau cycle : excès d'offre, chute des cours puis baisse du prix du lait. Nous n'en sommes pas là. La volatilité, désormais chronique, des

marchés agricoles montre les limites du seul ajustement par les prix de l'offre à la demande dans le cas du lait : produit fragile, pondéreux et, qui plus est, à cycle de production long. Ce nouvel aléa est indéniablement problématique pour les opérateurs, éleveurs comme transformateurs, qui doivent bénéficier d'un minimum de lisibilité et de stabilité pour investir. Ils vont devoir, chacun à leur niveau et ensemble, prendre des dispositions pour en limiter les effets, à défaut de pouvoir agir sur les causes.

La volatilité des marchés ne doit cependant pas occulter une autre

réalité plus prometteuse : la croissance forte de la demande solvable en produits laitiers dans les pays émergents, souvent plus rapide que celle de leur production nationale. Ces pays importent déjà de plus en plus de produits laitiers en complément de leur production nationale. Ils contribuent à la progression rapide des échanges internationaux, supérieure depuis 2005 à celle de la production mondiale. **Cette évolution est une indéniable opportunité pour les filières européennes et les opérateurs laitiers qui sauront concilier expansion et gestion de la volatilité des marchés.**



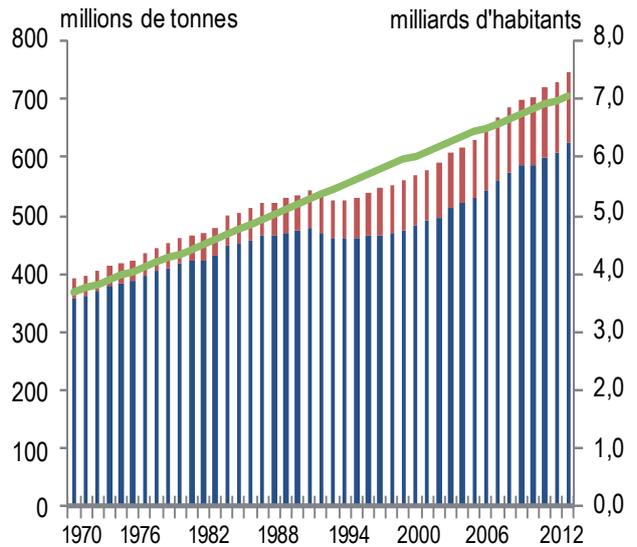
SOMMAIRE

Expansion mouvementée	1
1 Année contrastée sur les marchés	5
Croissance de la production mondiale	5
Bond des fabrications de fromages	9
Détente sur le marché du beurre	13
Marché plus équilibré pour la poudre maigre	15
Marché dynamique des poudres grasses	17
Marché soutenu de la poudre de lactosérum	19
2 Tour d'horizon des principaux bassins de production	21
OCÉANIE : rebond de la production stoppé	21
ASIE : production toujours insuffisante	29
AMÉRIQUE DU NORD : reprise stoppée	41
AMÉRIQUE DU SUD : croissance ralentie de la production	49
L'UNION EUROPÉENNE : conforte ses positions sur le marché mondial	57
L'EUROPE DE L'EST : déclin stoppé	59

Évolution de la production laitière et de la population mondiales

Figure 1.2

■ autres laits
■ lait de vache
— population mondiale (milliards)

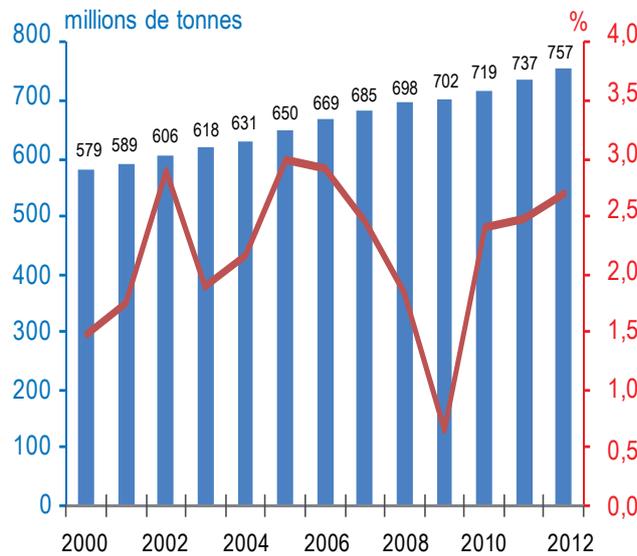


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO

Évolution de la production et de la croissance mondiales

Figure 1.3

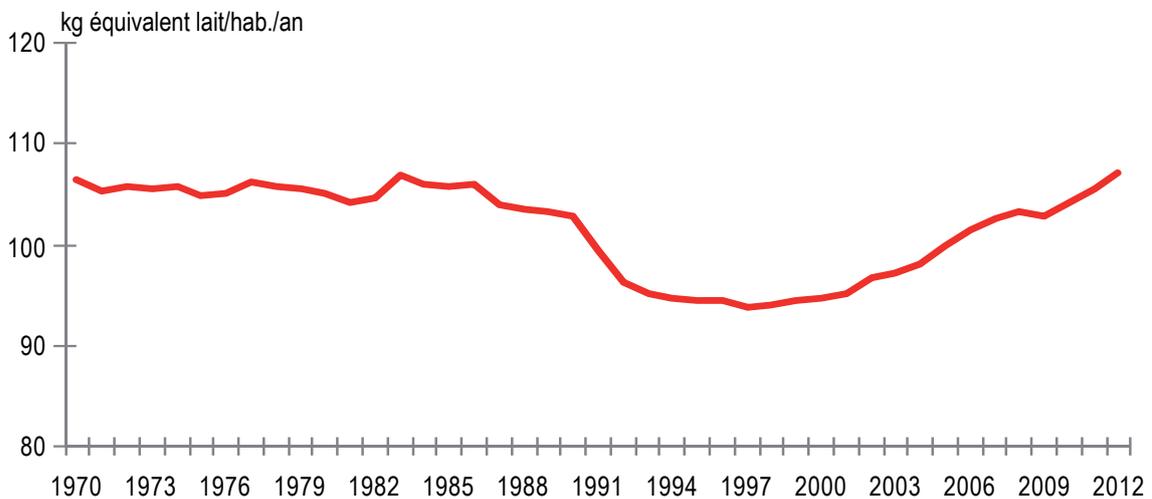
■ production tous laits
— croissance en %



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO

Consommation moyenne mondiale de lait

Figure 1.4



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO

1

Année contrastée sur les marchés

Estimée en 2012 à 757 millions de tonnes toutes espèces confondues, la production laitière mondiale a progressé de 2,7% (+20 millions de tonnes) selon la FAO. C'est la même croissance annuelle qu'en 2011 (+2,5%) en corrigeant l'effet année bissextile (0,3% ou 2 millions de tonnes). Cependant, la croissance a été plus forte sur le premier que sur le second semestre. Le tassement des cours des ingrédients laitiers s'est alors répercuté sur le prix du lait dans les grands bassins excédentaires alors que la sécheresse a affecté la production étatsunienne et que l'envolée des cours des grains a alourdi le coût des aliments concentrés. En 2011, la croissance était à l'inverse plus ferme sur le second que sur le premier semestre.

Croissance de la production mondiale

L'essentiel de la croissance de la production laitière mondiale repose sur celle de lait de vache (+18 millions de tonnes) qui représente toujours 83% de la production totale, même si depuis 2000 elle progresse moins vite (+27%) que celle des autres ruminants (+40%).

En 2012, la croissance de la production laitière mondiale a été plus du double de celle de la population mondiale (+1,1%), si bien que le disponible de lait moyen par habitant est passé de 105,5 à 107 litres par an. Cette moyenne à l'échelle de la planète cache bien entendu de grands écarts : elle est de 234 kg par habitant dans les pays développés contre 69 kg dans les pays en développement.

Des évolutions contrastées selon les continents

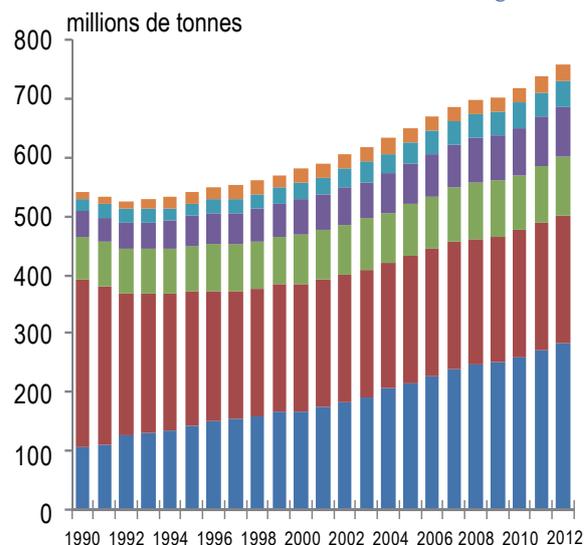
L'Asie demeure le moteur de la croissance laitière mondiale avec un supplément de production, estimé à 10 millions de tonnes en 2012. En moins de 20 ans, elle a doublé sa production (282 millions de tonnes) et est devenue depuis 2005 le premier continent laitier. Bien que forte (+4%), la croissance de la production ne suit plus la demande encore plus dynamique. L'Inde, le premier producteur mondial, contient la demande intérieure par une politique tarifaire restrictive aux frontières. En revanche, la Chine connaît, depuis la crise de la mélamine, une croissance modérée de sa production qui l'oblige à importer de plus en plus d'ingrédients laitiers. Ainsi, l'Asie absorbe à elle seule près de la moitié des échanges internationaux de produits laitiers pour

> > >

Production laitière dans le monde

Figure 1.5

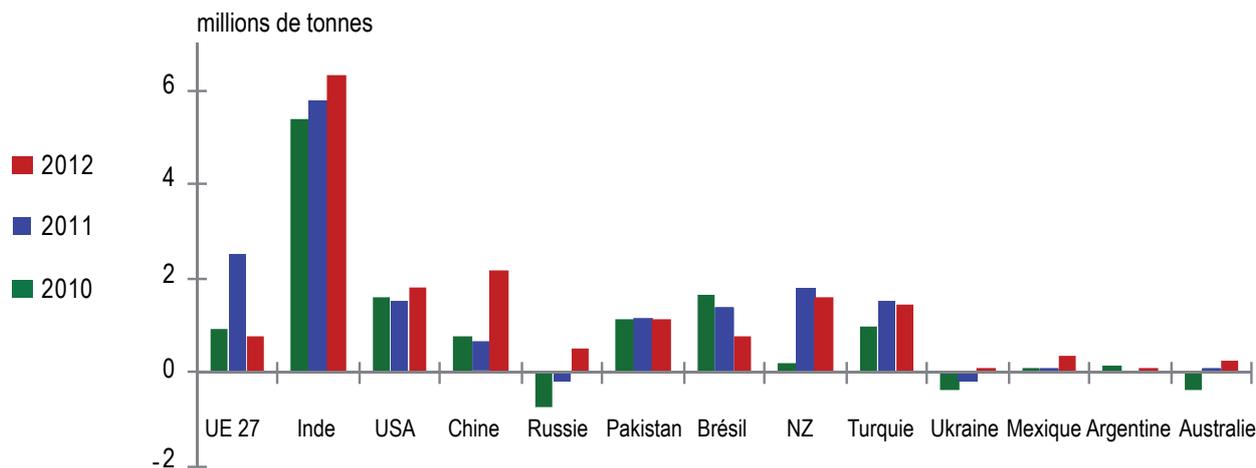
- Océanie
- Afrique
- Amérique latine
- Amérique Nord
- Europe
- Asie



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO & USDA

Variation de la production laitière d'une année sur l'autre

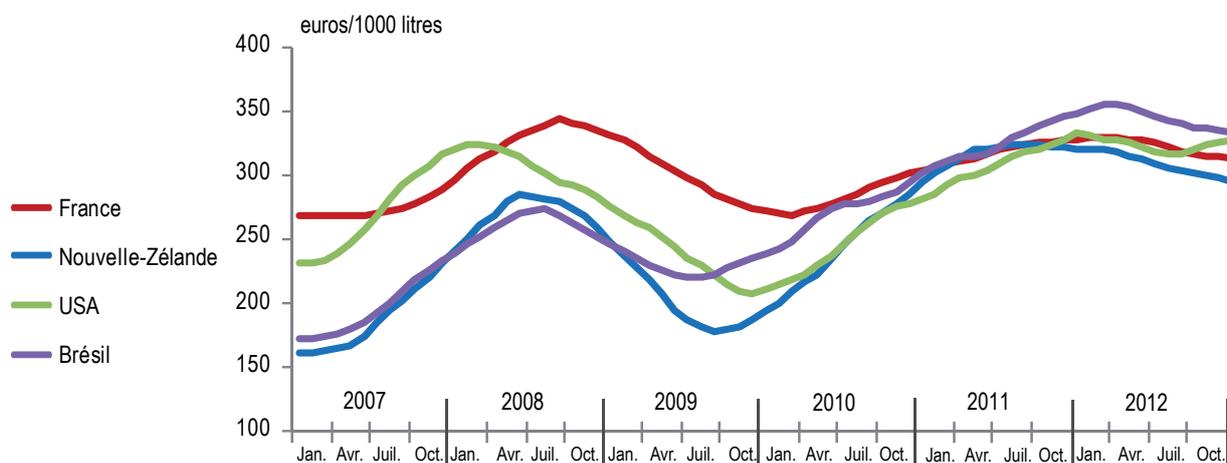
Figure 1.6



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO & Statistiques nationales

Prix du lait à la production (12 mois glissants)

Figure 1.7



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après sources nationales

couvrir un déficit de production estimé à 22 millions de tonnes, qui s'est creusé d'un tiers depuis 2008.

En **Europe**, la production a connu des évolutions contrastées : tassement de la croissance dans l'UE à 27 qui demeure le premier bassin laitier mondial ; rebond en Biélorussie ; arrêt du déclin en Russie et en Ukraine.

En **Amérique**, la production croît au même rythme que la production mondiale : elle est dynamique au Brésil, aux États-Unis, au Mexique, au Venezuela, en Uruguay, mais marque le pas en Argentine. Ce continent réalise le quart de la production mondiale : 13% en Amérique du Nord et 12% en Amérique du Sud.

En **Afrique**, la production progresse toujours faiblement d'après les données FAO qui reposent sur des statistiques nationales souvent approximatives. L'essentiel de la production, autoconsommée ou commercialisée dans des circuits informels, est difficile à mesurer. Estimée à 43 millions de tonnes, la production africaine, ou 5% de la production mondiale, reste insuffisante pour satisfaire les besoins de 1,05 milliard d'habitants qui consomment chacun à peine 50 litres de lait par an. Ce continent importe presque 10 millions de tonnes équivalent lait qui couvrent 20% de la consommation. Cependant, les importations stagnent, en raison de la cherté des ingrédients laitiers sur le marché mondial.

En **Océanie**, la production laitière est demeurée dynamique, en premier lieu en Nouvelle-Zélande où les éleveurs ont bénéficié d'une excellente année climatique. En revanche, elle plafonne de nouveau en Australie depuis le second semestre 2012. La hausse de 2 millions de tonnes de la collecte océanienne a été exportée. Ce continent a encore accru sa prééminence dans les échanges internationaux. Il a exporté 23 millions de tonnes d'équivalent lait sur les 30 millions de tonnes produits en 2012.

Croissance peu affectée par le tassement du prix du lait

Le prix du lait à la production a évolué différemment selon les grands bassins laitiers. Il a légèrement progressé (+4%) dans le MERCOSUR, où les éleveurs ont bénéficié du dynamisme de la demande intérieure et de la dépréciation des monnaies argentine et brésilienne. En revanche, le prix moyen annuel payé aux éleveurs a décroché de 16% en Nouvelle-

Zélande et de 8% aux États-Unis sous l'effet de la dégradation des cours mondiaux des ingrédients laitiers. Dans l'UE, le fléchissement du prix du lait a été plus prononcé en Irlande et Allemagne qu'en France. Les deux premiers pays sont plus réactifs à la conjoncture internationale que la France.

Dans le même temps, les coûts de production ont explosé, notamment dans les systèmes les plus exigeants en intrants (aliments du bétail, énergie). Les marges nettes sont ainsi devenues de nulles à négatives dans les systèmes californiens basés sur l'achat d'aliments. La combinaison baisse du prix du lait et flambée des aliments a altéré provisoirement le dynamisme de la production étatsunienne et plus durablement celle de l'Union européenne. En revanche, le dynamisme du système « *low cost* » néo-zélandais n'a pas fléchi d'autant plus que les conditions climatiques étaient très favorables à la production herbagère.

Demande supérieure aux disponibilités

2012 a été une année laitière contrastée. Sur le premier semestre, la collecte laitière des cinq grands bassins exportateurs était nettement supérieure à la demande solvable. La collecte était très dynamique (+4%) tandis que les échanges internationaux plafonnaient, d'autant plus que les acheteurs se faisaient attentistes face à la lente dégradation des cours mondiaux des ingrédients. Par la suite, le ralentissement puis l'arrêt de la croissance laitière dans l'UE et aux USA ont stabilisé l'offre tandis que la demande mondiale reprenait. Fin 2012, un nouvel équilibre paraissait atteint avec des cours stabilisés à un haut niveau.

En somme, la consommation mondiale de produits laitiers a sensiblement dépassé la production laitière mondiale. L'Union européenne a remis sur le marché début 2012 les 50 000 tonnes de poudre maigre qui étaient encore en stock d'intervention et les stocks en Nouvelle-Zélande étaient bien plus bas fin 2012 qu'en début d'année.

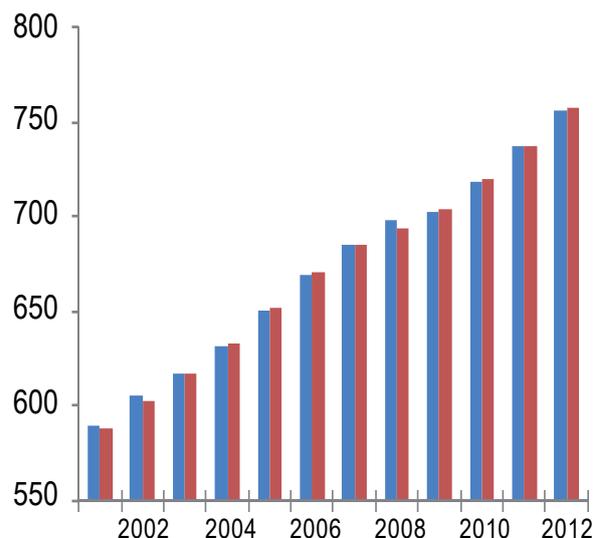
La collecte mondiale supplémentaire, qui a progressé au même rythme que la production, a été surtout transformée en produits de grande consommation et fromages, secondairement en ingrédients laitiers. Cependant, le supplément de collecte dans les grands bassins excédentaires (États-Unis, UE et Océanie) a été essentiellement transformé en ingréd-

> > >

Production et consommation mondiales (millions de tonnes de lait)

Figure 1.8

■ Production
■ Consommation

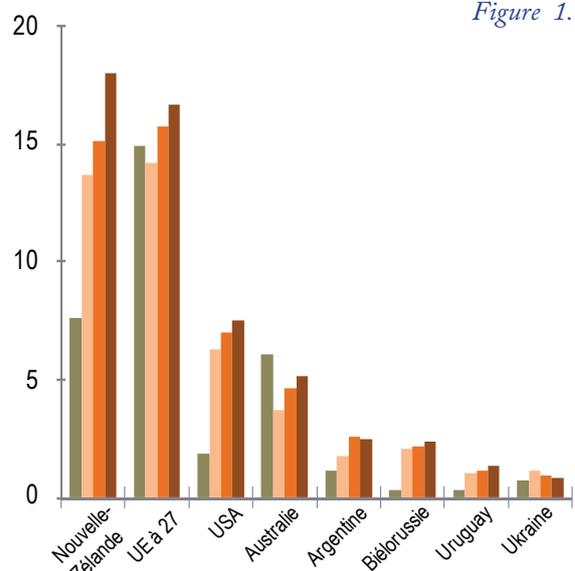


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FIL

Principaux exportateurs de produits laitiers (millions de tonnes d'équivalent lait)

Figure 1.9

■ 2012
■ 2011
■ 2010
■ 2000

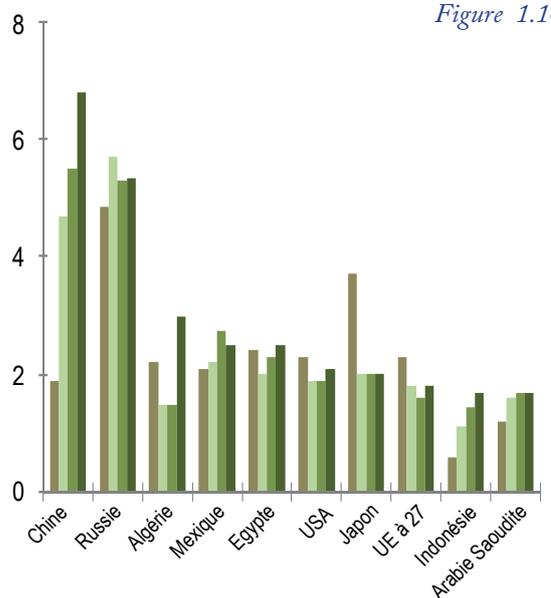


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO, FIL et Trade Map

Principaux importateurs de produits laitiers (millions de tonnes d'équivalent lait)

Figure 1.10

■ 2012
■ 2011
■ 2010
■ 2006



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO, FIL et Trade Map

dients laitiers et fromages, qui ont été exportés vers les bassins déficitaires.

Des échanges internationaux toujours croissants

Les échanges internationaux ont été très animés, notamment entre quelques bassins excédentaires et les grands bassins déficitaires (Asie, Afrique, Europe orientale). Portés à 63 millions de tonnes équivalent lait en 2012 d'après nos estimations, ils ont progressé de 5 millions de tonnes (+9%), nettement plus vite que la production mondiale. Ce phénomène est net depuis 2007. Auparavant, ils progressaient lentement, plutôt moins vite que la production mondiale. Ainsi la part de la production laitière échangée sur le marché mondial est passée de 6,5% en 2007 à 8,3% en 2012 d'après nos estimations.

Ce sont les échanges de poudres grasses et de fromages qui ont le plus progressé en 2012, comme depuis 2007, suivis des poudres de lait écrémé et lactosérum, produits très demandés en Asie. En revanche, les échanges de beurre progressent faiblement sur longue période faute de demande dans les pays émergents.

Les exportateurs nets de produits laitiers sont toujours aussi peu nombreux. Les quatre principaux exportateurs (la Nouvelle-Zélande, l'UE, les États-Unis, l'Australie,) ont apporté la quasi-totalité des volumes supplémentaires et réalisé 75% des échanges internationaux. Avec les quatre suivants

(Argentine, Biélorussie, Uruguay et Ukraine), les huit principaux exportateurs ont fourni 88% des échanges internationaux.

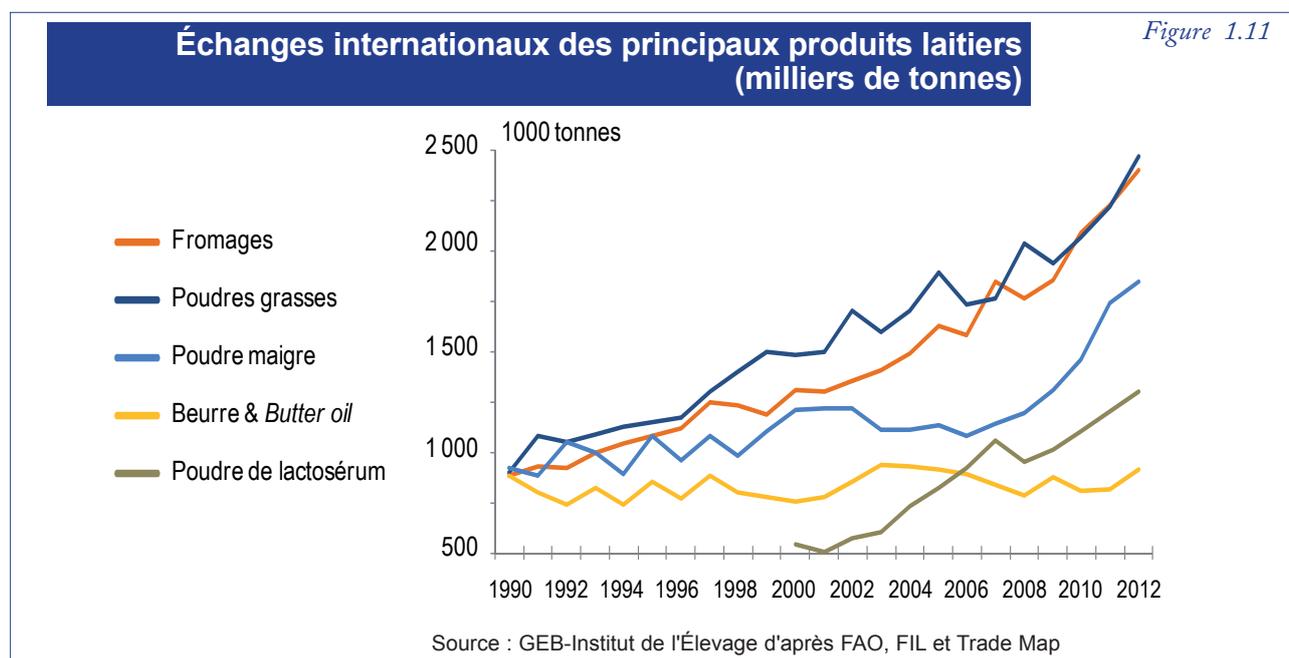
De l'autre côté, les cinq principaux importateurs (Chine, Russie, Algérie, Mexique, Égypte) ont importé 30% des échanges internationaux, toujours en équivalent lait. En ajoutant les cinq suivants (États-Unis, Japon, UE, Indonésie, Arabie saoudite) les dix premiers importateurs ont absorbé presque la moitié des échanges internationaux.

Bond des fabrications de fromages

Les fabrications industrielles de fromages ont fortement progressé, de 2% en 2012, à 20,5 millions de tonnes. L'UE, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, mais aussi l'Égypte (+40 000 tonnes) ont assuré l'essentiel des fabrications supplémentaires dont les deux tiers des volumes ont été commercialisés sur les marchés domestiques et le troisième tiers exporté sur le marché international. 80% des fabrications mondiales de fromages naturels (non pris en compte les fromages fondus) sont fabriqués par des laiteries « industrielles ».

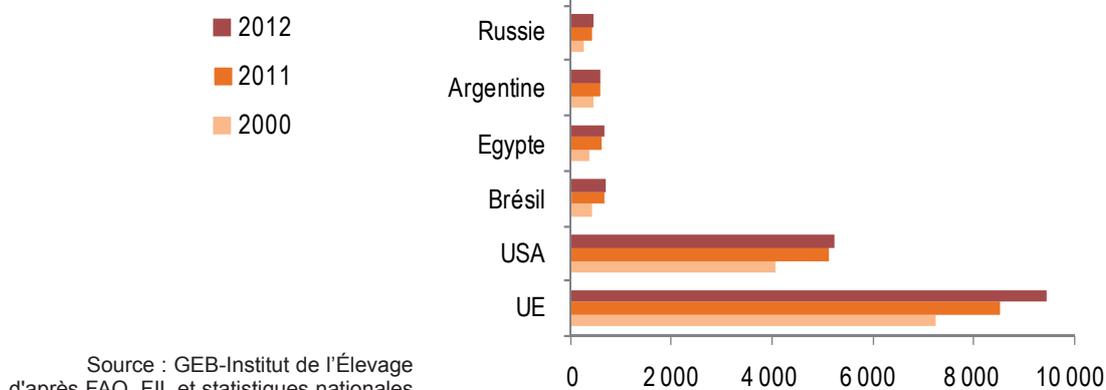
L'essentiel des fabrications est consommé dans les pays producteurs et les échanges internationaux se font encore essentiellement entre les grandes zones de production qui sont aussi les principales zones de consommation. Toutefois, les ventes progressent en

> > >



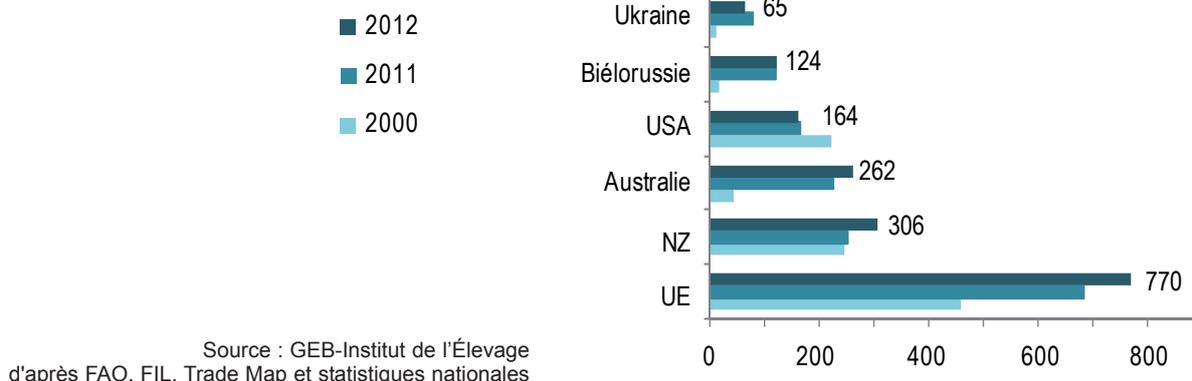
Principaux producteurs de fromages (milliers de tonnes)

Figure 1.12



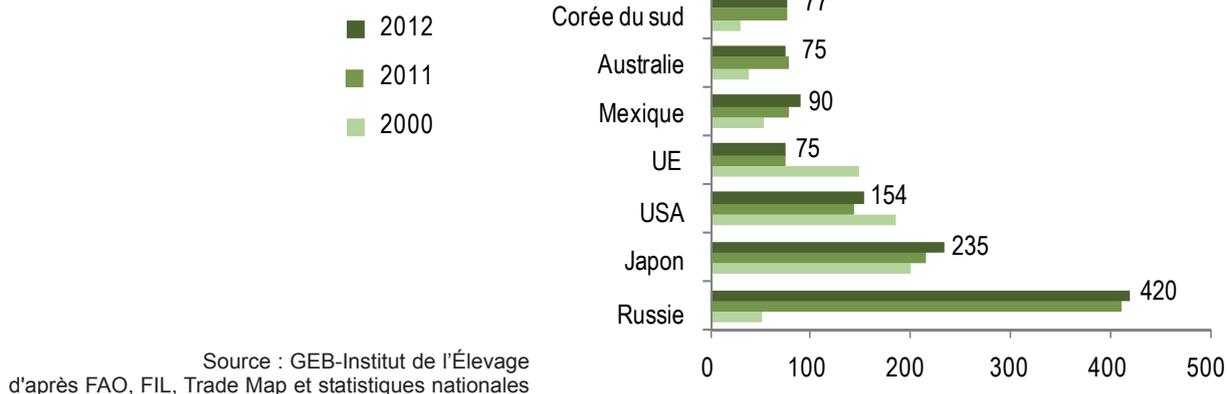
Principaux exportateurs de fromages (milliers de tonnes)

Figure 1.13



Principaux importateurs de fromages (milliers de tonnes)

Figure 1.14



Afrique et en Asie. Dans ce deux continents, la consommation encore faible (inférieure à 1 kg/hab.) est stimulée par le développement de la restauration rapide. Des marques emblématiques, comme McDonald's et Pizza Hut, sont les principaux vecteurs de croissance de la consommation de fromages sous forme d'ingrédients. Le développement des grandes chaînes de distribution occidentales contribue aussi à la progression de la consommation de fromages de garde, mais leur percée demeure plus limitée.

Des échanges internationaux dynamiques

Les échanges internationaux (hors échanges intra-communautaires) de fromages ont été très dynamiques. Ils ont progressé de presque 170 000 tonnes (+7%) à 2,4 millions de tonnes. Cependant, ils représentent une part modeste (14%) des fabrications industrielles.

Ils ont moins progressé en valeur du fait de l'érosion des cours. Le prix du cheddar, un des fromages les plus échangés, au départ Europe de l'Ouest, s'est déprécié de 12% d'une année sur l'autre à 3 800 \$/tonne en 2012 malgré l'orientation haussière sur le second semestre 2012.

L'UE a été le principal artisan de la croissance des échanges internationaux. Premier exportateur mondial, avec 770 000 tonnes, elle assure près du tiers des échanges internationaux, loin devant la Nouvelle-Zélande (13%) et les États-Unis (12%). L'Australie et la Biélorussie ont maintenu leurs expéditions, tandis que l'Ukraine a moins vendu sur la Russie. À noter, la progression régulière de l'Uruguay (47 000 tonnes) qui exporte essentiellement vers les autres membres

du MERCOSUR. Avec la Suisse et l'Argentine, les neuf principaux exportateurs mondiaux fournissent presque 80% des échanges internationaux de fromages.

La progression des échanges s'accompagne d'une diversification des débouchés et des marchés, même si les 10 premiers importateurs absorbent encore un peu plus de la moitié des fabrications échangées. Premier importateur mondial, la Russie a encore accru ses achats à 420 000 tonnes (avec la prise en compte des fromages biélorusses et ukrainiens), qui ont bondi de 20% depuis 2009. Elle a ainsi fait face à une forte reprise de sa demande intérieure, parallèlement à un nouveau fléchissement de ses fabrications. Les importations japonaises, qui avaient chuté lors de la crise économique et financière de 2008 et 2009, ont depuis rebondi à 235 000 tonnes. Les achats des États-Unis, le troisième importateur, ont aussi repris, parallèlement à la progression des fabrications et des exportations. Remonté à 154 000 tonnes, ce pays importe essentiellement des fromages de garde européens et exporte plutôt des fromages ingrédients.

En 2013, la demande en fromages devrait rester dynamique, notamment dans les pays émergents où la restauration rapide progresse fortement. Elle devrait continuer de croître en Amérique du Nord mais aussi dans l'UE. Cependant, l'offre dépendra aussi du rythme de croissance de la collecte laitière et de l'évolution de la valorisation du couple beurre/poudre maigre. En 2012, le marché des fromages a mieux résisté que ce dernier au retournement de conjoncture. En 2013, il pourrait à l'inverse subir la flambée des cours des ingrédients secs.

> > >

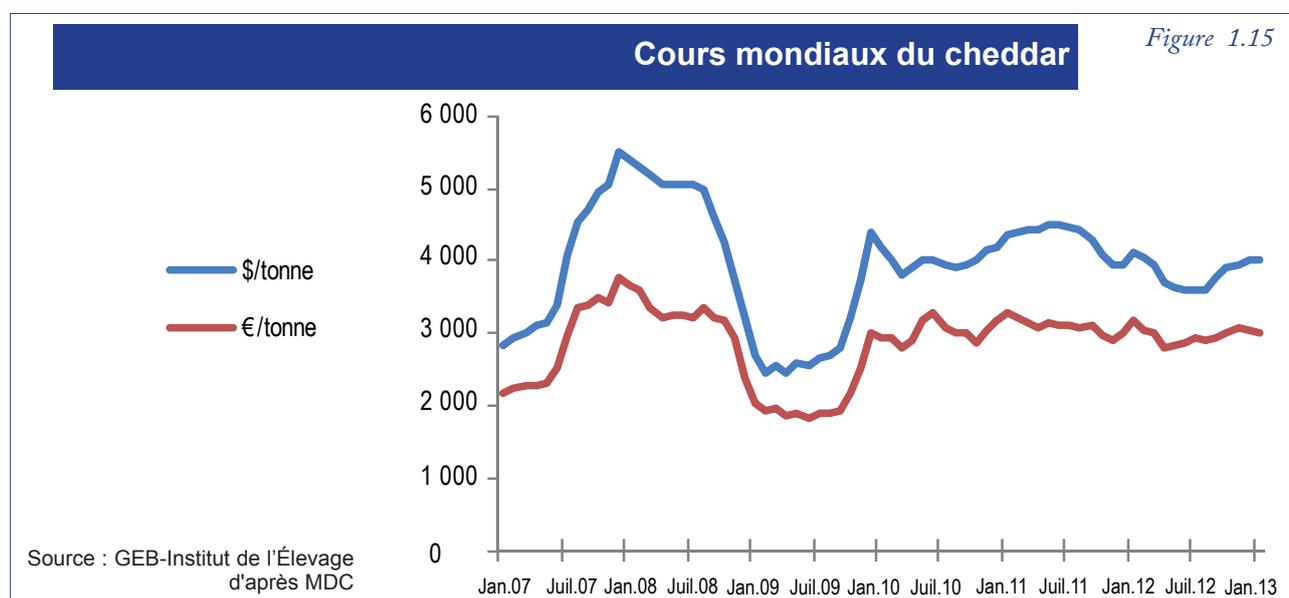
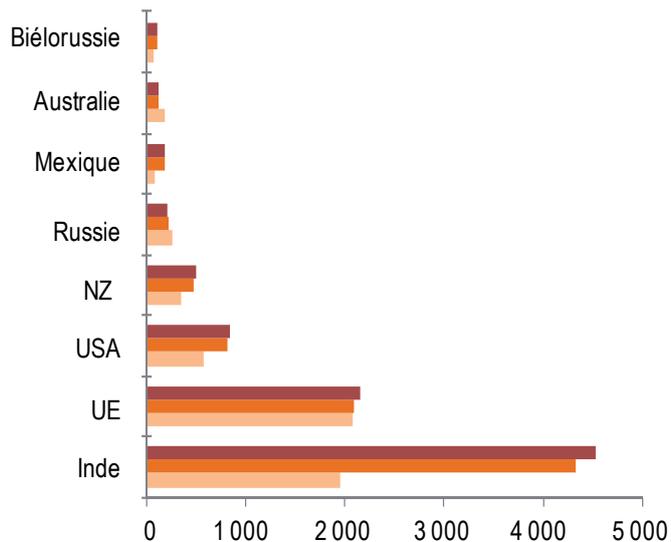


Figure 1.16

Principaux producteurs de beurre (milliers de tonnes)

■ 2011
■ 2010
■ 2000

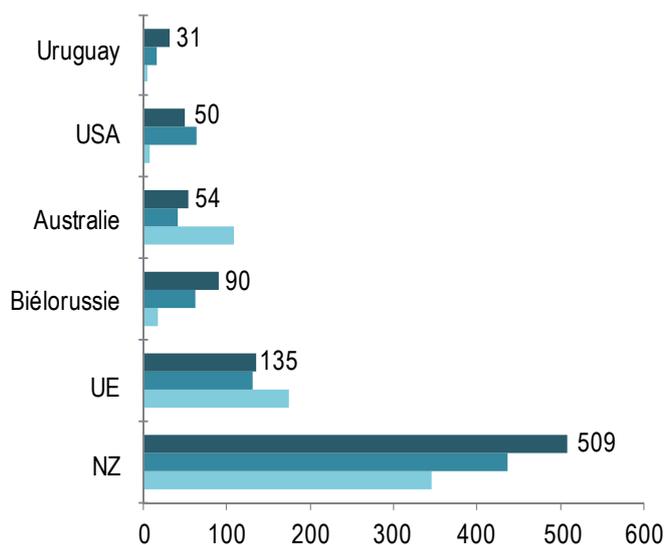


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO, FIL et statistiques nationales

Figure 1.17

Principaux exportateurs de beurre (milliers de tonnes)

■ 2012
■ 2011
■ 2000

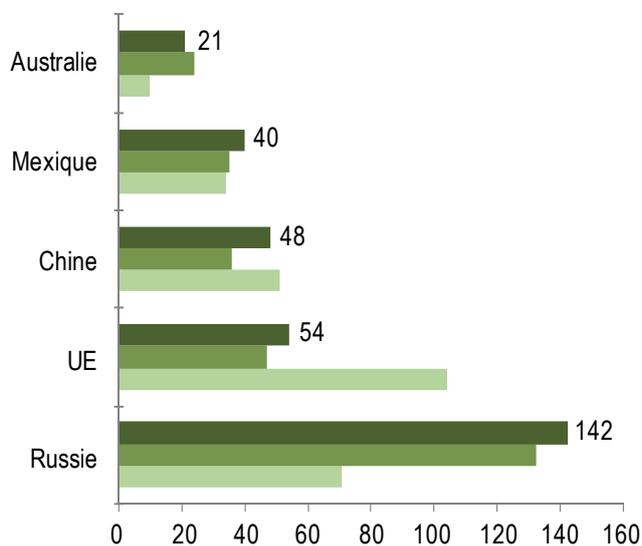


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO, FIL, Trade Map et statistiques nationales

Figure 1.18

Principaux importateurs de beurre (milliers de tonnes)

■ 2012
■ 2011
■ 2000



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO, FIL, Trade Map et statistiques nationales

Détente sur le marché du beurre

Amorcée durant le second semestre 2011, la baisse du prix du beurre échangé sur le marché mondial s'est prolongée sur le premier semestre 2012. Ramené à 3 060 \$/tonne en juin, le cours du beurre expédié d'Europe de l'Ouest a chuté de plus de 40% en un an sous l'effet de disponibilités supérieures aux besoins. Il a ensuite regagné plus de 500 \$ sur le second semestre, terminant l'année à 3 600 \$/tonne, 10% sous son niveau de fin 2011. La hausse des cours a toutefois été atténuée en euros par la légère appréciation de la monnaie européenne. Le cours moyen annuel du beurre (3 440 \$/tonne ou 3 675 €/tonne) se situe respectivement 30% et 25% sous son niveau historique atteint en 2011.

Des disponibilités suffisantes

Les fabrications mondiales, artisanales et industrielles, de beurre en l'état ou anhydre ont progressé un peu plus vite que la production laitière mondiale. L'Inde, le premier pays a enregistré une croissance forte (+4,5%) de ses fabrications composées essentiellement de ghee (beurre clarifié) produit artisanalement. Cependant, cette évolution a été sans effet sur le marché mondial, en raison de sa politique de limitation des échanges extérieurs.

Les fabrications industrielles de beurre et de beurre anhydre ont surtout progressé dans les grands bassins

excédentaires, durant le premier semestre lorsque la collecte était très dynamique. Les stocks dans les entreprises ont alors progressivement grossi lorsque les échanges extérieurs marquèrent le pas. Avec un second semestre plus calme, les fabrications annuelles de beurre ont progressé de 3% dans l'UE et aux USA et de 6% en Nouvelle-Zélande.

Malgré des stocks au plus bas début 2012

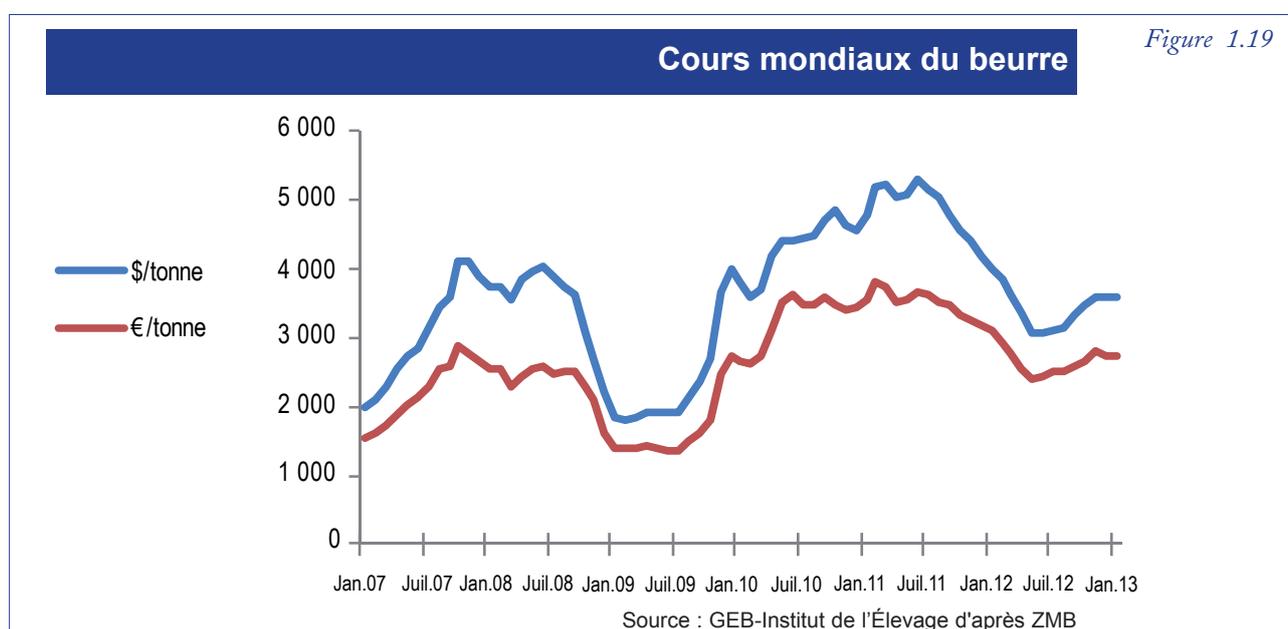
Début 2012, les stocks publics de beurre étaient vides et les stocks privés étaient encore peu fournis, hormis en Nouvelle-Zélande où Fonterra disposait de stocks étoffés, par le rebond spectaculaire de la collecte laitière. Par la suite, les stocks entreprise ont progressivement gonflé sur le premier semestre, notamment dans l'hémisphère nord. Sur le second semestre, le tassement de l'offre laitière et la reprise des échanges internationaux les ont réduits.

Reprise des échanges de beurre

Quasi stationnaires en 2011, les échanges internationaux de matières grasses laitières ont été relancés en 2012, notamment entre avril et septembre, lorsque les disponibilités étaient abondantes et bon marché. Ils ont bondi de 13% (+100 000 tonnes) à 900 000 tonnes. Dix pays fournissent la quasi-totalité des échanges.

La Nouvelle-Zélande, le premier fournisseur mondial, est aussi le principal artisan de cette relance. Elle a

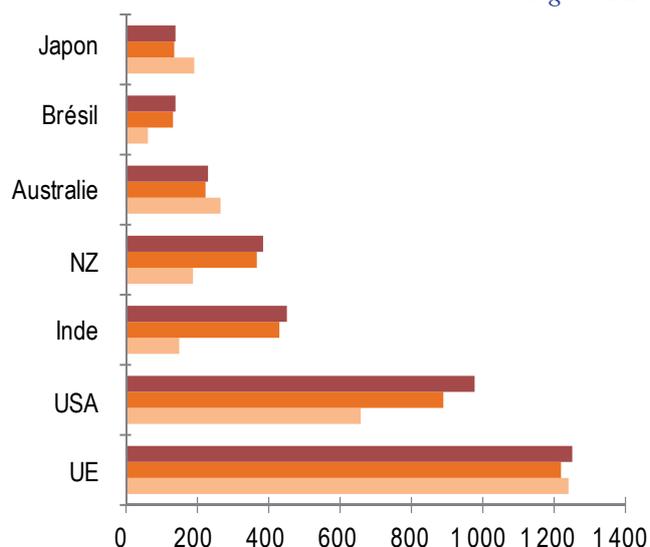
> > >



Principaux producteurs de poudre de lait écrémé (milliers de tonnes)

Figure 1.20

■ 2012
■ 2011
■ 2000

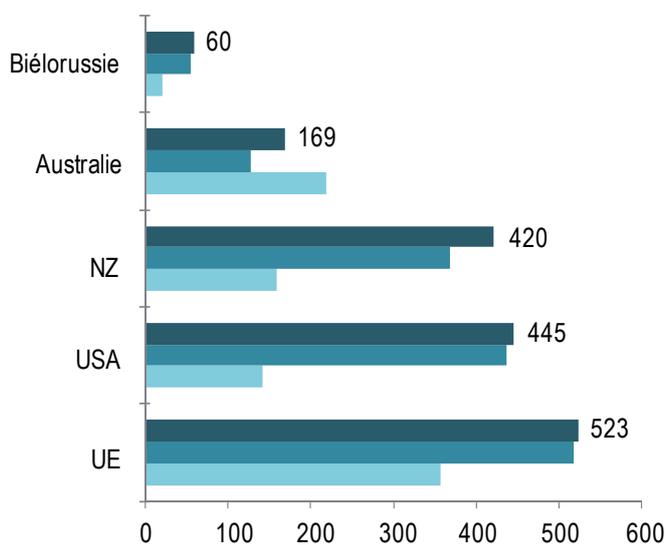


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO, FIL et statistiques nationales

Principaux exportateurs de poudre de lait écrémé (milliers de tonnes)

Figure 1.21

■ 2012
■ 2011
■ 2000

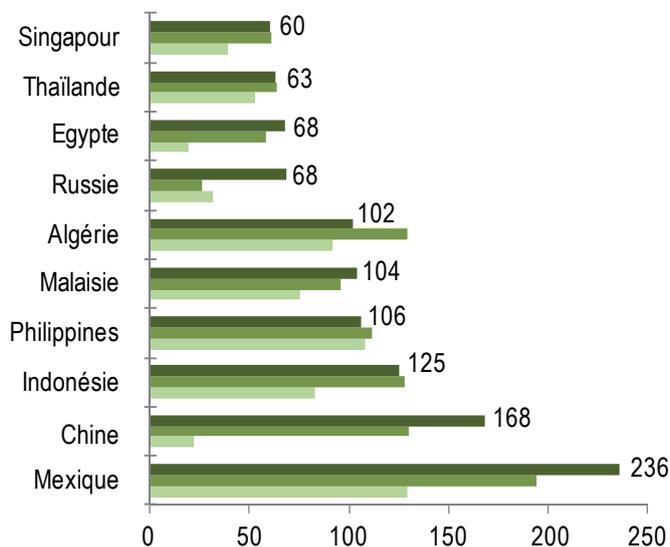


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO, FIL, Trade Map et statistiques nationales

Principaux importateurs de poudre de lait écrémé (milliers de tonnes)

Figure 1.22

■ 2012
■ 2011
■ 2000



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO, FIL, Trade Map et statistiques nationales

fourni les trois quarts des volumes supplémentaires échangés et porté à 510 000 tonnes ses exportations annuelles. L'UE a juste maintenu ses expéditions (135 000 tonnes) malgré des fabrications croissantes.

La Biélorussie est devenue le troisième exportateur dont la quasi-totalité des 90 000 tonnes est vendue à la Russie. Elle devance l'Australie et les États-Unis, qui sont au coude à coude. La reprise de la production a permis à la première de relancer quelque peu ses exportations et le ralentissement de la collecte étatsunienne a au contraire limité les ventes sur le marché mondial, la demande intérieure étant toujours dynamique.

Du beurre biélorusse à la Russie

La Russie, le premier importateur mondial, a acheté davantage de beurre biélorusse et portée à 140 000 tonnes ses importations totales. L'UE a enregistré un afflux de beurre néozélandais, dans le cadre de son contingent à droit nul, qui a porté à 54 000 tonnes les importations totales. La Chine et le Mexique ont fortement accru leurs importations respectivement à 48 000 tonnes et 40 000 tonnes.

En 2013, l'équilibre du marché mondial du beurre s'annonce de nouveau tendu si la collecte européenne tarde à reprendre. Il dépendra bien entendu de l'évolution de la demande en ingrédients secs (poudre maigre et poudres grasses) sur le marché mondial, mais aussi de celle en laits liquides et en produits frais, généralement partiellement écrémés dans les pays développés.

Marché plus équilibré pour la poudre maigre

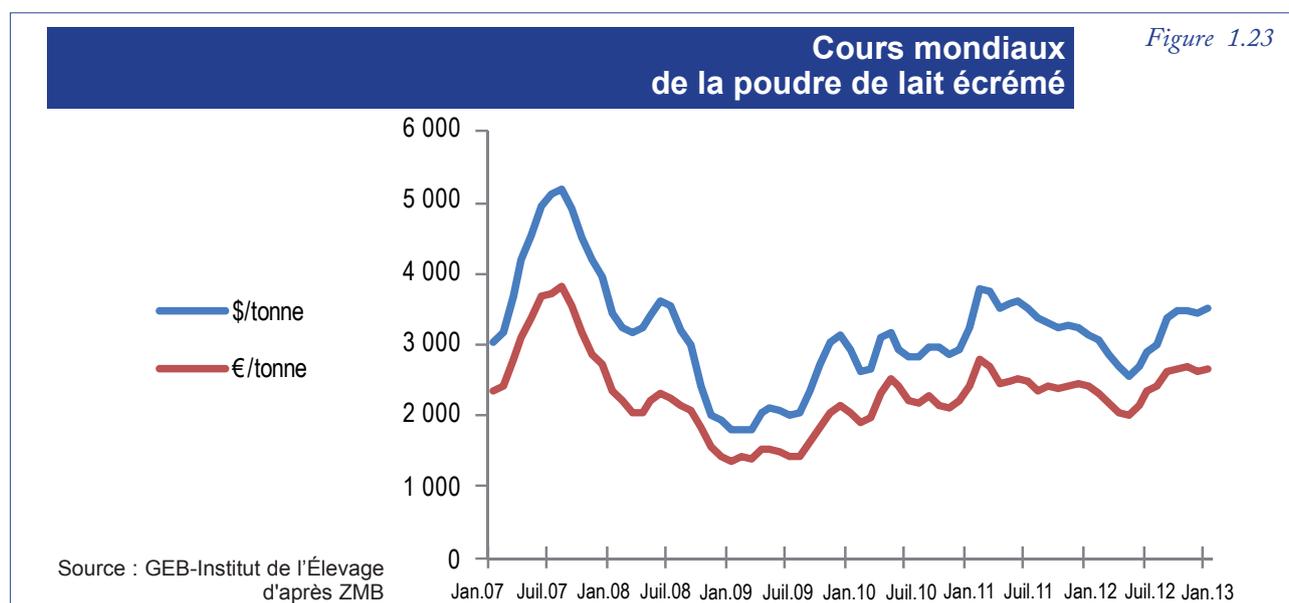
Le cours mondial de la poudre de lait écrémé a été moins volatil que celui du beurre. Après avoir chuté de 30% de juin 2011 à juin 2012, il s'est ensuite redressé et a presque retrouvé fin 2012 son bon niveau du début 2011. À 3 450 \$/tonne, le prix de la poudre maigre expédiée d'Europe n'était plus que 200 \$ sous le sommet atteint alors. Malgré ce rebond, le cours moyen annuel (3 050 \$/tonne) a cédé 12% par rapport à celui de 2011, se situant ainsi 1 000 dollars sous le niveau exceptionnel de 2008.

Tout au long de l'année, les pays exportateurs ont approvisionné sans heurt une demande internationale toujours croissante notamment en Asie, grâce à la reprise dynamique de la collecte dans les bassins excédentaires.

Des fabrications dynamiques

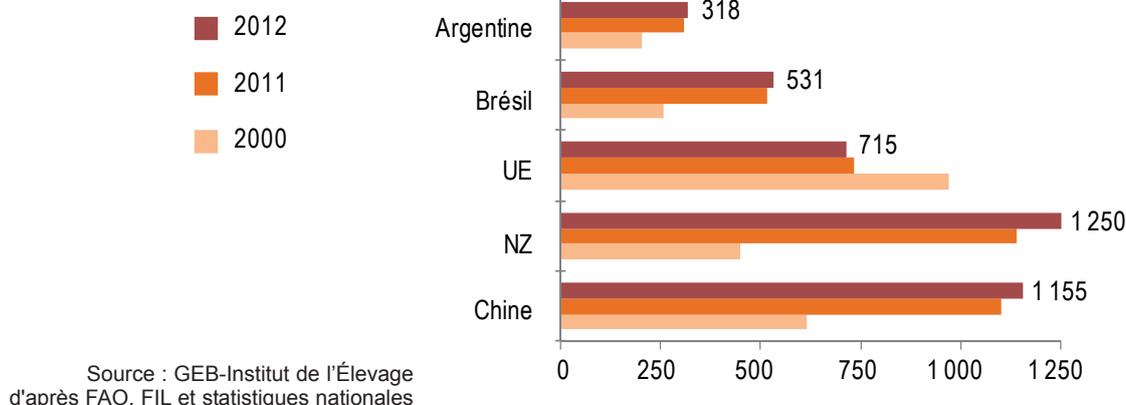
Estimées à 3,9 millions de tonnes, les fabrications mondiales de poudre maigre ont progressé de 6%, presque autant qu'en 2011. Les fabrications européennes ont augmenté de 3% à 1,25 million de tonnes. Elles ont bondi de 11% aux USA, le deuxième fabricant mondial, principalement sur le premier semestre. Elles ont progressé au même rythme que la production en Inde, le troisième fabricant mondial, et un peu moins que la collecte en Nouvelle-Zélande où Fonterra privilégie les poudres grasses. Avec l'Australie, ces cinq pays fournissent 85% des fabrications mondiales.

> > >



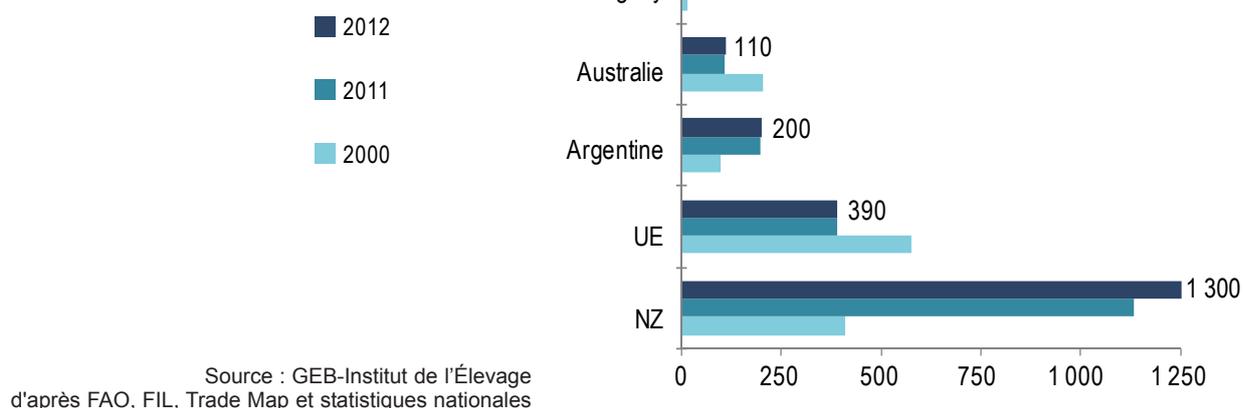
Principaux producteurs de poudres grasses (milliers de tonnes)

Figure 1.24



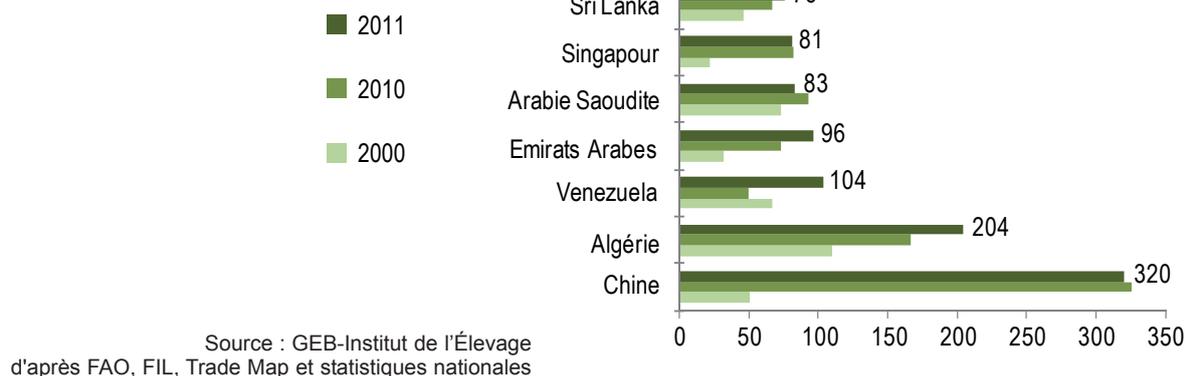
Principaux exportateurs de poudres grasses (milliers de tonnes)

Figure 1.25



Principaux importateurs de poudres grasses (milliers de tonnes)

Figure 1.26



Des exportations toujours dynamiques

Près des deux tiers des fabrications supplémentaires ont été orientées vers le marché mondial. Les échanges internationaux ont ainsi progressé de 8% à 1,85 million de tonnes d'après nos estimations, un peu moins vite que lors des deux années précédentes.

L'Océanie a fourni l'essentiel des exportations supplémentaires. La Nouvelle-Zélande a expédié 420 000 tonnes grâce à des stocks conséquents début 2012 et à la progression de ses fabrications, quand l'Australie accroissait de 30% ses expéditions à 170 000 tonnes.

En revanche, les exportations européennes et étatsuniennes ont peu varié, malgré des fabrications haussières. Les entreprises disposaient de faibles stocks début 2012, contrairement à début 2011. La Biélorussie, cinquième exportateur par ordre d'importance, a accru ses ventes (60 000 tonnes) vers la CEI, en premier lieu la Russie. En somme les cinq principaux exportateurs fournissent toujours presque 90% des échanges internationaux de poudre maigre depuis 2005.

L'Asie, le principal débouché

L'Asie de l'Est et du Sud-Est a acheté à elle seule près des deux tiers des échanges internationaux. La Chine, qui a encore accru de plus de 40% ses achats à 168 000 tonnes, est devenue le deuxième importateur mondial devant l'Indonésie et les Philippines. Les fabricants chinois de laits infantiles, marché en plein boom, privilégient les ingrédients (poudre maigre,

lactosérum) importés à ceux « *made in China* ». L'Algérie a réduit de presque 30% ses achats qui ont été ramenés à 100 000 tonnes. En revanche, le Mexique importe toujours plus de poudre maigre (236 000 tonnes) surtout étatsunienne. Malgré la progression et la diversification des débouchés, les 10 premiers acheteurs absorbent encore 60% des échanges internationaux.

Marché dynamique des poudres grasses

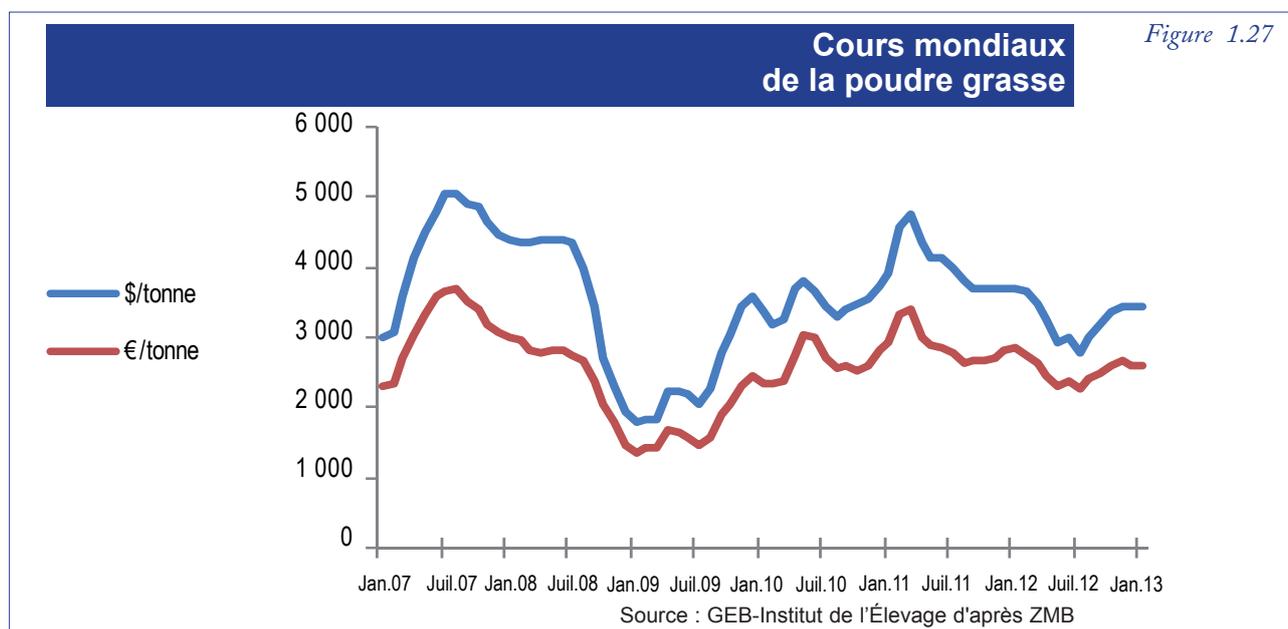
En 2012, les fabrications mondiales de poudres grasses ont progressé moins vite que les échanges internationaux. Le cours mondial a fortement décroché de presque 1 000 \$/tonne sur le premier semestre sous l'effet de disponibilités importantes chez les principaux producteurs. Tombé à 2 775 \$/tonne en juillet, le prix moyen des poudres grasses exportées d'Europe a regagné plus de 700 dollars sur le second semestre. Le cours moyen annuel, à 3 265 \$/tonne, a perdu 20% d'une année sur l'autre.

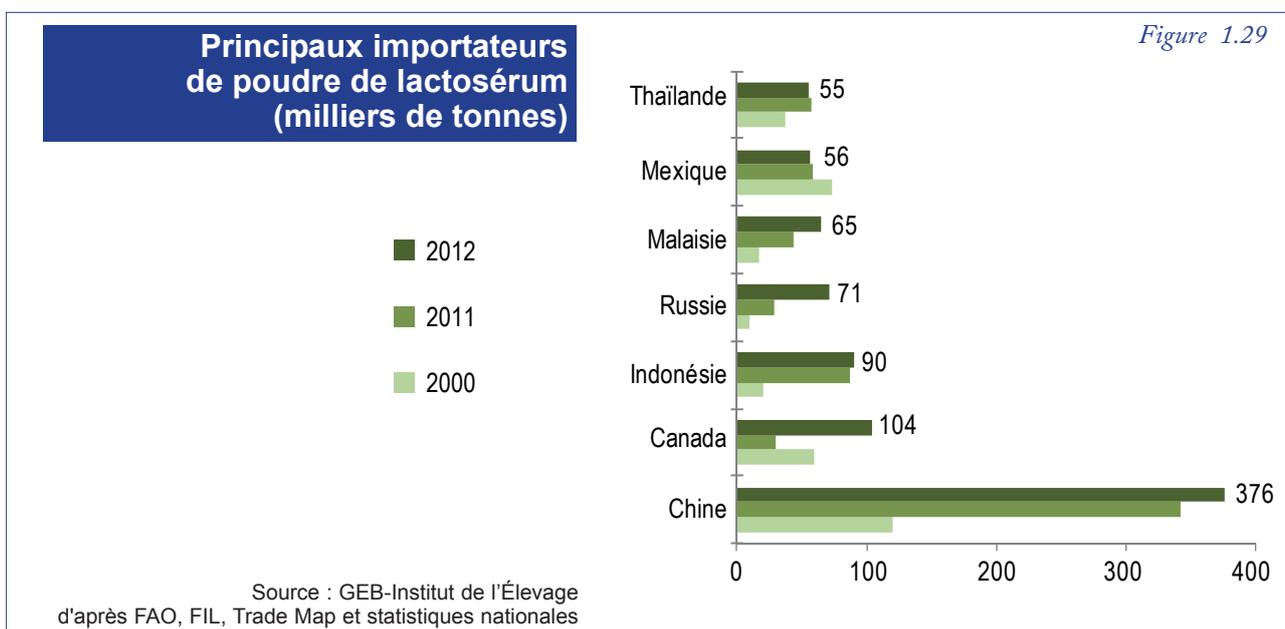
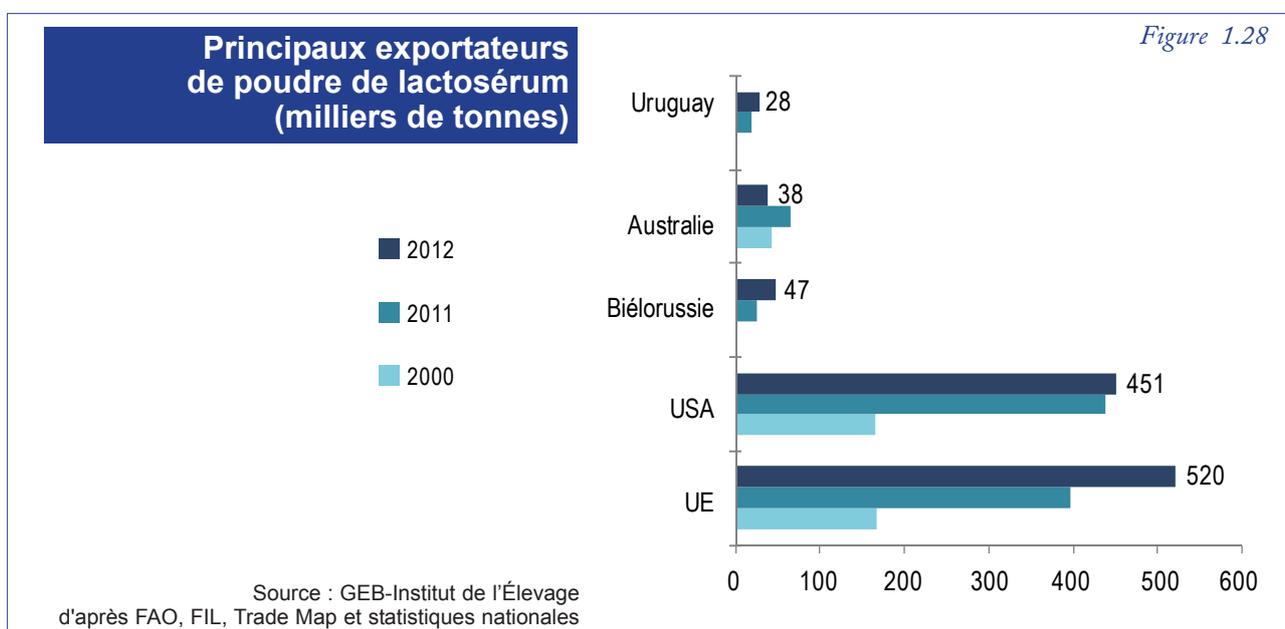
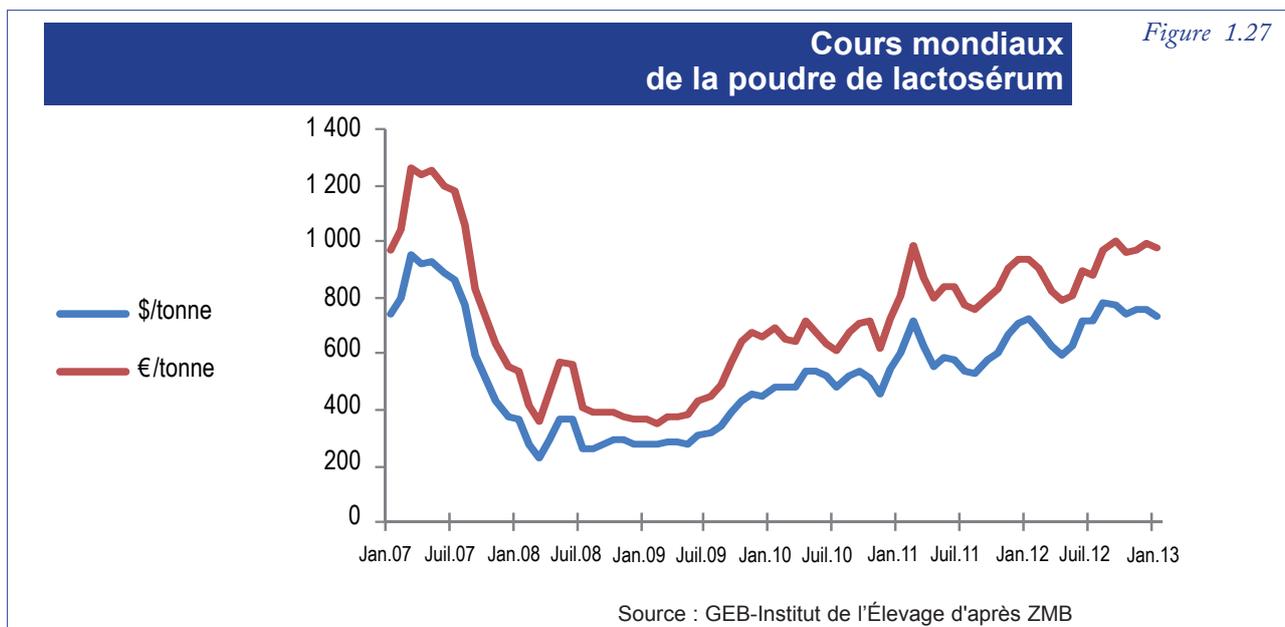
Croissance modérée des fabrications

Estimées à 4,6 millions de tonnes en 2012, les fabrications de poudres grasses ont essentiellement progressé en Chine et en Nouvelle-Zélande, les deux pays producteurs qui font 50% des fabrications mondiales.

La croissance des fabrications chinoises, deuxième fabricant mondial, est modérée depuis la crise de la

> > >





mélamine et inférieure aux besoins du géant asiatique. Depuis 2008, il achète de plus en plus de poudres étrangères, essentiellement néozélandaises, pour satisfaire sa demande intérieure. De son côté, la Nouvelle-Zélande a transformé l'essentiel de sa collecte supplémentaire en poudres grasses et renforcé ses positions en Asie. Les industriels européens ont de nouveau sensiblement réduit leurs fabrications, moins compétitives que les néozélandaises, et ont privilégié le couple beurre/poudre maigre.

Hégémonie de la Nouvelle-Zélande

Les poudres grasses sont les produits laitiers les plus échangés sur la scène internationale, avec plus de 54% des fabrications mondiales exportées. Cette catégorie regroupe les poudres de lait infantiles conditionnées et des poudres grasses en vrac qui servent d'ingrédients à la fabrication de laits conditionnés (déshydratés ou liquides) et de produits frais, notamment dans les bassins de consommation où la production est déficitaire.

Estimés à 2,5 millions de tonnes, les échanges internationaux ont progressé plus vite (+10%) que les fabrications mondiales (+4%). La Nouvelle-Zélande a été très offensive grâce à des fabrications supplémentaires et des stocks importants début 2012. Elle a ainsi fourni la quasi totalité des expéditions supplémentaires mises sur le marché mondial.

Avec plus de 1,3 million de tonnes exportées, elle a renforcé sa prédominance en portant à 55% sa part de marché international. L'UE a maintenu ses expéditions (390 000 tonnes), de même que l'Argentine (200 000 tonnes). L'Australie a cédé du terrain tandis que l'Uruguay exporte de plus en plus vers le Brésil, son premier client. En somme, les six principaux exportateurs fournissent 90% des échanges internationaux en 2012.

Des importateurs toujours plus nombreux

Face à la dizaine d'exportateurs, les destinations sont beaucoup plus diversifiées, même si les principaux importateurs ont acheté plus de la moitié des échanges internationaux.

Client privilégié de la Nouvelle-Zélande, la Chine a accru de 25% ses importations portées à 400 000 tonnes. Suit le Venezuela qui a doublé ses achats

(200 000 tonnes). L'Algérie les a en revanche ramenés à 175 000 tonnes.

Seule la Nouvelle-Zélande est présente sur tous les fronts. L'UE exporte essentiellement sur l'Afrique et sur le Moyen-Orient, l'Australie est centrée sur l'Asie de l'Est et du Sud-est et l'Argentine sur l'Amérique latine et secondairement sur l'Algérie.

Marché soutenu de la poudre de lactosérum

Le marché de la poudre de lactosérum est demeuré élevé toute l'année. Après un léger fléchissement sur le premier semestre, la cotation française de la poudre de lactosérum est remontée par la suite, approchant 1 000 €/tonne. Sa valeur moyenne annuelle, portée à 910 €/tonne, s'est ainsi appréciée de 8% par rapport à 2011, mais reste éloignée du record (1 250 €/tonne) du printemps 2007.

La croissance des disponibilités ne suit pas la demande solvable. Elle a été faible (+1%) dans l'UE qui a fabriqué presque 2 millions de tonnes, plus nette (+3%) aux États-Unis (470 000 tonnes) et en Australie (+5%), troisième fabricant avec 75 000 tonnes. Ensemble, ces trois pays réalisent 90% des fabrications mondiales et des exportations internationales.

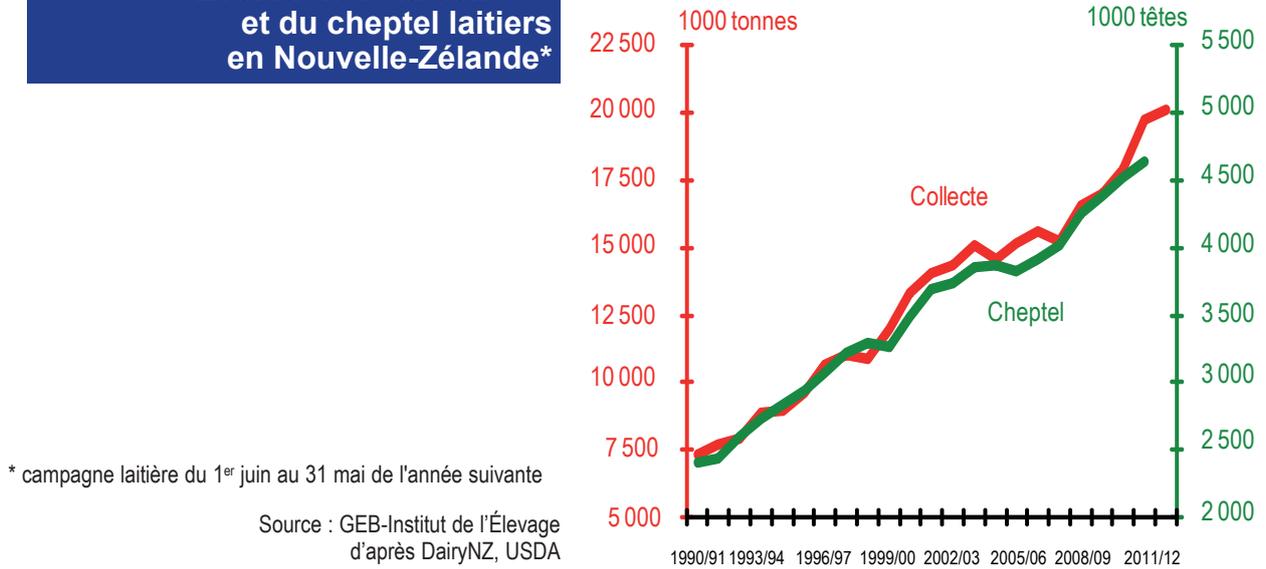
Les échanges internationaux ont été très dynamiques : +6% à 1,1 million de tonnes. Ils ont absorbé la totalité des fabrications supplémentaires dans les grands bassins de production. À elle seule, l'UE a fourni presque tous les volumes supplémentaires échangés. Portées à 520 000 tonnes, ses exportations ont bondi de 6% (+60 000 tonnes), grâce à un tassement de l'utilisation intérieure dans l'alimentation animale. Avec 520 000 tonnes, elle fournit presque la moitié des échanges internationaux, juste devant les USA, et loin devant les autres exportateurs.

La Chine, premier importateur mondial, a soif de poudre de lactosérum comme ingrédient dans la fabrication nationale de laits infantiles. Ses achats ont augmenté de 10% à 376 000 tonnes. Le Canada s'est hissée à la deuxième place avec un peu plus de 100 000 tonnes qui entrent dans la fabrication de produits réexportés. Ensuite les principaux importateurs sont surtout des pays asiatiques.



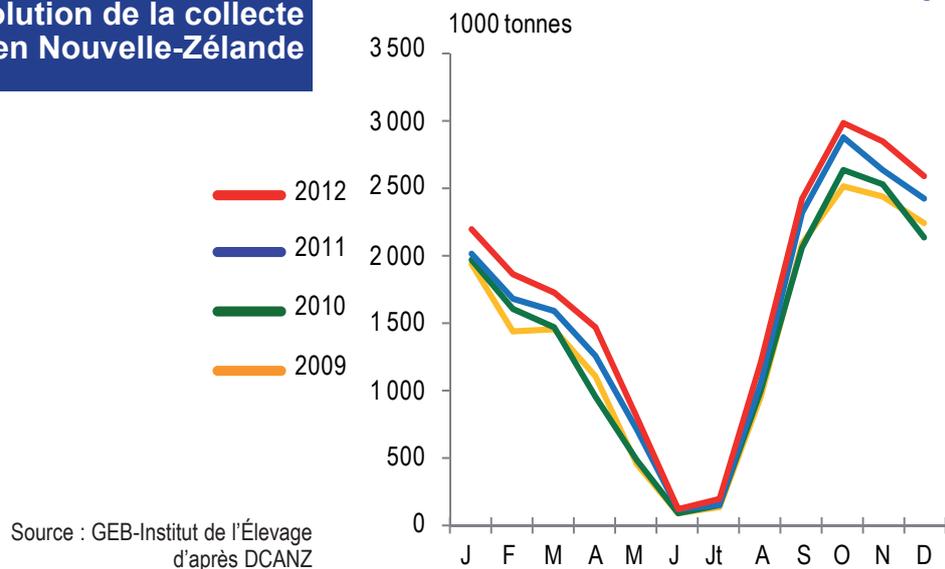
Évolution de la collecte et du cheptel laitiers en Nouvelle-Zélande*

Figure 2.1



Évolution de la collecte mensuelle en Nouvelle-Zélande

Figure 2.2



2

Tour d'horizon des principaux bassins de production

OCÉANIE : rebond de la production stoppé

En 2012 comme en 2011, l'Océanie a alimenté l'essentiel des échanges internationaux, grâce à une production dynamique et des stocks conséquents début 2012. En revanche, la donne s'annonce diamétralement opposée en 2013.

NOUVELLE-ZÉLANDE CONQUÉRANTE

La Nouvelle-Zélande demeure l'eldorado laitier, même si la croissance de la production a été moindre qu'en 2011. À l'époque, elle avait bondi de 10% sous l'effet de l'excellente conjoncture laitière, mais aussi après une année 2010 médiocre en raison des conditions climatiques. De 11% au 1er semestre, la croissance a été ramenée à 7% sur le second semestre. Le fléchissement du prix du lait, de 520 à 425 NZ\$ par mille litre entre janvier et octobre (de 320 à 270 €), a pu inciter les éleveurs à modérer l'utilisation d'aliments concentrés devenu très chers.

Début 2013, la production a connu une baisse saisonnière très prononcée sous l'effet d'un été austral

exceptionnellement sec qui a affecté la pousse de l'herbe dans l'île du Nord. La collecte a reculé de 3% en février d'une année sur l'autre, puis décrocherait de 7% de mars à mai. En somme, la collecte progresserait tout au plus de 2% à l'issue de la campagne 2012/13. À ce stade, il est difficile de dire si ce nouvel incident climatique affectera ou non le potentiel laitier pour la prochaine campagne.

Intensification animale accrue

Basé sur la valorisation des pâturages et le cycle de l'herbe, le modèle laitier néo-zélandais manifeste une nouvelle fois une grande sensibilité aux aléas météorologiques malgré l'intensification de sa production. Les chargements animaux, déjà forts, sont passés en moyenne de 2,62 à 2,83 vaches par hectare de surface fourragère entre 2000 et 2012. La production laitière par hectare a ainsi gagné 2 000 kg en douze ans à 11 700 kg à l'issue de la campagne 2011/12. Depuis 2007, le très bon prix du lait incite les éleveurs à modifier quelque peu leur système. Ils

> > >

Utilisation de la collecte en Nouvelle-Zélande*

Figure 2.3

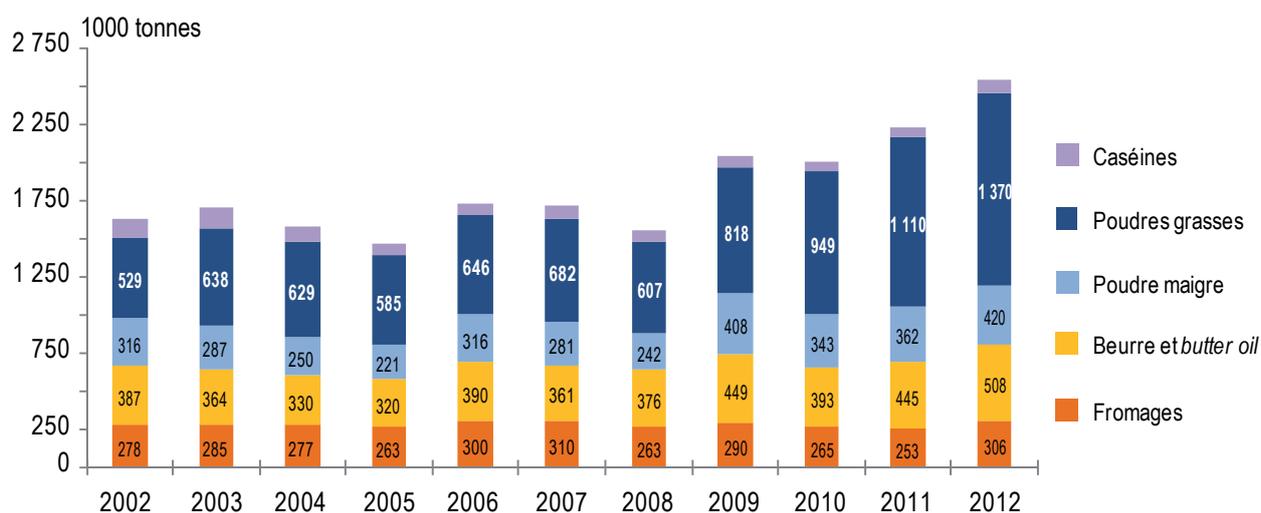
1000 tonnes	Fromages	Beurre et butter-oil	Poudre maigre	Poudres grasses	Poudre de lactosérum
2002/03	320	400	295	540	23
2007/08	331	413	300	672	22
2008/09	288	413	252	677	25
2009/10	308	482	385	768	21
2010/11	268	441	344	947	21
2011/12	270	472	366	1 141	nc

* campagne du 1^{er} juin au 31 mai de l'année suivante
nc = non communiqué

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après DairyNZ, USDA

Les exportations de la Nouvelle-Zélande de 2002 à 2012

Figure 2.4



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CCE, Dairy Markets

recourent, notamment dans l'île du Nord, à davantage de fourrages cultivés (maïs) pour intensifier et sécuriser leur système et systématisent la distribution d'aliments concentrés durant toute la période de lactation.

Surface herbagère stable

La surface agricole dédiée à l'élevage laitier, qui progressait de 3 à 5% l'an depuis 2007, s'est en revanche stabilisée, signe d'un certain essoufflement de la conversion d'élevages allaitants en élevages laitiers. La Nouvelle-Zélande comptait 11 800 élevages laitiers à la mi-2012 (60 de plus que mi 2011) qui possédaient en moyenne 393 vaches laitières sur une SAU moyenne de 140 hectares. Lors de la campagne 2011/12, La croissance de la production a reposé essentiellement sur les gains de productivité du cheptel laitier (+5%), portée à 4 625 kg par vache, et secondairement sur la hausse (+2%) du cheptel national qui comptait 4,634 millions de vaches laitières mi 2012.

En 2012, le supplément de collecte (1,3 million de tonnes) a été surtout transformé en ingrédients secs, principalement en poudres grasses et secondairement en beurre et fromages. Schématiquement la matière solide utile (protéines et matière grasse) du lait collecté est transformée pour 40% en poudres grasses, 30% en beurre ou *butter oil*, 12% en fromages, 10% en poudre maigre et 10% en caséines. Fonterra a notamment ouvert en août dernier une nouvelle tour de séchage dans l'île du Sud d'une capacité annuelle de 100 000 tonnes.

Des exportations néo-zélandaises toujours dynamiques

La Nouvelle-Zélande a renforcé sa prédominance sur le marché mondial. Ses exportations (tous produits confondus) ont bondi de 20% à 3,1 millions de tonnes en 2012, bien plus que les fabrications supplémentaires. Les transformateurs, Fonterra en tête, disposaient de stocks plus conséquents début que fin 2012. Les exportations ont progressé moins vite en valeur, à 11,1 milliards d'US\$ (+7%), du fait du tassement des prix.

La Nouvelle-Zélande a renforcé ses positions surtout en Asie du Sud-Est et orientale où elle bénéficie d'accords commerciaux préférentiels. Elle a

accru de 27% ses ventes sur la Chine, son premier client (22% de parts de marché), de 22% sur les États-Unis, la deuxième destination (7%), de 18 % sur le Venezuela, devenu le troisième client (4%). Elle a en revanche stabilisé ses ventes au Japon, son quatrième client. Elle a réalisé 60% de son chiffre d'affaires avec ses 10 premiers clients qui sont par ordre décroissant la Chine, les États-Unis, le Venezuela, le Japon, les Émirats Arabes Unis, l'Australie, l'Arabie Saoudite, la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie et l'Algérie.

Bond des expéditions d'ingrédients secs

La Nouvelle-Zélande a conforté son leadership sur le marché mondial des ingrédients secs. Ses expéditions de poudres grasses ont bondi de 14% en 2012, à 1,37 million de tonnes, et ont plus que doublé en quatre ans. La Nouvelle-Zélande a notamment accru de presque 50% ses ventes en Chine, pays qui absorbe le tiers des expéditions totales, devant le Venezuela qui a accru de 25% ses achats (114 000 tonnes), des Émirats Arabes Unis (110 000 tonnes) et de l'Algérie (85 000 tonnes). Les dix premiers clients ont absorbé 75% des exportations totales.

Les exportations de caséines et caséinates, estimées à 86 000 tonnes, ont bondi de 30% en 2012, en premier lieu vers les États-Unis (30% des volumes). Elles ont progressé en direction de l'UE, du Japon et de la Chine, deux pays au coude à coude avec 10% des expéditions totales chacun.

La Nouvelle-Zélande a aussi exporté davantage de poudre maigre (+14%). Fonterra a accru ses fabrications de beurre/poudre maigre lors du pic de lactation pour absorber une partie du surplus de collecte, faute de capacité suffisante en poudres grasses. Cependant, les coûts de fabrications sont supérieurs à ceux des poudres grasses. De plus Fonterra manque de compétitivité face aux fabricants européens et étatsuniens qui valorisent bien mieux la matière grasse sur leur marché intérieur, que sur le marché mondial. Elle a cependant fortement accru (+65%) ses expéditions sur la Chine, premier client avec près de 30% des expéditions totales, suivies du trio Malaisie, Indonésie et Philippines.

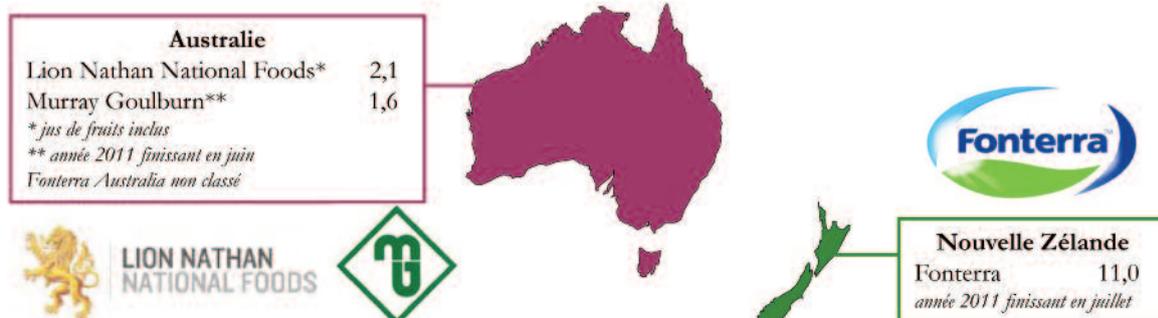
La Nouvelle-Zélande a aussi conforté sa première place sur le marché des matières grasses laitières. Ses



OCÉANIE : ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2012

Les leaders laitiers en Océanie

Chiffre d'affaires en 2011 en milliards €



CNIEL / rapports d'activité, presse internationale

Les investissements asiatiques dans la filière laitière océanienne se sont intensifiés en 2012. La société de négoce japonaise **Mitsubishi** a pris une participation de 24% dans le capital de l'entreprise laitière australienne **Tasmanian Dairy Products**, qui construit actuellement une tour de séchage d'une capacité de 6 tonnes par heure à Smithton pour un montant de 33 millions €. Le groupe chinois **Shanghai Pengxin** a acquis l'entreprise néo-zélandaise **Crafar Farms**, qui regroupe 16 fermes laitières sur 8 000 hectares, pour un montant de 130 millions €. Enfin, le leader laitier chinois **Yili** investit 135 millions € pour construire une usine de lait infantile dans le comté de Canterbury à l'extrême Sud de l'archipel néo-zélandais.

Parmi les autres opérations financières importantes menées en 2012, à noter la cession par **Nestlé** de son activité de crèmes

glacées en Australie au fonds d'investissement **Pacific Equity Partners** pour un montant de 240 millions €, le rachat du fromager Jindi par Lactalis, et enfin la reprise par Fonterra du site de séchage de Studholme en Nouvelle-Zélande, auparavant détenu par l'entreprise **NZDL**, filiale du groupe russe **Nutritek** tombé en faillite.

En Australie, le leader laitier national **Murray Goulburn** a annoncé en 2012 un plan d'investissement de 160 millions € sur trois ans, afin d'augmenter ses fabrications de lait UHT, matières grasses et fromages. Le groupe américain **Chobani** vient de mettre en service une nouvelle usine de yaourt d'une capacité de 30 000 tonnes par an dans les environs de Melbourne pour un montant de 25 millions €.

En Nouvelle-Zélande, la majorité des investissements reste centrée

sur les poudres de lait. **Fonterra** a mis en service en août 2012 une nouvelle tour de séchage à Darfield dans l'île du Sud, à même de produire 370 tonnes de poudre de lait entier par jour, et qui a nécessité un investissement de 125 millions €. Celle-ci à peine terminée, Fonterra annonçait la construction, sur le même site, d'une nouvelle tour, d'une capacité deux fois plus importante, qui sera opérationnelle en août 2013. Ce nouvel investissement porte sur un montant de 190 millions €. Le leader néo-zélandais investit également dans les fromages, mais pour des montants plus modérés : 15 millions € pour accroître la capacité de stockage de cheddar et de mozzarella de son site de Whareroa, 19 millions € pour doubler la capacité de fabrication de *cream cheese* de l'usine de Te Rapa et la porter à 20 000 tonnes.

Rédaction : CNIEL

exportations ont bondi de 20% à presque 510 000 tonnes. Elle a bradé sa marchandise sur le premier semestre et a alors triplé ses ventes sur l'UE. Ensuite, les expéditions vers l'UE ont retrouvé leur niveau de 2011 à pareille époque. Fonterra expédie vers une centaine de destinations dont les plus importantes, l'Iran, le Danemark, la Russie, la Chine, l'Australie, l'Égypte, les USA, ne représentent que de faibles parts, entre 5 et 8% chacune, du volume total exporté.

Sursaut passager des exportations de fromages

Fonterra a aussi relancé ses fabrications de fromages, essentiellement du cheddar, entre mars et septembre lorsque les prix des ingrédients secs étaient encore déprimés. Ses expéditions ont progressé de 20% à 306 000 tonnes. Ses deux principaux clients, le Japon (70 000 tonnes) et l'Australie (55 000 tonnes) ont accru modérément (+10%) leurs achats, la Corée du sud plus fortement (+30%) à 28 000 tonnes. La Chine est devenue la quatrième destination avec 22 000 tonnes expédiées.

Enfin les exportations de poudre de lactosérum restent marginales (15 000 tonnes). Fonterra incorpore l'essentiel de ses disponibilités dans les fabrications de poudres grasses pour rééquilibrer la part des trois ingrédients laitiers (lactose, protéines et matière grasse).

En somme, la Nouvelle-Zélande a de nouveau conforté sa place de premier exportateur mondial de produits laitiers avec 18 millions de tonnes équivalent lait exportées en 2012. Elle a ainsi couvert 30% des échanges internationaux, devant l'Union européenne. En valeur, elle occupe toujours la deuxième place derrière l'Union européenne qui vend des produits laitiers à plus haute valeur ajoutée, notamment des fromages et des caséines.

Après avoir subi une fin de campagne délicate, la production néozélandaise devrait logiquement rebondir sur le second semestre 2013 si le potentiel laitier n'est pas affecté et si les conditions climatiques redeviennent propices à la production herbagère.

AUSTRALIE : UNE REPRISE QUI FAIT LONG FEU

En Australie, le secteur laitier connaît un nouveau passage à vide. La collecte laitière marque le pas sur la première moitié de la campagne 2012/13 qui a débuté en juillet. Elle avait pourtant été relancée en 2011 grâce à des conditions climatiques très favorables et à la très bonne conjoncture internationale, pour finalement progresser de 4% à l'issue de la campagne 2011/12.

Cependant, la nouvelle baisse du prix du lait sur le premier semestre 2012 et l'envolée des cours des grains ont visiblement affecté le moral des éleveurs. Ils n'étaient plus que 53% en août, contre 63% en février, à avoir confiance dans l'avenir et la baisse de confiance est plus marquée dans les grands élevages que dans les petits, d'après l'enquête réalisée deux fois par an par *Dairy Australia*. Toutefois, ce trou d'air semble sans commune mesure avec le décrochage de la production observé entre 2006 et 2009 à la suite d'une longue période de sécheresses. Depuis 2010, le cheptel laitier national progresse sensiblement de 1% l'an à 1,63 million de vaches au 31 mars 2012, sous l'effet de cessations moins nombreuses et d'agrandissements d'ateliers. Les 6 770 élevages possèdent en moyenne 240 vaches laitières qui ont produit 5 930 litres chacune en moyenne. Soit une production annuelle moyenne de 1,4 million de litres par élevage.

Les conditions de production étaient pourtant excellentes début 2012 : les disponibilités en eau maximales, le prix de l'eau utilisé pour l'irrigation bas, 5 à 8 AU\$/mégalitre, contre 400 AU\$ durant la sécheresse. Toutefois, le prix élevé des grains et la remontée tardive du prix à la production incitent les éleveurs à gérer plus finement les aliments concentrés. De plus des incidents climatiques, température caniculaire et sécheresse, affectent de nouveau la production début 2013.

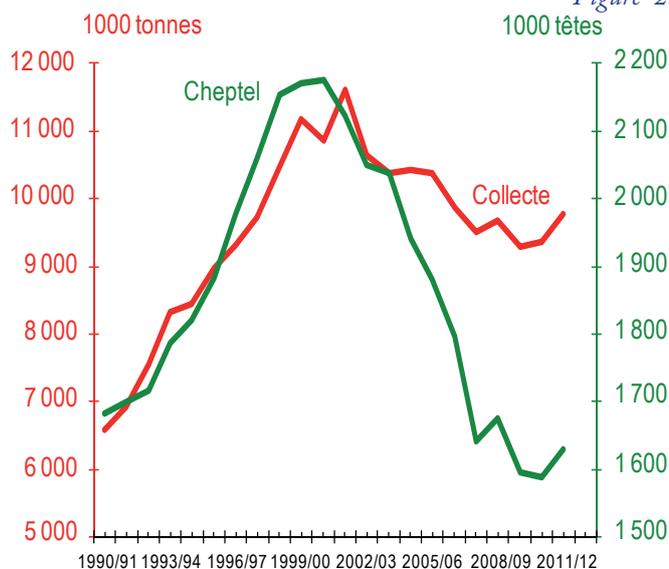
En 2012, le supplément de collecte a surtout été transformé en produits frais, en fromages et en beurre/poudre maigre. En revanche, les industriels ont délaissé les fabrications de poudres grasses, qui chutent de 20% d'une année sur l'autre, beaucoup

> > >

Évolution de la collecte et du cheptel laitiers en Australie*

Figure 2.5

*campagne laitière du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante
 Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Australian Dairy Corporation



Utilisation de la collecte en Australie*

Figure 2.6

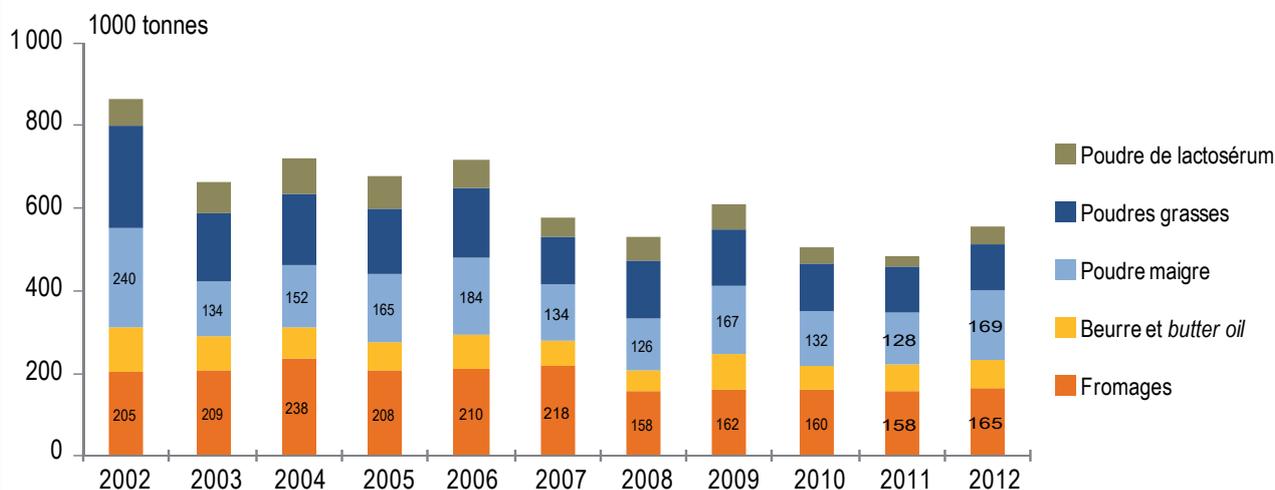
1000 tonnes	Laits liquides	Fromages	Beurre	Poudres grasses	Poudre maigre	Poudre de lactosérum
2001/02	1 924	412	178	239	240	89
2006/07	2 156	364	133	135	192	86
2007/08	2 188	361	128	142	164	83
2008/09	2 229	342	149	148	212	81
2009/10	2 269	349	128	126	190	79
2010/11	2 316	339	123	151	223	70
2011/12	2 389	340	120	140	230	75

*campagne laitière du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Australian Dairy Corporation

Les exportations de l'Australie de 2002 à 2012

Figure 2.7



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après TradeMap & CIRCA

moins compétitives que les poudres grasses néo-zélandaises sur le marché mondial. Pour mémoire, sur la campagne 2011/12, le tiers de la collecte a été transformé en fromages, 25% en produits frais, 28% en beurre/poudre maigre ou caséines, 11% en poudres grasses et 3% en autres produits.

Consommation bien orientée

La consommation australienne de produits laitiers progresse principalement du fait du dynamisme démographique (+1,4% l'an). Estimée à 106 litres par habitant, la consommation de laits conditionnés croît encore au rythme de 1 litre par an depuis 5 ans. Celle de beurre plafonne sous les 4 kg/hab., et de fromages marque le pas (13,4 kg), après avoir progressé grâce à une offre de plus en plus variée, notamment de spécialités de garde importées d'Europe. Les importations couvrent le quart de la consommation intérieure.

Des importations de fromages stables

En 2012, l'Australie a tout juste maintenu ses importations de fromages (75 000 tonnes), composées principalement de fromages néo-zélandais et secondairement européens (15 000 tonnes) et étatsuniens (12 100 tonnes). Les achats de fromages néo-zélandais, composés pour 60% de cheddar et pour 25% de râpés, marquent le pas. Auparavant, leurs achats progressaient régulièrement sous l'effet d'interdépendances croissantes entre les deux filières, notamment via le leader néo-zélandais Fonterra, implanté en Australie. Les achats de fromages étatsuniens progressent tandis que les fromages européens plafonnent.

Sursaut des exports de fromages

Les exportations de fromages ont d'autre part sensiblement progressé, à 165 000 tonnes. Elles demeurent encore très éloignées du haut niveau de 2007. L'Australie a surtout regagné le terrain perdu après 2008 au Japon, son premier débouché. Ses expéditions ont retrouvé le haut niveau de 2007 (100 000 tonnes). Ses ventes ont aussi progressé en Chine (9 000 tonnes) et en Corée du sud (7 400 tonnes). Plus généralement, l'Australie réalise 85% de ses ventes avec l'Asie de l'Est et du Sud-Est, loin devant le Moyen-Orient (10 000 tonnes).

Des exportations relancées de beurre et de poudre

L'Australie a tiré parti de la forte reprise de la demande internationale en poudre maigre. Ses exportations ont rebondi de 32% à 168 000 tonnes, essentiellement à destination de l'Asie, son principal débouché (80% des volumes). La Chine devient un client majeur, 12 000 tonnes, derrière l'Indonésie (22 000 tonnes), Singapour (20 000 tonnes), la Malaisie (16 000 tonnes), les Philippines et la Thaïlande : 14 000 tonnes chacun.

Les exportations de beurre et de beurre anhydre ont aussi rebondi grâce à la reprise des fabrications et des stocks conséquents début 2012. Bien qu'excédentaire, l'Australie importe aussi du beurre, essentiellement de Nouvelle-Zélande, dont les volumes ont été stationnaires. Les expéditions de beurre anhydre, 20% des volumes, sont très ciblées sur l'Asie. Celles de beurre sont en revanche plus diversifiées.

Malgré la chute des fabrications, les transformateurs ont maintenu leurs expéditions de poudres grasses à 100 000 tonnes en 2012, grâce des stocks conséquents en début d'année. Les flux ont peu varié. Les principales destinations sont toutes situées en Asie : Singapour, Sri Lanka, Chine, Indonésie, Arabie Saoudite, par ordre décroissant.

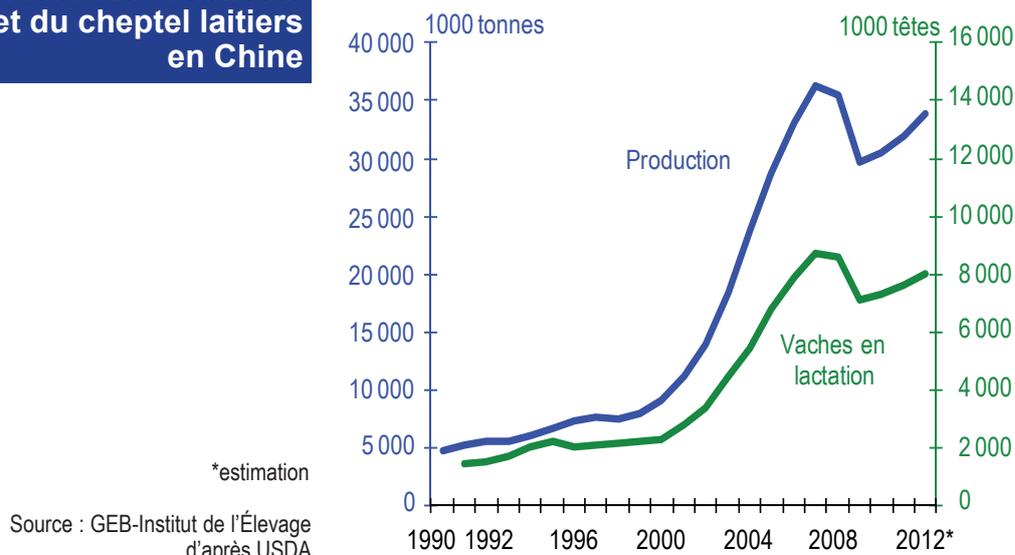
Tous produits confondus, l'Asie est de loin le premier débouché avec près de 75% du chiffre d'affaires : le Japon (19%), la Chine (14%), Singapour (9%), l'Indonésie (6%), la Malaisie (6%), la Nouvelle-Zélande (5%), la Thaïlande et la Corée du sud, 4% chacun.... L'Australie réalise ensuite 10% de ses ventes sur le Moyen-Orient et 10% sur l'ensemble des autres continents (Afrique, Amérique, Europe).

Les exportations australiennes de produits laitiers, qui ont absorbé 38% de la production nationale, ont rapporté 2,5 milliards AU\$ (2,0 milliards d'euros) en 2012. Elles ont progressé de 12% en 2012 grâce au rebond des volumes. En 2013, les expéditions pourraient, comme en 2010 et 2011, refluer si le tassement de la collecte observée début 2013 se prolongeait.

> > >

Évolution de la collecte et du cheptel laitiers en Chine

Figure 2.8



Utilisation de la collecte en Chine

Figure 2.9

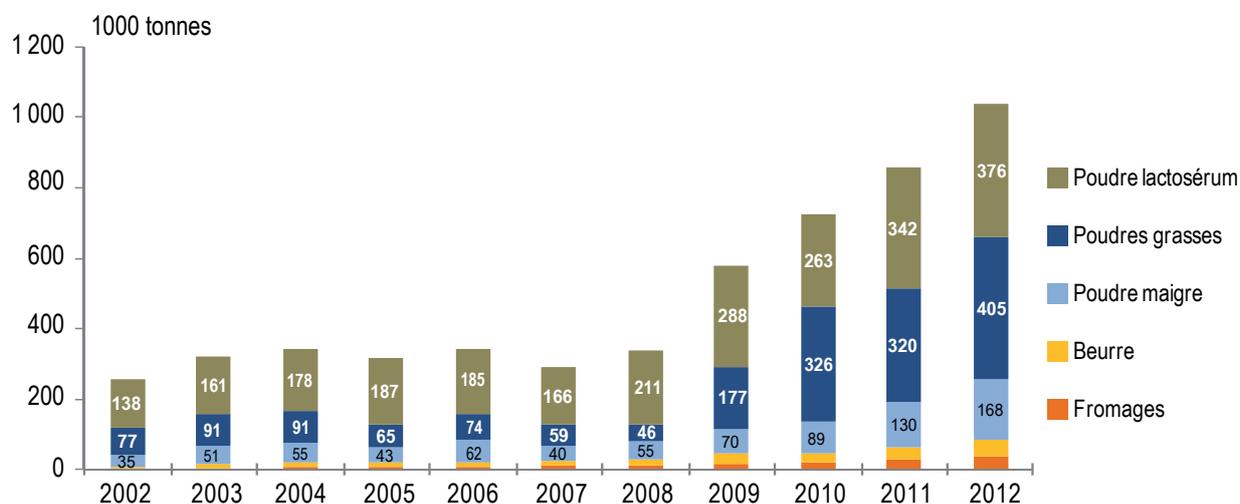
1000 tonnes	Lait liquide	Poudre maigre	Poudres grasses
2002	5 678	72	577
2007	14 820	58	1 150
2008	14 581	53	1 120
2009	11 791	54	977
2010	12 060	55	1 030
2011	12 600	56	1 100
2012*	13 460	57	1 155

* Estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FIL, USDA

Les importations de la Chine de 2002 à 2012

Figure 2.10



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après TradeMap & CIRCA

ASIE : production toujours insuffisante

La production laitière peine toujours à suivre la demande solvable dans la plupart des grands pays asiatiques. Le déficit de production de ce continent se creuse année après année et absorbe désormais la moitié des échanges internationaux en produits laitiers.

CHINE, UN DEFICIT QUI SE CREUSE

Fortement touchée par la crise de la mélamine en 2008, la production laitière chinoise a renoué avec la croissance depuis 2009. Mais des scandales sanitaires défraient toujours la chronique et, ajoutées aux difficultés économiques rencontrées par les éleveurs chinois, pèsent dans la bataille qui se joue avec les produits importés. La part de la consommation qui repose sur des importations ne cesse de croître.

Production haussière...

La production laitière chinoise est estimée par l'USDA à 33,8 millions de tonnes en 2012 (et à 38,3 millions de tonnes par les autorités chinoises), en hausse de 6% d'une année sur l'autre. Depuis 2008, elle progresse au même rythme, mais n'a pas encore retrouvé le niveau atteint en 2007, avant la crise de la mélamine (36 millions de tonnes selon l'USDA). Le nombre de vaches laitières en lactation aurait également progressé de 5%, à 8 millions de têtes, selon l'USDA. Les importations de vaches laitières auraient concerné près de 128 000 animaux en 2012, soit une hausse de 30% d'une année sur l'autre.

La modification de la structure de la production laitière se poursuit sous l'impulsion du gouvernement. Dans un document publié en novembre 2008, les autorités exigeaient qu'au moins 70% de l'approvisionnement des entreprises laitières proviennent d'exploitations sous leur contrôle d'ici octobre 2011, incitant ainsi les transformateurs à construire leurs propres fermes. En 2010, d'après les statistiques chinoises, les exploitations de plus de 100 têtes auraient détenu 31% du cheptel laitier. Au sein de ces grandes exploitations, la catégorie qui a le plus progressé est celle qui possède plus de 1 000 têtes, avec une multiplication de leur nombre par 2,6 entre 2007 et 2010. En 2010, elles étaient 900 et représentaient 4% du nombre total d'exploitations, mais surtout elles possédaient plus de 10% du cheptel laitier chinois.

Ces fermes possèdent de nombreux avantages aux yeux des responsables chinois. Elles mettent en œuvre différentes méthodes de contrôle pour s'assurer de la qualité du lait produit à travers un laboratoire situé sur le site. Elles embauchent également du personnel qualifié et diplômé, à même d'utiliser des techniques modernes et complexes. Une des caractéristiques de ces exploitations réside dans la haute mécanisation et la grande productivité du travail, 30 personnes pouvant s'occuper de l'ensemble des tâches (pour plus de détails lire *Idèle_Chine n°3*).

...mais économiquement fragile

Ces fermes commerciales semblent également mettre l'accent sur l'augmentation de la productivité des vaches, pour faire face aux ressources limitées (terres et eau) et à la hausse des coûts de production (alimentation animale et travail). 2012 a en effet été une année difficile pour les éleveurs laitiers, pris dans un étai entre la flambée des prix du maïs et du soja et la hausse tardive fin 2012 et modérée du prix du lait. Sur les 10 premiers mois de l'année, le prix moyen national du lait standard n'a en effet progressé que de 1,5% alors que celui du tourteau de soja affichait une hausse de plus de 30% et celui du maïs de 9%. Sur l'année, le prix moyen national du lait standard à la ferme a progressé de 3,5% et s'établissait fin décembre à 3,38 RMB/kg (0,40 €/kg).

Cette évolution contrastée des cours renforce la pression sur les petits éleveurs. Nombre d'entre eux ont contracté des prêts lors de la période de forte croissance du secteur dans les années 2000 afin de se constituer un cheptel laitier et se retrouvent aujourd'hui en position délicate. En outre, plusieurs entreprises ont freiné leurs achats auprès des éleveurs chinois, suite à des pertes liées à la concurrence des poudres importées à bas prix.

Estimée à près de 30 litres par habitant, la consommation de produits laitiers a connu une hausse de 6% d'une année sur l'autre. Mais elle reste faible comparée à celles des Européens (280 litres) ou des Japonais (75 litres). La consommation porte principalement sur deux catégories de produits : les boissons liquides pour enfants et les laits liquides pour adultes d'un côté, et les yaourts de l'autre.

> > >

ASIE DE L'EST : ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2012

Les principales opérations financières réalisées en Asie au cours de l'année 2012 dans le domaine des produits laitiers ont été menées en Extrême-Orient. La plus importante est le rachat du fabricant japonais de lait fermenté Calpis par le brasseur japonais **Asahi** pour un montant de 1,15 milliard €. Autre opération d'envergure, la prise de participation de 6% dans le capital du groupe chinois **Mengniu** par **Arla Foods** pour un montant de 228 millions €.

D'importants investissements sont actuellement entrepris en Chine au sein de l'amont de la filière laitière. **Nestlé** construit actuellement un institut de formation à Schuangcheng dans la province de Heilongjiang, qui nécessite un

investissement de 310 millions € sur 5 ans. Ce centre, destiné à améliorer le niveau technique des éleveurs chinois et la qualité du lait collecté, comprendra trois fermes expérimentales regroupant 10 700 vaches laitières. En parallèle, Nestlé met également en place une nouvelle ferme de 2 000 vaches laitières en Mongolie intérieure. De son côté, **Fonterra**, qui détient déjà deux fermes laitières, investit 95 millions € dans la construction de trois fermes supplémentaires dans la province du Hebei. Ces cinq unités devraient à terme fournir 150 millions de litres par an en provenance de 15 000 vaches laitières. Le leader laitier chinois **Mengniu** n'est pas en reste : il projette d'investir 430 millions € d'ici 2015 pour constituer 8 à 12 méga

fermes en Mongolie intérieure et de cesser de collecter du lait en provenance de petites exploitations.

En aval, Mengniu a également ouvert deux usines dans la Province du Hebei en 2012, suite à un investissement de 300 millions €. De son côté, le groupe japonais **Yakult** a annoncé la construction de sa 4ème usine en Chine, à Yonghe près de Guangzhou. Cette unité supplémentaire lui permettra à terme de produire 5 millions de petites bouteilles de lait fermenté par jour sur le sol chinois. Au Japon, le groupe **Meiji** annonce la construction d'une nouvelle usine de lait fermenté probiotique à Aichi, nécessitant un investissement de 110 millions €.



Rédaction : CNIEL

Nouveau bond des importations

Une nouvelle fois, les importations chinoises de produits laitiers ont progressé pour satisfaire, la demande nationale, en quantité comme en qualité, les consommateurs chinois aisés préférant les produits importés. Cette hausse a concerné toutes les catégories de produits laitiers.

Les importations d'ingrédients secs (poudres grasses, poudre maigre et de lactosérum) ont bondi de 20% à 950 000 tonnes. La Chine achète toujours plus de poudres grasses dont les volumes ont progressé de 27% à 405 000 tonnes. Elle a aussi jeté son dévolu sur la poudre maigre (+30%) à 168 000 tonnes. La Nouvelle-Zélande demeure le fournisseur majeur dont les parts de marché ont encore progressé : 96% pour la poudre grasse et 63% pour la poudre maigre, malgré la hausse des ventes européennes.

L'évolution des achats de poudre de lactosérum a été plus modeste (+10%). L'Union européenne a accru ses parts de marché à 43%, juste derrière les États-Unis (46%). Les autres fournisseurs (Argentine, Australie, Uruguay, Nouvelle-Zélande) fournissent le reste.

La méfiance des consommateurs chinois envers leurs fabrications nationales a tiré les importations de préparations pour nourrissons. Elles ont dépassé les 90 000 tonnes en 2012, soit une hausse de 17% d'une année sur l'autre. Ces achats pèsent pour 1 milliard de dollars.

Les importations de fromages sont limitées (près de 39 000 tonnes) mais en forte hausse (+36%). Il s'agit de fromages frais, de fromages râpés ou en poudre et de fromages destinés à la transformation. La Nouvelle-Zélande détient 50% de parts de marché sur ces produits. La progression est identique en ce qui concerne le beurre, avec 48 000 tonnes, la Nouvelle-Zélande fournissant près de 90% des volumes.

La Chine diversifie la gamme des produits qu'elle importe. Derniers venus, les laits liquides conditionnés dont les importations ont explosé depuis 2011. Les classes supérieures chinoises commencent à se tourner vers ces produits, dont le prix est bien plus élevé que le lait reconstitué à partir de lait en poudre

importé (le lait liquide arrive à la frontière chinoise à 1\$/kg), mais qui semblent être synonymes de sécurité renforcée. Les volumes ont été multipliés par 9 en l'espace de 3 ans, passant de 9 000 tonnes en 2010 à 80 000 tonnes en 2012. Il s'agit de lait UHT demi-écrémé ou entier.

Au total, la Chine a importé pour 4,5 milliards de dollars de produits laitiers en 2012, en hausse de 23% par rapport à 2011. Mais ces produits ne représentent que 4% des importations agricoles et agroalimentaires chinoises en valeur. Les achats se composent principalement de poudres grasses (30%), de préparations pour nourrissons (23%), de lactosérum (16%), de poudre maigre (12%). En volume, elle a importé l'équivalent de 7 millions de tonnes de lait qui ont couvert 17% de la consommation nationale contre 5% en 2007.

Afin de faciliter les importations, la Chine vient de décider de baisser, les droits de douanes pour 2013, sur les préparations pour nourrissons de 15 à 5% et sur les poudres de lait infantiles spéciales de 20% à 5%. Mais ces mesures pourraient ne pas suffire à satisfaire les parents chinois qui cherchent par tous les moyens à se procurer des laits infantiles.

La Chine devra recourir encore davantage au marché international pour satisfaire sa demande intérieure toujours dynamique en 2013. Toutefois, elle devra compter avec un possible tassement des disponibilités océaniques, ce qui contribuera à la flambée attendue des marchés des ingrédients laitiers.

AU JAPON, FERMETE DE LA DEMANDE EN FROMAGES

En 2012, la production laitière japonaise a retrouvé des couleurs après la série d'événements dramatiques, séisme suivi d'un tsunami et d'un accident nucléaire dans la centrale de Fukushima, qui a violemment et profondément affecté le pays début 2011. Des infrastructures (réseaux routiers et électriques, centrales nucléaires) ont été détruites, la collecte et la transformation laitières affectées. Mais, surtout, l'émission de radio-nucléides a contaminé une vaste zone, de 30 km de rayon autour de Fukushima, qui amputera durablement le potentiel agricole japonais, déjà limité.

> > >

Utilisation de la collecte au Japon

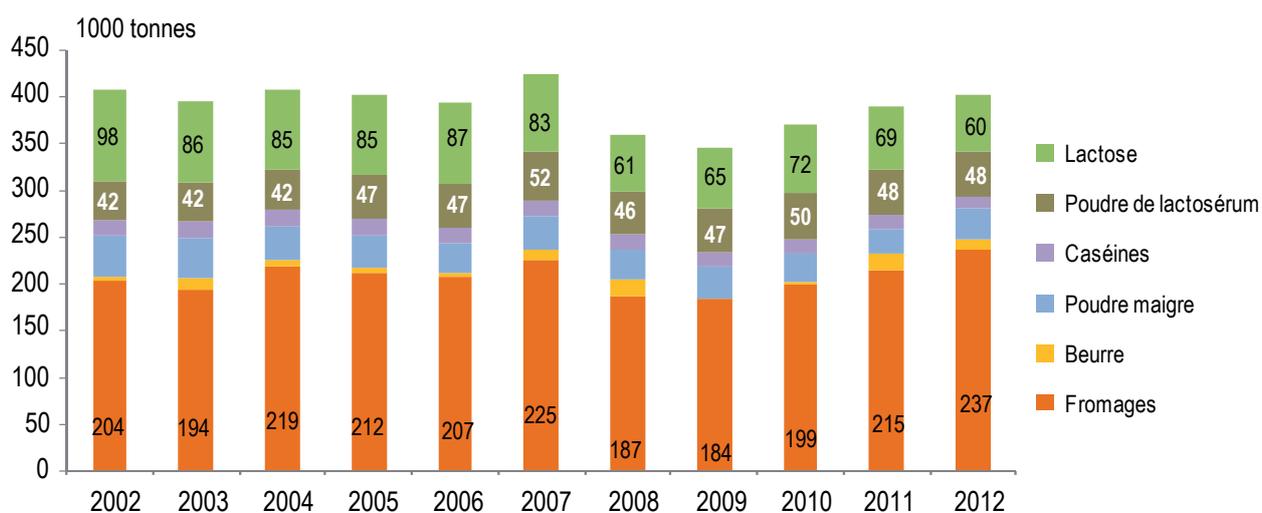
Figure 2.11

1000 tonnes	Lait liquide	Crème	Fromages	Beurre	Poudre maigre	Poudres grasses
2001	4 941	80	123	80	175	18
2007	4 521	103	125	75	173	14
2008	4 442	108	118	72	158	14
2009	4 264	105	122	81	167	13
2010	4 150	107	125	74	156	13
2011	4 058	112	131	63	137	14
2012	4 010	115	135	69	139	12

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FIL & USDA

Les importations du Japon de 2002 à 2012

Figure 2.12



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après d'après FIL & USDA

Sursaut de production

Après avoir chuté de 4% en 2011, le cheptel laitier a regagné 1% de ses effectifs à 943 000 vaches laitières en 2012. La production laitière a aussi repris 1%. En revanche, le nombre d'élevages laitiers ne cesse de décliner. La très grande majorité des agriculteurs a plus de 60 ans. Ils ont rarement un successeur et se trouvent en zone périurbaine où le foncier est très cher. La production laitière résiste mieux dans l'île d'Hokkaido, moins urbanisée, qui regroupe la moitié du cheptel national. Le pays ne compte plus que 20 100 élevages, de 47 vaches en moyenne, dont la productivité moyenne plafonne à 8 000 kg/vache/an. Tendanciellement, la production décroît de 1% l'an. En 2011, elle avait décroché de 3%, dont les deux tiers de la baisse étaient imputables à la catastrophe.

La production laitière, qui ne couvre plus que 80% de la consommation nationale, est soutenue par une politique agricole volontariste dans un pays où les surfaces agricoles sont réduites et les conditions de production peu favorables. Elle est, d'une part, protégée par des droits de douane élevés et, de l'autre, soutenue grâce à une aide directe de 12,20 yens (8 centimes d'euros) par litre de lait en 2011, versée aux transformateurs qui fabriquent des produits frais et des fromages, dans la limite de 1,83 million de tonnes de lait par an.

Reprise de la consommation

Estimée à 75 litres équivalent lait par habitant, la consommation de produits laitiers a de nouveau progressé, surtout en fromages et secondairement en laits fermentés. La consommation de fromages poursuit le redressement amorcé depuis 2010. Elle avait décroché en 2008 et début 2009, en raison de la forte hausse des prix au détail et de la crise économique mondiale qui n'a pas épargné le pays du soleil levant. Remontée à 2,9 kg/hab. en 2012, elle a rebondi de près de 20% et dépasse le précédent record de 2007 (2,75 kg). L'appréciation du yen a atténué le renchérissement des fromages importés.

Bond des importations de fromages

La reprise de la consommation de fromages a surtout bénéficié aux importations qui ont bondi à 237 000 tonnes en 2012 (+10%). Elles ont couvert les deux tiers de la demande intérieure. Le Japon a surtout accru ses achats de fromages néozélandais et états-unis, les importations de fromages européens ayant peu varié.

L'Australie demeure le fournisseur privilégié dont les expéditions, composées d'une bonne moitié de fromages frais et d'une petite moitié de cheddar, couvrent 40% des importations totales. Suit la Nouvelle-Zélande, (30% des volumes) qui livre essentiellement du cheddar. Viennent ensuite l'Union européenne (20%) et les USA (12%). Stables en volume, les expéditions européennes évoluent dans leur composition : progression des fromages italiens et recul des fabrications allemandes et danoises.

Évolution contrastée des importations de beurre et de poudre maigre

La reprise des fabrications de beurre s'est répercutée sur les importations, déjà faibles, qui ont chuté de 35% à 10 000 tonnes, d'autant plus que la consommation a légèrement fléchi. La Nouvelle-Zélande demeure le premier fournisseur (45% des achats) loin devant les États-Unis, les Pays-Bas et l'Australie. À noter que la consommation moyenne de beurre est très faible (0,6 kg/hab.) et qu'elle est surtout le fait des ménages (0,5kg/hab.).

Les fabrications de poudre maigre ont certes repris, mais n'ont pas retrouvé, après la chute de 2011, le bon niveau de 2010. Les transformateurs ont puisé dans leurs stocks et les utilisateurs ont utilisé à plein les contingents à droits de douane réduits : les importations ont ainsi bondi de 22% à 33 000 tonnes.

Le Japon a d'autre part sensiblement réduit ses importations de caséines (13 000 tonnes), de lactose (60 000 tonnes), mais maintenu celles de poudre de

> > >

ASIE DU SUD-EST : ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2012

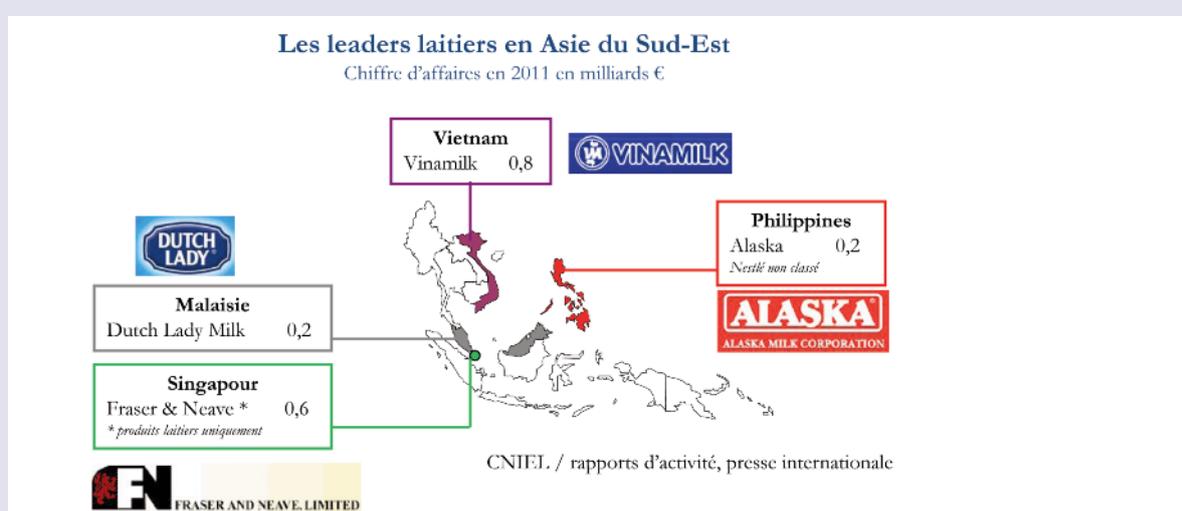
En Asie du Sud-Est, la principale opération financière fut menée en 2012 par le groupe **FrieslandCampina**, qui a porté sa participation dans le groupe philippin **Alaska** de 8,1 à 97,7% pour un montant dépassant 300 millions €. Toujours aux Philippines, le groupe espagnol **Leche Pascual** envisage d'implanter dans les mois à venir une usine de yaourts à Cabuyao, en investissant 15 millions € en partenariat avec le brasseur philippin **Asia Brewery**.

Au Vietnam, le leader laitier **Vinamilk** a annoncé fin 2012 un investissement

de 160 millions € dans la construction de deux nouvelles usines dans la province de Binh Duong, la première d'une capacité de transformation de 400 millions kg de lait par an en produits laitiers de consommation courante, l'autre spécialisée dans la fabrication de lait infantile avec une capacité annuelle de 54 000 tonnes. De son côté, le groupe **TH Milk** poursuit la mise en place, entamée en 2010, d'un complexe laitier intégré, qui devrait comprendre en 2015 une douzaine de fermes comprenant 60 000 vaches laitières et trois usines de transformation,

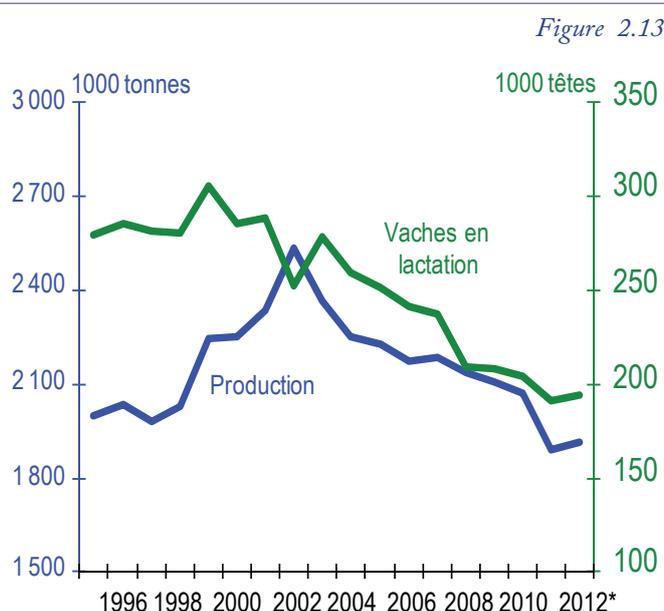
pour un investissement global de 350 millions €.

Plusieurs investissements industriels sont également mis en œuvre en Indonésie. **PT Indolakto**, filiale laitière du géant agro-alimentaire indonésien **Indofood**, construit actuellement une nouvelle usine à Purwosari dans la partie orientale de Java pour un montant de 100 millions €. D'autre part, Fonterra projette d'investir 13 millions € dans la mise en place d'un centre de conditionnement de poudres de lait.



Rédaction : CNIEL

Évolution de la collecte et du cheptel laitiers en Corée



lactosérum (48 000 tonnes). En somme, le Japon a importé pour 2 milliards de dollars de produits laitiers, autant qu'en 2011, dont 26% en provenance de l'UE, 25% d'Australie, 24% de Nouvelle-Zélande et 16% des États-Unis. Tous produits confondus, le Japon a importé l'équivalent de 2 millions de tonnes de lait équivalent lait qui ont couvert 20% de la consommation intérieure.

EN CORÉE DU SUD, BAISSE DES IMPORTATIONS ET DE LA CONSOMMATION

Le secteur laitier se remet difficilement de l'épidémie de fièvre aphteuse qui a touché la Corée du Sud entre novembre 2010 et mars 2011. À l'époque 34 000 vaches laitières avaient été abattues issues de troupeaux infectés, amputant de 8% le cheptel national de vaches en lactation qui était tombé à 191 000 têtes.

Rebond de la production

Cette épizootie a accéléré la restructuration déjà rapide du secteur qui a perdu 25% de ses élevages en cinq ans. Ils n'étaient plus que 6 000 fin 2012, avec en moyenne 41 vaches. Ce sont des Holstein hautes productrices confinées toute l'année en stabulation et alimentées avec une ration très riche en aliments concentrés.

En 2012, le cheptel a regagné 4% de ses effectifs, à 420 000 têtes, et le nombre de vaches laitières en lactation aurait grimpé de près de 10% à 209 000 têtes. La production aurait progressé de 11% par rapport à son très bas niveau (1,88 million de tonnes) de 2011 pour atteindre 2,11 millions de tonnes d'après des données coréennes.

80% de la collecte est orientée vers la fabrication des laits liquides conditionnés dont le marché décroît depuis 2005, malgré l'offre de plus en plus variée : laits aromatisés (au café, à la banane, ou enrichis, à base de céréales), laits chocolatés et laits mélangés avec du lait de soja... Si les Coréens ont consommé un peu plus de laits liquides en 2012, 34 litres contre 33 en 2011, le niveau de consommation reste inférieur à celui connu quelques années auparavant, 35 litres en 2009 et plus de 38 litres en 2003. Cette baisse tendancielle de consommation des laits liquides peut être en partie mise sur le compte du

recul des jeunes générations, gros consommateurs de ces produits, en proportion de la population totale. Le nombre de personnes âgées de moins de 19 ans aurait diminué de 17% en 10 ans en Corée. À l'inverse, les Coréens consomment davantage de yaourts et laits fermentés, presque 11 kg/habitant en 2012. La consommation de fromage aurait également reculé en 2012, à 1,7 kg/hab contre 2 kg en 2011.

Au total, les données coréennes affichent une consommation par habitant en repli de 5% en 2012, à 67,2 kg/hab./an en équivalent lait. En 2011, la consommation était de 70,7 kg/hab./an et avait failli dépasser celle de riz (71 kg/hab./an) qui ne cesse de reculer et qui a été divisé par deux en l'espace de 30 ans.

D'après une enquête réalisée par le centre d'observation de l'agriculture coréen en janvier 2013, les principaux critères de sélection des consommateurs pour les produits laitiers sont la fraîcheur (31%), la marque (23%) et le prix (21%).

Tassement des importations

Malgré des contingents inchangés, les importations coréennes de produits laitiers ont baissé de 17% en valeur. Elles ne représentent plus que 2% des importations agricoles et agroalimentaires coréennes en valeur. Elles reculent également de 11% en volume et de 18% à 1,4 million de tonnes en équivalent lait. Les fromages restent le premier poste d'importation en volume (42%) et en valeur (57%).

En 2011, les autorités avaient significativement accru les contingents d'importation de produits laitiers exonérés de droits de douane, pour combler la chute de production et limiter les mouvements inflationnistes dans la distribution, ce qui provoqua un bond des importations de fromages et de poudre de lait. Ils furent portés :

- de 1 500 tonnes à 30 000 tonnes pour la poudre de lait (maigre et grasse),
- de 420 tonnes à 3 500 tonnes pour le beurre et à 40 000 tonnes de beurre anhydre,
- de 130 tonnes à 18 000 tonnes de lait et de crème, à 23 000 tonnes de mozzarella, et 24 000 tonnes pour les autres fromages.

> > >

ASIE CENTRALE ET DU SUD : ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2012

En Asie du Sud, la principale opération financière fut menée en 2012 par **Danone** qui a racheté au mois de juillet les activités de nutrition médicale et infantile du groupe indien **Wockhardt** pour un montant de 185 millions €. Plusieurs projets industriels de grande envergure sont également annoncés en Inde. **Amul** ambitionne d'accroître sa capacité de transformation d'un tiers, de 14 à 22 millions de kg de lait par jour, d'ici 6 ans, en investissant 430 millions €. **Parag Milk Foods** projette

de construire d'ici 2014 deux nouvelles usines laitières dans l'Est et le Nord du pays pour un montant de 150 millions €. Enfin, **Tirumala Milk Products**, l'un des principaux transformateurs laitiers du Sud de l'Inde, dont le fond d'investissement **Carlyle** détient 20% du capital, projette la mise en place d'un complexe industriel intégré permettant la production et la transformation de 350 millions de litres de lait par an, moyennant un investissement pharaonique d'environ 850 millions €.

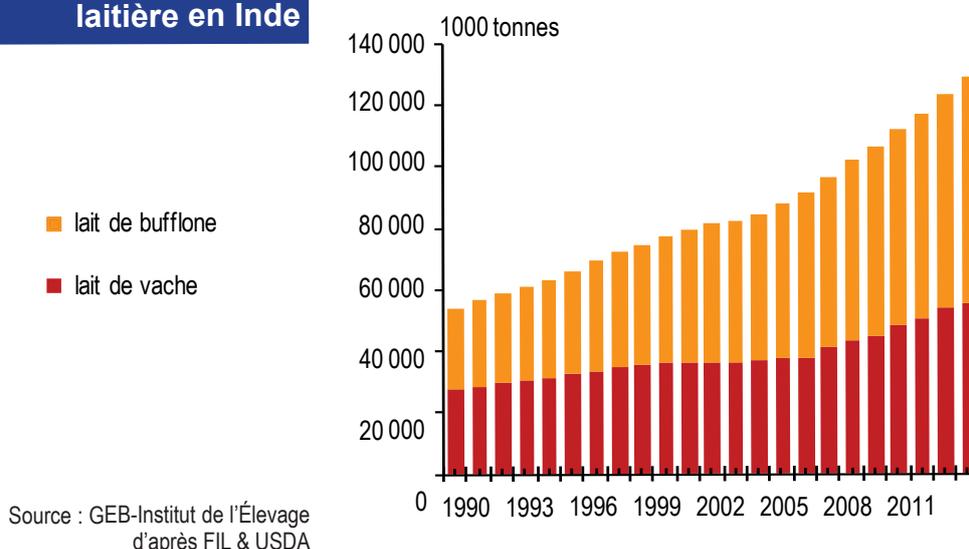
Au Proche et Moyen-Orient, le groupe saoudien **AlMarai** a mis en service au mois de mai 2012 la première usine de lait infantile en Arabie Saoudite, dans le cadre d'un partenariat avec le groupe américain **Mead Johnson**. De son côté, le groupe israélien **Tara**, troisième opérateur laitier national, a bouleversé l'équilibre du marché local en mettant en service une nouvelle usine à Netivot, qui double sa capacité de production et bouscule le leadership des leaders Tnuva et Strauss.



Rédaction : CNIEL

Évolution de la production laitière en Inde

Figure 2.14



Au-delà de ces plafonds, les droits de douane sont modérés (36%) pour les fromages, mais plus élevés, pour les produits industriels : 176% du prix d'importation des poudres grasses et maigre, 89% pour le beurre et 50% pour la poudre de lactosérum.

L'UE premier fournisseur

L'Union européenne demeure le premier fournisseur en valeur, les Pays-Bas et la France se partageant les premières places, au coude à coude. Les États-Unis ont conservé leur position de 2ème fournisseur, notamment grâce à l'accord de désarmement douanier bilatéral signé avec les autorités coréennes. Entré en vigueur en mars 2012, il prévoit à l'horizon 2026 la disparition de tous les droits de douane pour les produits laitiers étatsuniens. Les exportations néo-zélandaises et australiennes ont régressé en valeur, de près de 15% et 25% respectivement par rapport à 2011, tout en restant supérieures aux chiffres de 2010.

Dans le détail, les importations de fromages n'ont que très peu progressé, après les bonds successifs enregistrés en 2010 et 2011. Elles se sont chiffrées à 77 000 tonnes, provenant pour les trois quarts des États-Unis et de Nouvelle-Zélande. Les États-Unis (41%), l'Union européenne (14%) et l'Australie (10%) ont globalement conservé leur part de marché tandis que la Nouvelle-Zélande est passée de 4% à 31% aux dépens de petits fournisseurs : l'Uruguay, l'Argentine, la Suisse... Plus de la moitié des volumes importés en 2012 était composée de fromages frais (46 500 tonnes) tandis que les fromages fondus totalisaient 4 700 tonnes.

Les achats de fromages étatsuniens et européens devraient progresser avec l'entrée en vigueur d'accords commerciaux bilatéraux en 2011. Les États-Unis et l'UE bénéficient de contingents exonérés de droits de douane, respectivement de 7 210 et 4 560 tonnes en 2013, dont le volume progressera de 3% l'an sur une période de 15 ans parallèlement au démantèlement progressif, de 3% l'an, des droits de douane.

Après avoir connu une multiplication par 4 entre 2000 et 2011, les importations de poudre maigre ont été divisées par 2 en 2012, à 18 000 tonnes. Les flux de poudres grasses sont revenus à leur niveau de 2010 mais ne se chiffrent qu'à 1 500 tonnes.

Après le rebond enregistré en 2012, le KREI (Institut Coréen d'Economie agricole) prévoit une légère diminution de la production en 2013, avec une baisse concomitante du nombre de vaches laitières.

EN INDE, PRODUCTION TOUJOURS DYNAMIQUE MAIS INSUFFISANTE

Le premier pays producteur laitier au monde n'est plus aussi insensible aux soubresauts de la conjoncture laitière mondiale. Estimée à 133 millions de tonnes sur la campagne 2012/13 qui se termine en mars, sa production laitière a progressé de 4,5% en un an, suivant la tendance à l'œuvre depuis 2000. Sa croissance repose pour près de moitié sur la hausse du cheptel laitier, estimé à 80 millions de femelles traites, et pour une autre moitié sur la hausse de sa productivité, qui reste faible à 1 600 kg/tête.

Demande potentielle considérable

La production laitière est stimulée par un prix du lait plutôt rémunérateur. Les éleveurs perçoivent 60 à 70% du prix de vente aux consommateurs¹, qui s'établissait fin 2012 à 32 roupies (0,48 €/litre). C'est un prix très élevé équivalent à une heure de travail. Bien que dynamique, la production laitière indienne ne parvient pas à couvrir la croissance, encore plus forte, de la demande intérieure qui augmente de 7% l'an d'après les experts du secteur.

Le dynamisme économique du pays améliore le pouvoir d'achat et la demande alimentaire de millions d'Indiens. De plus, la croissance démographique reste forte (+1,5% l'an) dans un pays qui compte désormais 1,25 milliard d'habitants. Outre cette croissance démographique, la consommation moyenne de lait par Indien progresse chaque année. Elle égale désormais la norme OMS (283 gr par jour), alors qu'elle était de 200 gr/hab./jour en 2000. Le lait est au cœur de la ration alimentaire des Indiens : c'est la première source de protéine animale, dans un pays où 40% de la population est végétarienne, et le deuxième poste de dépenses alimentaires (un tiers du budget), derrière les céréales et juste devant les légumes. Cette tension se répercute sur le prix du lait au détail, en hausse de 20% sur un an, comme sur le prix à la production, en hausse de presque 50% entre 2008 et 2011.

> > >

¹ contre 20% pour les fruits et légumes,

UNE KYRIELLE D'ÉLEVEURS

L'élevage laitier est au cœur de l'agriculture indienne. C'est avant tout un élevage de subsistance pour les millions de détenteurs qui possèdent en général une à deux laitières. 80% des éleveurs laitiers détiennent 1 à 3 femelles et contribuent pour 70% à la production nationale. Généralement dépourvus de foncier, ils valorisent essentiellement des coproduits (déchets verts, paille de riz, fanes de légumes...). Les bufflonnes et les vaches zébus fournissent le lait pour la famille, généralement nombreuse, et l'énergie via les bouses qui, séchées, servent de combustibles.

Moins de 20% des éleveurs ont 4 à 10 femelles et disposent de sur-

faces agricoles sur lesquelles ils produisent des fourrages en rotation avec des cultures céréalières et maraichères. Enfin, moins de 1% des éleveurs détiennent des troupeaux de plus de 10 femelles, plutôt des bufflonnes que des zébus. Ultra-minoritaire, cette catégorie est elle-même très hétérogène. Elle englobe des exploitations laitières de plusieurs dizaines de femelles et quelques ateliers de plusieurs milliers d'animaux qui emploient un personnel important composé essentiellement de femmes.

Le cheptel laitier est très peu productif. Le rendement moyen des zébus est estimé à 1 200 kg de lait en 2011 et celui des bufflonnes à

1 800 kg. Certes, la qualité génétique et sanitaire des animaux est médiocre, mais le principal facteur limitant la production est la faible disponibilité et qualité des fourrages. Le troisième point d'achoppement est le manque de formation et de compétences techniques des éleveurs.

L'essentiel de la production laitière (60%) est autoconsommé ou commercialisé en l'état via des circuits informels sur les marchés urbains. 23% de la production subit une transformation artisanale et 17% du lait sont collectés et transformés dans des circuits organisés. La collecte organisée atteint à peine l'équivalent de la collecte française.

INDE : échanges de produits laitiers

Figure 2.15

1000 tonnes	Beurre		Poudre maigre		Poudre de lactosérum
	Import	Export	Import	Export	Export
2002	2	3	0	10	10
2007	1	6	0	31	31
2008	1	18	0	43	43
2009	23	7	3	16	16
2010	20	12	20	23	23
2011	1	10	32	3	3
2012*	8	7	45	34	0

* Estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après USDA

Le lait est généralement acheté en l'état par les familles qui réalisent à domicile les produits traditionnels concentrés (basundi, khoa, peda) ou coagulés (chhana, paneer, rasagolla) ou par des boulangers qui confectionnent des sucreries. Le lait et les produits laitiers se commercialisent essentiellement dans les circuits de distribution traditionnels (petites échoppes) qui sont situés au plus près des familles et livrent même à domicile. Les circuits modernes de distribution, qui s'installent à la périphérie des villes, peinent en revanche à s'implanter. Ils drainent des ménages aisés motorisés, encore relativement peu nombreux, même si le pays connaît un essor économique sans précédent.

Des échanges extérieurs sous contrôle

Face à de telles tensions, l'État central ajuste en permanence sa politique d'autosuffisance alimentaire au gré de la conjoncture laitière. Il modifie les volumes des contingents d'importation, autorise ou interdit les exportations.

En juin 2012, le gouvernement central a levé l'interdiction d'exporter de la poudre maigre, mais a maintenu l'interdiction sur les poudres grasses, les laits infantiles et les laits concentrés. En 2011, il avait fermé les frontières aux exportations d'ingrédients secs, afin de stopper l'appel du marché mondial redevenu très rémunérateur pour les transformateurs. En 2008, il avait pris la même mesure lors de la précédente envolée des cours mondiaux.

À l'inverse, en novembre 2012, les autorités indiennes ont réduit les contingents d'importation de 50 000 à 10 000 tonnes par an et porté le droit de douane de 0 à 15%. Au-delà du contingent, le droit de douane demeure fixé à 60%. D'autre part, le contingent d'importation de beurre est resté inchangé (15 000 tonnes) et sans droit de douane. Au-delà de ce seuil, les importations de beurre sont taxées à 30%, comme celles de poudre lactosérum, de poudre de lait infantile et de fromages.

Des échanges extérieurs contenus

Portées à 45 000 tonnes en 2012, les importations de poudre maigre ont bondi de 40%, après avoir déjà progressé en 2011. Elles sont venues compléter des fabrications aussi haussières (+5%) qui servent avant tout de produits de report. Les transformateurs les stockent lors du pic de production pendant la saison des moussons puis les réutilisent en saison sèche. L'essentiel des disponibilités ont été utilisées sur le marché intérieur. Les exportations ont repris sur le second semestre suite à la réouverture des frontières. Les opérateurs ont au total exporté 34 000 tonnes de poudre maigre et 6 000 tonnes de caséines.

Les fabrications de *ghee*, beurre clarifié, ont progressé au même rythme que la production laitière. Les échanges extérieurs sont restés très bas. D'un côté, les fabricants n'ont exporté que 7 000 tonnes de *ghee* pour satisfaire la diaspora indienne dans les pays occidentaux. De l'autre, les importations ont repris (8 000 tonnes) avec la chute des cours mondiaux qui ont rendu attractifs les beurres importés essentiellement de Nouvelle-Zélande. En somme l'Inde enregistre un solde commercial équilibré en volume pour le beurre et légèrement déficitaire en poudre maigre (11 000 tonnes).

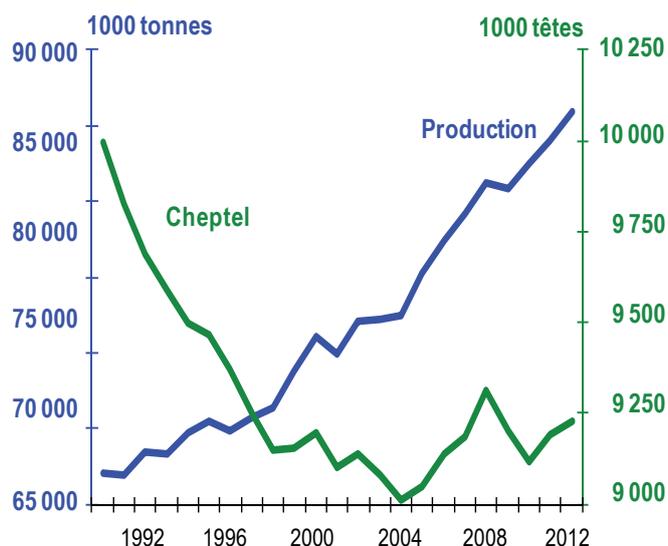
Tous produits confondus, l'Inde a exporté pour 245 millions de dollars, sensiblement plus qu'elle n'a importé (180 millions de dollars). Ses échanges extérieurs (imports + exports) sont faibles : inférieurs à 1 million de tonnes équivalent, soit moins de 1% de la production nationale.

En 2013, la production laitière n'augmentera pas plus rapidement qu'en 2012, malgré tous les efforts publics pour la stimuler. En cas d'incident climatique, l'Etat central ouvrira davantage ses frontières aux produits importés afin de contenir la tension sur son marché intérieur. À l'inverse, si le marché mondial se tend de nouveau, il fermera les frontières aux exportations. Dans le futur proche, le rôle de l'Inde sur le marché mondial demeurera limité.

> > >

Évolution de la production et du cheptel laitiers aux États-Unis

Figure 2.16



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après USDA

Utilisation de la collecte aux États-Unis

Figure 2.17

1000 tonnes	Laits liquides	Yaourt	Fromages frais	Fromages	Beurre	Poudre maigre
2002	24 609	969	340	3 877	615	724
2007	24 797	1 578	356	4 435	695	680
2008	24 773	1 621	328	4 496	746	859
2009	25 078	1 742	332	4 570	713	786
2010	25 265	1 898	327	4 737	709	824
2011	24 595	1 938	319	4 807	821	889
2012	24 600	2 019	318	4 927	842	978

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après USDA

États-Unis : Le commerce extérieur

Figure 2.18

1000 tonnes	Fromages		Beurre		Caséines	Poudre maigre
	Import	Export	Import	Export	Import	Export
2002	214	54	40	3	100	126
2007	200	101	41	42	101	259
2008	172	131	19	90	130	391
2009	163	110	28	29	81	248
2010	138	174	23	57	78	384
2011	143	225	14	64	102	435
2012	154	260	18	49	99	445

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après USDA

AMÉRIQUE DU NORD : reprise stoppée

Relancée en 2010 sous l'effet alors de la remontée des cours des commodités laitières, la production laitière étatsunienne a réagi rapidement et fortement au ciseau des prix très défavorable imposé aux élevages laitiers.

AUX ÉTATS-UNIS, DYNAMISME STOPPÉ

La production étatsunienne a progressé de 2% en 2012, à 91 millions de tonnes. Elle a été très dynamique sur le premier semestre (+3,6%) grâce à un cheptel étoffé et des rendements croissants. Puis elle a marqué le pas, revenant sur le second semestre au niveau de 2011. Les producteurs ont subi une dégradation de leurs marges sous l'effet du ciseau des prix du lait et des aliments achetés. Virant au rouge dans de nombreux systèmes « californiens » basés sur l'achat des fourrages et des concentrés, les résultats ont conduit à réduire le cheptel pour contenir les pertes. Les grandes plaines ont connu une sécheresse historique qui a réduit la production céréalière et fourragère. Le cheptel laitier qui progressait encore sur le premier semestre a sensiblement reculé sur le second. Sur l'année, il n'a gagné que 40 000 têtes (+0,4%), à 9,231 millions de têtes.

Arrêt de la croissance

Légèrement baissier sur le premier semestre, le prix du lait à la production est redevenu haussier sur le second sans pour autant relancer la production, face à des intrants toujours très chers. Le prix moyen annuel, à 408 \$ par tonne (327 €), a finalement reculé de 8% d'une année sur l'autre.

La production a surtout progressé dans la région des Grands lacs et dans les États du Nord-Est qui ont été moins impactés par la sécheresse estivale et dont les systèmes de production sont moins dépendants du cours des matières premières. Les élevages de ces zones sont relativement petits et reposent sur la valorisation de surfaces herbagères et fourragères. Face à la baisse du prix du lait, les producteurs ont augmenté leur production pour diluer leurs charges de structure qui composent, comme en Europe, l'essentiel de leur coût de production. À contrario, les États

de l'Ouest (Californie) et du Sud ont enregistré une baisse notable de la production. Les systèmes prédominants, essentiellement « hors-sol », achètent tous les aliments : fourrages grossiers et aliments concentrés. Fortement impactés par un ciseau des prix défavorable (prix du lait bas et hausse importante des cours des matières premières), ces ateliers, très réactifs face à la conjoncture, ont contracté leurs cheptels. La Californie (20% de la production nationale) a enregistré une baisse de 2,3% de sa production annuelle après avoir connu une hausse de plus de 6,5% sur le premier trimestre. Les rendements ont baissé de plus de 2% et le cheptel s'est contracté à partir de mai pour rejoindre le niveau de 2011.

Demande intérieure stable

Le tiers de la production supplémentaire a été valorisé sur le marché intérieur. Estimée à 86,5 millions de tonnes équivalent lait, la consommation nationale de produits laitiers a progressé de 0,7% en 2012, au même rythme que la démographie. Estimée à 274 kg équivalent lait par habitant en 2012 tous produits confondus, la consommation intérieure est restée stable depuis 2010. Bien entendu, l'évolution de la consommation par type de produits laitiers présente de fortes différences.

Les Nord-Américains consomment toujours plus de produits ultra-frais. Les fabrications de crème conditionnée ont progressé de 2%, celles de yaourts ont bondi de 4%. Également bien orientée, la consommation de fromages a continué sa progression (1%) en 2012 à 15,2 kg/hab./an.

En revanche, la consommation de laits conditionnés a stagné à 24,6 millions de tonnes (27% de la collecte) malgré la croissance démographique, ramenant ainsi la consommation par habitant à 78,4 kg/hab./an (contre 78,9 kg/hab./an en 2011). La consommation par habitant de lait liquide a chuté de 30% au cours des 35 dernières années en raison des effets conjugués de la diminution de la proportion d'enfants dans la population totale et de l'accroissement de la concurrence des « laits » végétaux et des boissons énergisantes et vitaminées.

> > >

AMÉRIQUE DU NORD : ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2012

La principale opération financière réalisée dans le monde en 2012 dans le domaine des produits laitiers concerne le groupe pharmaceutique américain **Pfizer** qui a cédé son activité de nutrition infantile à **Nestlé** pour un montant de 9,2 milliards €. Cette cession impacte tous les continents, et plus particulièrement les pays émergents, où Pfizer générerait 85% des ventes de sa division dédiée à la nutrition infantile.

Le marché des yaourts aux États-Unis est en pleine effervescence depuis quelques années, attirant des capitaux très importants. **Chobani**, le leader des yaourts à la grecque, a ainsi inauguré en décembre 2012 à Twin Falls dans l'Idaho l'une des plus grandes usines de produits ultra-frais dans le monde, qui a nécessité un investissement de 350 millions €. En parallèle, un site de fabrication de yaourts codétenu par **Pepsico** et le groupe allemand **Müller** est en cours de construction à Batavia dans l'Etat de New York, pour un montant de 195 millions €. Deux petites usines de yaourts ont été inaugurées en 2012 par des opérateurs étrangers, à Batavia par le colombien **Alpina** et à Brattleboro dans le Vermont par l'allemand

Ehrmann, tandis que le grec **Fage** envisage de doubler la capacité de son site de Johnstown, en y investissant 80 millions €.

Le Canada n'est pas en reste dans le domaine des yaourts : **Ultima Foods**, filiale d'**Agropur**, a investi 25 millions € en 2012 pour développer les fabrications de son site de Granby vendus sous sa propre marque Iögo. Ce développement intervient dans un contexte particulier : Ultima Foods va certes continuer de fabriquer à façon des yaourts à la marque Yoplait pendant quelques années, mais il n'en détient plus la licence, qui a été récupérée par Yoplait SAS au 1er septembre 2012. Le canadien **Liberté**, détenu par **Yoplait**, a de son côté annoncé fin 2012 un investissement de 30 millions € sur son site de Saint-Hyacinthe. **Chobani**, en revanche, qui envisageait de construire une usine dans l'Ontario pour un montant de 50 millions € a pour l'instant ajourné son projet.

Dans le domaine fromager, **Leprino**, le premier fabricant mondial de mozzarella, procède à l'extension de sa nouvelle usine de Greeley dans le Colorado, en investissant 195 mil-

lions €. **Lactalis** accroît également la capacité de fabrication de mozzarella de son site de Nampa, pour un montant de 30 millions €. De son côté, le groupe **Fromageries Bel** investit 90 millions € dans la construction d'une usine de Mini-Babybel à Brooking (South Dakota).

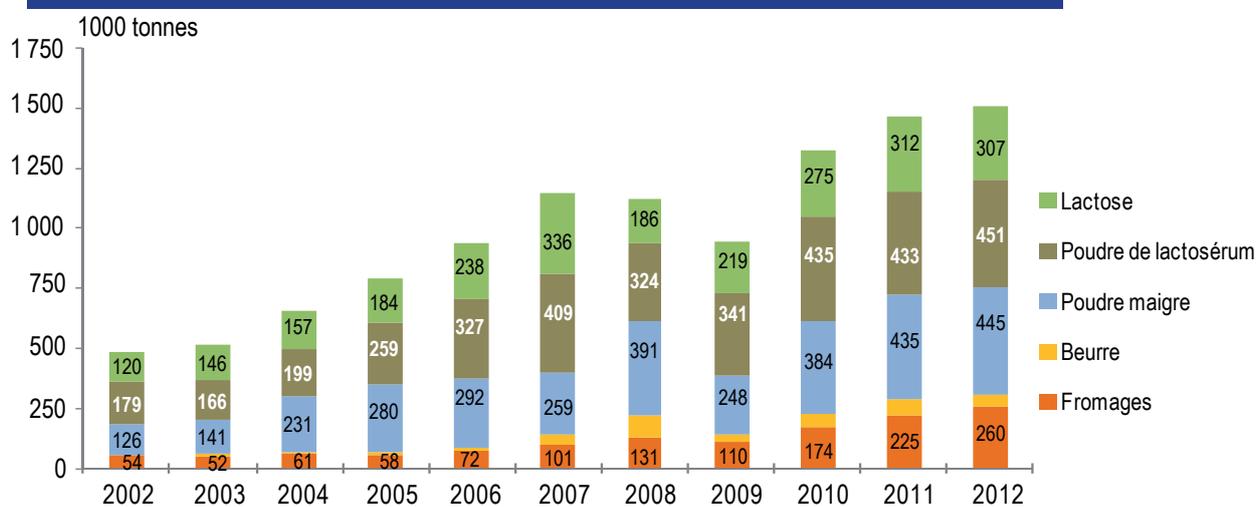
Les groupes canadiens **Saputo** et **Agropur** ont poursuivi en 2012 leur impressionnante croissance sur le marché étatsunien. Le premier a racheté auprès de **Dean Foods** sa filiale **Morningstar** spécialisée dans les produits laitiers de longue conservation pour un montant de 1,1 milliard €. Le second a annoncé deux investissements de 80 millions € chacun pour accroître la capacité de son usine de pâte filée à Kewaunee et celle de son site de valorisation du lactosérum à Luxembourg.

Outre la cession de sa filiale Morningstar, **Dean Foods**, en proie à des difficultés financières, a également cédé sur le marché boursier 13% du capital de sa filiale **WhiteWave**, spécialisée dans les produits laitiers biologiques et les substituts à base de soja, pour un montant de 300 millions €.

Rédaction : CNIEL

Exportations de produits laitiers des États-Unis de 2002 à 2012

Figure 2.19



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après USDA

Forte dynamique fromagère

La consommation supplémentaire de fromages a été couverte en partie par des importations supplémentaires (+8%), composées essentiellement de fromages ingrédients néo-zélandais. Ce fournisseur a multiplié par six, à 13 000 tonnes ses expéditions. L'Union européenne a fourni toutefois l'essentiel des volumes : 110 000 tonnes sur les 154 000 tonnes. La demande pour les fromages italiens est restée très dynamique (+6%). Avec 30 500 tonnes, l'Italie a conforté sa position de premier fournisseur américain.

Les fabrications de fromages ont progressé de 2,5% en 2012 à 4,9 millions de tonnes. Les fabrications de fromages italiens (mozzarella, ricotta, provolone, romano et parmesan) se sont de nouveau accrues (1,2%). Ce type de fromages a totalisé près de 43% des fabrications aux États-Unis. Les fromages dits américains (cheddar, Colby, Monterey et Jack) ont progressé de 2,6% et ont pesé pour 40% des volumes produits. Le cheddar, largement dominant dans cette catégorie, a progressé de 1,3% alors qu'il enregistrait un tassement de ses fabrications les années précédentes. Plus de la moitié des fabrications supplémentaires a été écoulée sur le marché international.

Hausse des exportations fromagères

Les exportations de fromages ont bondi de 16% à 260 000 tonnes. Elles ont fortement progressé vers le Mexique, le premier client qui a augmenté ses achats de 36%, à 66 000 tonnes. Elles ont progressé plus modérément vers les trois autres principales destinations : la Corée du Sud (39 000 tonnes), le Japon (26 000 tonnes) et le Canada (15 000 tonnes). Elles ont aussi été dynamiques vers la Chine (+32%), à 8 800 tonnes. En revanche, elles ont chuté de 45% vers l'Égypte (4 000 tonnes).

Les États-Unis ont ainsi conforté leur excédent commercial en volume (+106 000 tonnes) et ramené à néant le solde commercial en valeur. Jusqu'en 2011, il était négatif, sous l'effet de fromages importés presque deux fois plus chers (7 400\$/tonne) que ceux exportés (4 278 \$).

Nouvelle progression des exportations d'ingrédients secs

Les fabrications de poudre maigre sont demeurées dynamiques (+10%) tirées par la croissance de la demande intérieure. Une bonne moitié des volumes supplémentaires a été commercialisée sur le marché national, tandis que l'autre a été stockée dans les entreprises. Les exportations ont faiblement progressé de 2% à 445 000 tonnes, malgré le dynamisme des expéditions vers le Mexique, le premier client, (+12% à 197 000 tonnes). Les États-Unis sont revenus en Algérie (8 000 tonnes). En revanche, les expéditions ont reflué vers le continent asiatique, notamment vers les Philippines, l'Indonésie et le Viet Nam.

La progression des fabrications de poudre de lait écrémé découle de besoins croissants en beurre pour le marché intérieur. Estimée par bilan, la consommation intérieure de beurre a augmenté de près de 7%, au même rythme qu'en 2011. Les importations sont restées stables, tandis que les exportations ont chuté de 25% à 50 000 tonnes après une progression de 15% en 2011. Les envois ont progressé vers l'Arabie Saoudite et l'Iran, mais ont chuté à destination de l'Asie (Japon, Corée du Sud).

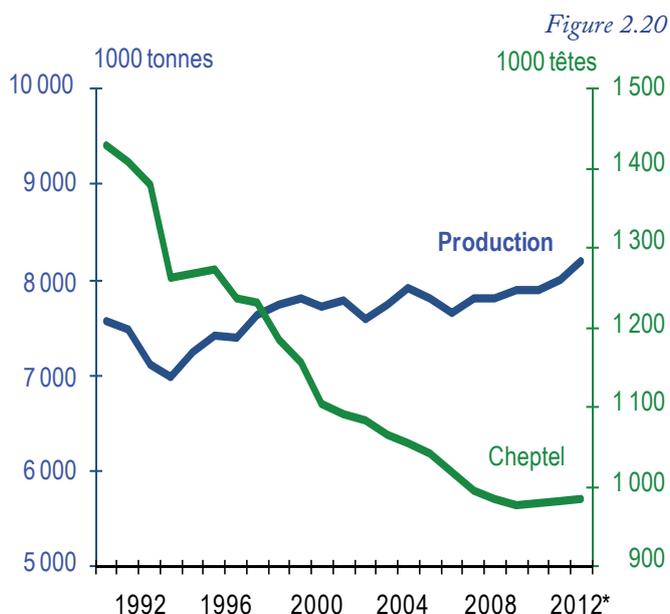
Excédent commercial accru

Enfin, les exportations de poudre de lactosérum ont progressé 4% à 450 000 tonnes, malgré des fabrications stationnaires. Les USA ont importé davantage de produits canadiens et les entreprises ont puisé dans leurs stocks qui étaient conséquents début 2012. En somme tous produits confondus, les États-Unis ont amélioré leur excédent commercial de 10%, à 2,4 milliards de dollars.

L'USDA prévoit en 2013 une légère baisse du prix de l'alimentation et des coûts de production, un léger fléchissement du cheptel laitier qui retrouverait l'effectif de la fin 2011. Dans ce cas de figure, la production reprendrait légèrement de moins de 1% à 92 millions de tonnes, grâce à la croissance de la productivité du cheptel laitier portée à 10 000 kg de lait par vache.

> > >

Évolution de la production et du cheptel laitiers au Canada



Utilisation de la collecte au Canada

Figure 2.21

1000 tonnes	Laits liquides	Crème	Yaourt	Fromages	Beurre	Lait condensé	Poudre maigre
2002	2 683	166	180	350	76	67	82
2007	2 734	185	253	371	78	31	78
2008	2 730	282	274	370	85	33	90
2009	2 741	284	282	378	86	31	83
2010	2 658	281	301	383	80	29	72
2011	2 692	301	315	381	87	29	76
2012	2 696	336	313	382	98	24	89

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Statistics Canada & Productschap

Canada : Le comemrce extérieur

Figure 2.22

1000 tonnes	Fromages		Beurre		Poudre maigre	
	Import	Export	Import	Export	Import	Export
2002	26	17	19	49		
2007	26	9	13	14		
2008	26	10	7	11		
2009	24	10	10	10		
2010	25	9	7	6		
2011	25	9	11	10		
2012	26	10	7	10		

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Statistics Canada & FIL

LE CANADA TOUJOURS À L'ABRI DES TOURMENTS

La production et les marchés laitiers canadiens sont régulés par des mécanismes de gestion de l'offre de façon à répondre au plus près à la demande intérieure. La Commission Canadienne du Lait (CCL) coordonne les politiques laitières fédérales et provinciales en mettant en place des mécanismes de contrôle de la production laitière nationale de façon à assurer un revenu stable pour les producteurs et à éviter les surplus de production. Cette gestion a pour avantage de bloquer la volatilité des prix sur le marché national, mais en contrepartie, elle coûte cher et rend l'industrie laitière canadienne peu compétitive sur le marché international. Le Canada reste donc à l'abri et à l'écart des soubresauts qui agitent le marché mondial des produits laitiers.

Hausse du prix du lait et du quota

Face à des coûts de production en hausse, la CCL a décidé d'augmenter le prix de soutien de la poudre de lait écrémé et du beurre en 2012, porté respectivement à 6,37 (+1,5%) et 7,28 (+1,2%) CAD (dollar canadien) par kg. C'est à partir de ces variations qu'est fixé le prix payé aux producteurs. Ainsi, il est passé de 75,37 à 76,08 CAD (dollars canadiens) l'hectolitre, soit 56,9 €/hl sur la campagne 2011/2012 (de août à juillet).

Sur cette même campagne, la CCL a de nouveau augmenté le quota national de façon à maintenir l'adéquation entre la production et la demande croissante des transformateurs. La collecte a ainsi progressé de 2,6% à 8,2 millions de tonnes, légèrement au-dessus du quota, et ce grâce à l'amélioration des rendements, le cheptel n'ayant pas subi d'évolution majeure.

Les volumes supplémentaires produits ont été dirigés d'une part vers la production de produits de consommation et de crèmes (+12%), très demandés sur le marché intérieur, d'autre part vers les fabrications de poudre maigre (+17%) et de beurre (+11%). L'utilisation intérieure de poudre maigre a été très dynamique (+11%), alors que celle de beurre a reculé de 1%. L'augmentation des disponibilités a aussi permis de reconstituer les stocks, exceptionnellement bas après deux années de sous-réalisation du quota.

Les fabrications de laits liquides ont été stables, malgré la forte croissance démographique (+1,2%). La consommation a reculé, à 77 litres de laits par habitant. Comme aux États-Unis, cette baisse est tendancielle depuis près de trente ans. Elle tient à l'évolution de la population, qui repose sur une bonne part sur l'arrivée de migrants, moindres consommateurs de lait, mais aussi à la concurrence des boissons énergisantes, vitaminées ou des substitutifs (laits végétaux) qui bénéficient d'une image « diététique ». La consommation de yaourts marque le pas, après une croissance ininterrompue ces dernières années.

Des échanges extérieurs très limités

Les importations canadiennes de produits laitiers sont stables à l'exception de la poudre de lactosérum dont les achats ont fortement progressé pour l'utilisation agroindustrielle. Elles sont limitées par des droits de douane très élevés (274% hors contingents) et des contingents étroits. Elles sont constituées principalement de poudre de lactosérum (104 000 tonnes), de fromages (26 000 tonnes), de poudre de lait écrémé (10 000 tonnes) et de beurre (7 000 tonnes).

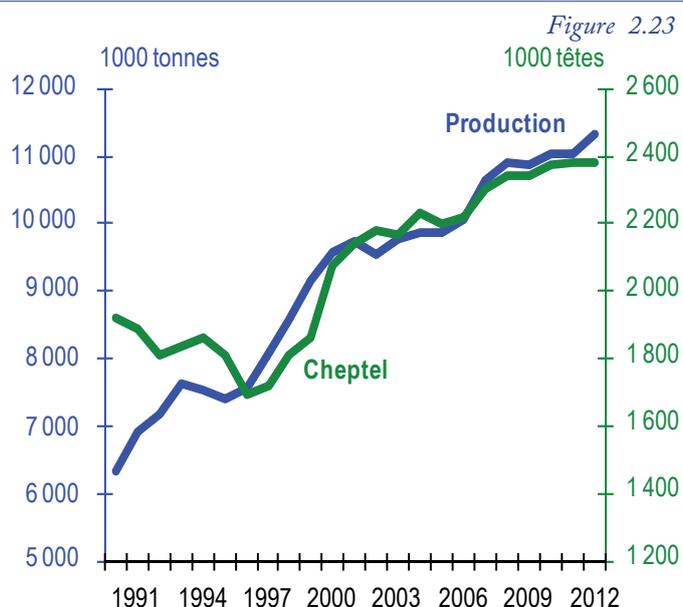
L'augmentation des importations est surtout le fait du succès du Programme d'Importation pour la Réexportation (IREP), notamment pour le lait liquide, la crème et la poudre de lactosérum. Ce programme permet aux entreprises d'importer des ingrédients laitiers qui entrent dans la fabrication de produits destinés à l'exportation. Plus d'un tiers des importations est réalisé dans le cadre de ce programme.

En 2012, les importations de fromages ont sensiblement progressé (+2%) à 26 000 tonnes. L'essentiel des volumes est entré sans droit de douane dans le cadre de contingents tarifaires classiques, 20 412 tonnes dont 66% sont réservés aux fromages européens, et 3 000 tonnes dans le cadre du programme IREP. Les fromages importés sont principalement des spécialités (83%), secondairement du cheddar (8%), des fromages fondus (5%) et de fromages frais et râpés. Les États-Unis, l'Italie et la France réalisent plus de 64% des envois vers le Canada.

Les exportations canadiennes de produits laitiers ont peu évolué. Elles sont limitées en raison de leurs prix élevés et de leurs faibles disponibilités. Elles se compo-

> > >

Évolution de la production et du cheptel laitiers au Mexique



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SAGARPA & USDA

Utilisation de la collecte au Mexique

Figure 2.24

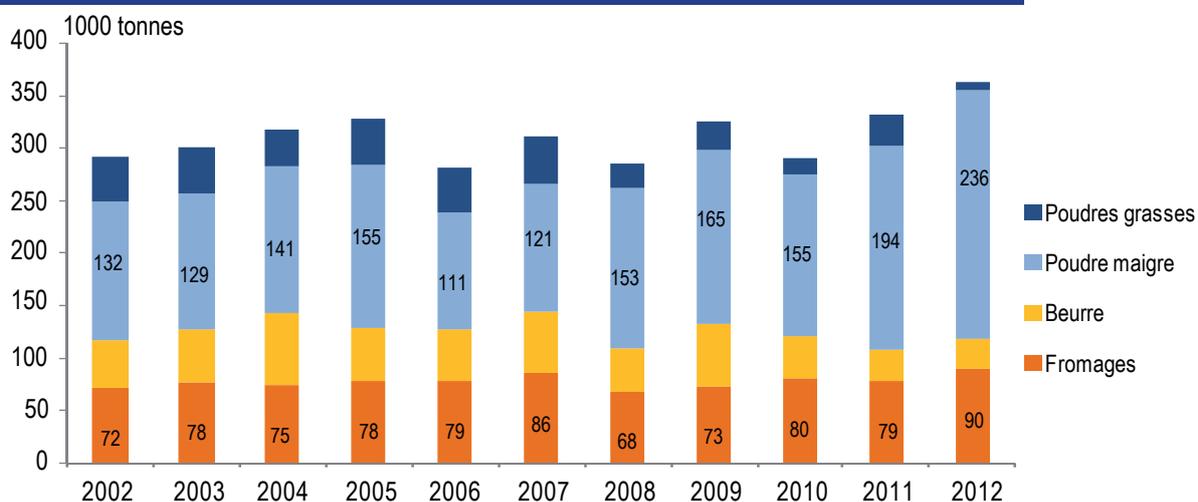
1000 tonnes	Laits liquides	Fromages	Beurre	Poudre maigre	Poudres grasses
2007	4 463	230	214	23	212
2008	4 584	240	180	23	209
2009	4 586	221	171	21	199
2010	4 441	275	182	23	213
2011	4 275	275	187	26	216
2012*	3 897	288	190	60	193

* Estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SAGARPA et USDA

Importations du Mexique en produits laitiers de 2002 à 2012

Figure 2.25



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SAGARPA & USDA

sent de fromages (10 000 tonnes), de poudre maigre (10 000 tonnes) et de poudre de lactosérum (27 000 tonnes). À l'exception des poudres de lactosérum, elles ont légèrement progressé grâce au Programme d'Import pour le Réexport.

En 2013, les importations de produits laitiers, notamment de fromages européens, pourraient progresser, si l'accord de libre échange entre l'Union européenne et le Canada était ratifié avant l'été. Toutefois, il demeure de nombreux points d'achoppement, notamment au sujet de la viande bovine. Le Canada et les États-Unis veulent augmenter substantiellement leurs contingents à tarif préférentiel.

AU MEXIQUE, REPRISE DE PRODUCTION

Au Mexique, la production laitière a progressé de 2% en 2012, à 11,3 millions de tonnes, après avoir stagné en 2011. Le retour à des conditions climatiques plus favorables sur le second semestre de 2012 a relancé la production, malgré l'envolée des prix des aliments. De nombreux petits éleveurs, confrontés à des problèmes de trésorerie, ont cessé l'activité laitière et réformé leur cheptel, valorisé à un bon prix sur le marché de la viande. Ainsi, le cheptel national, dont la croissance a été stoppée en 2012, devrait décliner en 2013 d'après l'USDA.

Évolution des habitudes alimentaires

L'essentiel de la production collectée est consommée sous forme de laits de consommation, vendus en l'état dans les circuits informels ou conditionnés (sous forme liquide ou en poudre) dans les circuits commerciaux organisés. On assiste cependant à une évolution des habitudes alimentaires : la consommation de laits conditionnés s'est au mieux maintenue alors que celle de produits frais et de fromages a progressé.

Selon les données du ministère de l'agriculture mexicain, les fabrications de laits conditionnés reculent depuis 2010, substituées en partie par une plus grande utilisation de poudre de lait écrémé, notamment dans les zones les plus reculées. En effet, des programmes d'approvisionnement des populations les plus défavorisées sont mis en place via l'entreprise nationale

LICONSA pour fournir du lait ou de la poudre de lait à bas prix aux foyers défavorisés ou isolés. Dans ces programmes, les poudres de lait écrémé sont d'autant plus utilisées qu'un des objectifs affichés est de lutter contre l'obésité au travers de l'élimination d'une partie des matières grasses. Cette orientation s'est répercutée dès 2012. D'un côté, les fabrications de poudre de lait écrémé ont plus que doublé à 60 000 tonnes et les importations ont bondi de 20% à 236 000 tonnes. À l'inverse, l'utilisation de poudres de lait entier a reculé : les fabrications ont chuté de près de 10%, à 193 000 tonnes, et les importations de près de 70%, à moins de 9 000 tonnes.

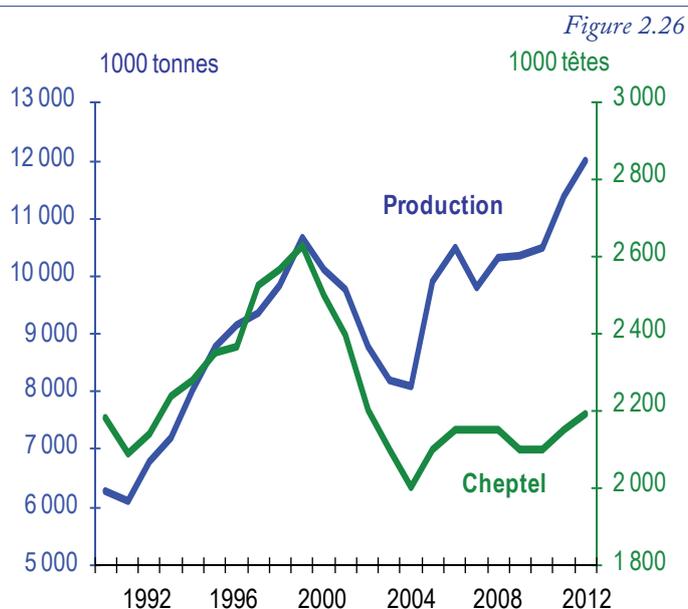
L'amélioration des revenus modifie en outre le comportement du consommateur mexicain. Les fabrications de yaourts ont ainsi progressé de 4% en 2012, à 720 000 tonnes. La consommation augmente graduellement et dépasse 6 kg/hab./an. Elle est notamment boostée par l'image nutritionnelle positive de ces produits et une diversification importante des parfums et saveurs proposés. La consommation de fromages a également progressé (+5%) à 3,3 kg/hab./an. Les fabrications ont crû de 5% à 280 000 tonnes et les importations ont augmenté de 15% à 90 000 tonnes. Cette progression est due à une demande accrue des catégories aisées et « intermédiaires » pour des fromages spécialités, mais également à une demande soutenue des catégories plus pauvres pour les fromages blancs et frais.

De façon générale, face à une production qui peine et à une demande très dynamique, l'essentiel des volumes supplémentaires (poudre maigre, fromages...) importés par le Mexique proviennent des États-Unis, fournisseur privilégié par l'Accord de Libre Echange Nord Américain (ALENA).

Malgré l'amélioration des conditions climatiques, la production en 2013 devrait marquer le pas. Selon l'USDA, le mouvement de décapitalisation et de restructuration de la production laitière devrait se poursuivre, d'autant plus que la pénurie de viande et la fermeté des cours qui en résultent poussent les éleveurs à envoyer davantage d'animaux à l'abattoir. L'augmentation des importations, notamment de poudre maigre, devrait se poursuivre face à une demande toujours dynamique.

> > >

Évolution de la production et du cheptel laitiers en Argentine



Utilisation de la collecte en Argentine

Figure 2.27

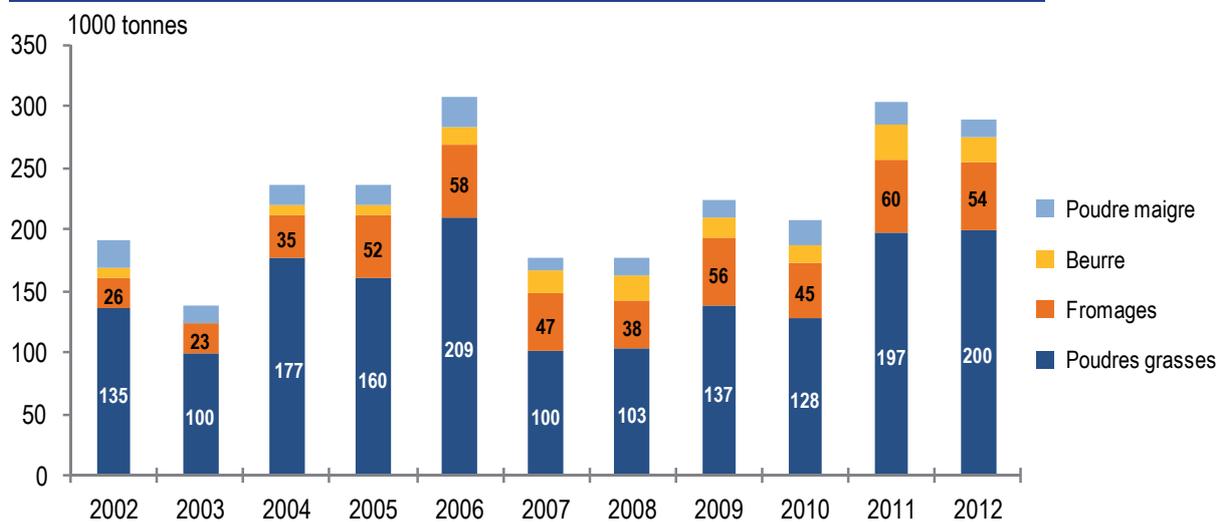
1000 tonnes	Laits liquides	Yaourts	Fromages	Beurre	Poudres grasses	Poudre maigre
2002	1 477	246	380	39	204	34
2007	1 750	511	487	47	185	22
2008	1 825	519	491	51	200	25
2009	1 815	515	508	51	192	33
2010	1 855	520	520	51	205	34
2011	2 106	nc	572	63	309	39
2012*	2 170	nc	589	66	318	40

* Estimation
nc = non communiqué

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SAGPyA

Exportations de produits laitiers de l'Argentine de 2002 à 2012

Figure 2.28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SAGPyA

AMÉRIQUE DU SUD : croissance ralentie de la production

Alors que la consommation reste très dynamique, la croissance de la production laitière se tasse en Amérique Latine. Les échanges progressent au sein du MERCOSUR, de l'Argentine et l'Uruguay vers le Brésil et le Venezuela.

EN ARGENTINE, LA REPRISE STOPPÉE

Après un rebond spectaculaire de 11% en 2011, la croissance de la production laitière argentine a été freinée cette année par la hausse des coûts de production et la détérioration des conditions climatiques. À 11,8 millions de tonnes, la production annuelle n'a progressé que de 3% en 2012.

La sécheresse estivale, début 2012, puis la flambée des cours mondiaux des céréales et du soja ont modifié la conduite de nombreux éleveurs laitiers. Certains ont réduit les apports de concentrés pour limiter les dépenses, quand d'autres ont réduit les surfaces dédiées aux vaches pour cultiver davantage de soja. Ces choix ont impacté les rendements laitiers qui, après avoir bondi de 10% en 2011, ont marginalement augmenté à 5 440 kg de lait par vache. Dans le même temps, le cheptel laitier s'est étoffé de 2%, à 2,2 millions de têtes.

Haussier sur le premier semestre, le prix à la production s'est stabilisé sur la deuxième moitié de l'année autour de 1 500 pesos la tonne (250 €), 4% au dessus de sa valeur de 2011, mais cela n'a pas suffi à compenser l'envol des coûts de production qui se sont élevés de plus de 10% en 2012 selon l'USDA. De nombreux petits éleveurs ont alors abandonné la production de lait pour se tourner vers la culture de soja, plus rémunératrice. Mille exploitations agricoles ont cessé le lait si bien que le nombre d'ateliers laitiers est tombé à 10 200 en 2012.

Enfin, d'abondantes précipitations au second semestre ont provoqué des inondations et fortement dégradé les conditions de pâturage et les voies d'accès aux exploitations pour la collecte du lait dans plusieurs régions argentines. Alors qu'elle restait en hausse sur le premier semestre, la collecte laitière est repassée en dessous de son niveau de 2011 à partir

du mois d'août, impactant considérablement la production de l'année.

Essor modéré des fabrications

La collecte supplémentaire a été surtout transformée en fromages et en poudres grasses dont les volumes ont progressé de 3% en un an. Il s'agit des deux principales fabrications industrielles qui absorbent respectivement 43% et 25% de la production nationale. La croissance des poudres grasses a été limitée par la saturation des outils de séchage. Estimée à 14 millions de litres par jour, les capacités de séchage devraient sensiblement augmenter fin 2013, grâce à la mise en service d'une nouvelle tour de 500 000 litres par jour. Cependant, les capacités futures pourraient bien diminuer. Les transformateurs subissent des restrictions à l'importation de biens d'équipement et de pièces de rechanges, par le gouvernement argentin. De plus, d'autres projets d'expansion de l'industrie laitière ont été mis en attente et des groupes se désengagent du pays.

Afflux de marchandises sur le marché intérieur

L'essentiel de la production supplémentaire a été écoulé sur le marché intérieur. La consommation intérieure a sensiblement progressé malgré le renchérissement des prix au détail. Selon l'INDEC (organisme national de la statistique), les prix au détail du lait pasteurisé, de la crème, du beurre et de la « dulce de leche » (confiture de lait) ont néanmoins enregistré une hausse de 10% en 2012, alors que les prix des yaourts grimpaient de près de 16% et que ceux des fromages bondissaient de 15 à 60%.

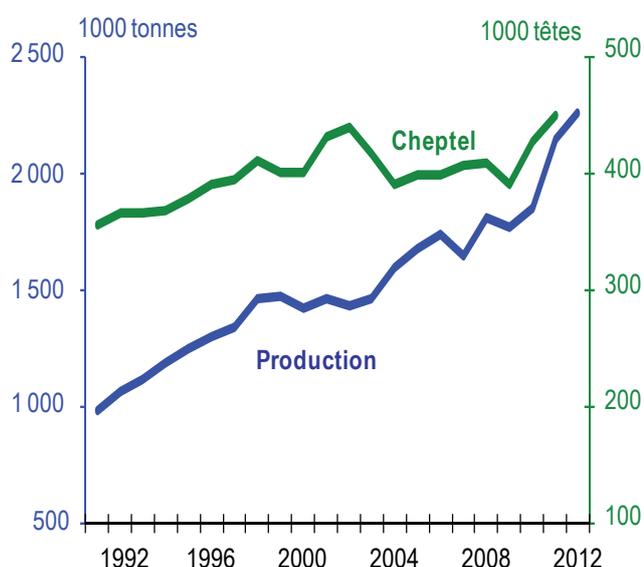
Tassement des exportations

Dans un contexte de baisse des cours mondiaux des produits laitiers au premier semestre 2012, l'augmentation des prix en Argentine conjuguée à l'appréciation du peso national a rendu les exportations du pays moins compétitives sur le marché mondial.

Tous produits confondus, les exportations de produits laitiers ont donc reculé de 5% en volume et de

Production et cheptel laitiers en Uruguay

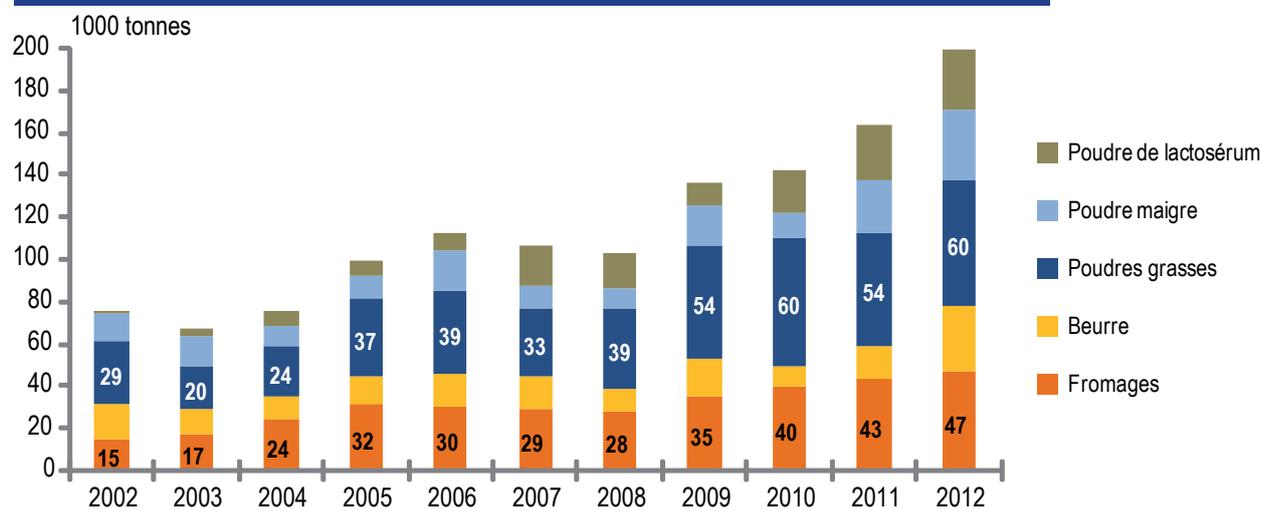
Figure 2.29



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SAGPyA & USDA

Exportations de l'Uruguay en produits laitiers de 2002 à 2012

Figure 2.30



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SAGPyA

10% en valeur, à 1,6 milliard d'US\$. Constituées à 55% de lait en poudre, à 13% de fromages et pour le reste de beurre, de lactosérum et de caséines, elles sont toutefois restées à un niveau historiquement élevé, équivalent à 2,3 millions de tonnes de lait et à 20% de la production nationale.

Le Venezuela est devenu le premier client, avec 26% des ventes. Son entrée dans le marché commun du MERCOSUR en juillet 2012 a visiblement boosté les achats de poudres grasses. Suivent juste derrière le Brésil (22% des ventes), d'Algérie (12%), plus loin la Chine (6%), le Chili (5%) et la Russie (4%).

L'Argentine a accru de 2% ses expéditions totales de poudres grasses, à 200 000 tonnes, grâce au dynamisme des envois (+9%) vers le Venezuela. Pour la deuxième année consécutive, l'Argentine a en effet profité de l'accord bilatéral prévoyant l'entrée d'un quota mensuel (6 315 tonnes) sans droit de douane dans le pays.

Chute des exportations de fromages

À l'inverse, les exportations de fromages ont chuté de 10%, à 54 000 tonnes. On constate cependant des évolutions contrastées selon les destinations. Bien qu'il reste de loin son premier client pour les fromages, le Brésil a réduit de 36% ses achats. En revanche, l'Argentine a doublé ses ventes vers le Venezuela qui devient donc son quatrième client, derrière la Russie (+3%) et le Chili (-1%). Enfin, suite à un différend commercial entre les deux pays, les USA ont suspendu en mars 2012 le contingent d'exportations argentines de 6 800 tonnes de fromages à droit de douane nul. Ne bénéficiant plus d'un accès privilégié au marché étatsunien, les envois argentins de fromages ont alors chuté de près de 15% vers les USA.

En 2013, la production laitière argentine devrait être soumise à une concurrence accrue des cultures de soja et de maïs. En effet, si les politiques protectionnistes du gouvernement découragent les investisseurs dans l'industrie laitière, la production de bioéthanol a le vent en poupe, incitant les éleveurs à se tourner vers les grandes cultures. Alors que la consommation intérieure de produits laitiers devrait pour le moins se maintenir, le disponible exportable dépendra à la fois du niveau de production, de

l'évolution des cours mondiaux et de la capacité de l'Argentine à négocier de nouveaux accords permettant un accès préférentiel sur ses principaux marchés à l'export. En cas de production insuffisante, la réinstauration de taxe à l'exportation n'est pas à exclure, surtout si les cours mondiaux s'envolent de nouveau.

EN URUGUAY, NOUVEAU BOOM DES EXPORTATIONS

En forte progression au premier semestre, la production laitière uruguayenne s'est tassée au cours du second. De fortes pluies lors du printemps austral ont affecté la qualité des pâturages. En outre, dans un contexte de hausse des coûts de production, la baisse du prix du lait de plus de 5% en un an a incité les éleveurs à limiter les dépenses pour l'alimentation des animaux et donc les gains de productivité du cheptel. Portée à 2,3 millions de tonnes, la production a tout de même augmenté de plus de 5% par rapport à 2011 ce qui a permis un important essor des fabrications de produits laitiers.

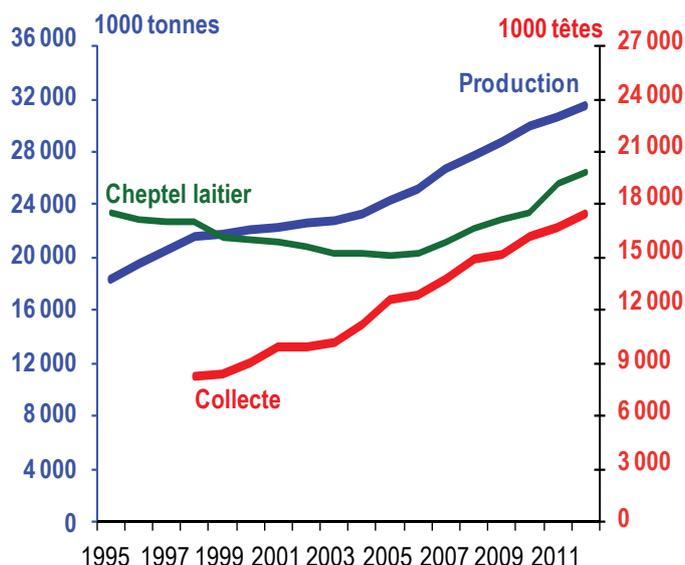
Dans le même temps, la consommation intérieure, qui absorbe seulement un tiers de la production nationale a peu évolué, la population uruguayenne est restée globalement stable, à 3,4 millions d'habitants. La hausse des fabrications en 2012 a ainsi boosté les exportations qui ont bondi de 20% en volume tous produits confondus. Elles ont moins progressé (+10%) en valeur, à 784 millions de \$US du fait de la chute des cours sur le 1er semestre. Les envois de poudres maigre et grasses, portés respectivement à 33 000 tonnes et 60 000 tonnes, ont progressé de 35% et 10% en un an. Elles sont en grande majorité expédiées au Brésil. En revanche le Venezuela est le premier client de l'Uruguay pour les fromages dont les expéditions totales, en hausse de 9%, ont été portées à 47 100 tonnes.

En 2013, la production laitière uruguayenne devrait poursuivre sa croissance, mais à un rythme plus modéré (+3%) selon les autorités du pays. La coopérative nationale, Conaprole, qui transforme aujourd'hui environ 60% de la collecte nationale, prévoit ainsi d'augmenter, d'ici la fin 2013, de près de 20% sa capacité de transformation à 6,5 millions de litres de lait par jour.

> > >

Collecte, production et cheptel laitiers du Brésil

Figure 2.31



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après USDA & ZMP

Fabrications brésiliennes de produits laitiers

Figure 2.32

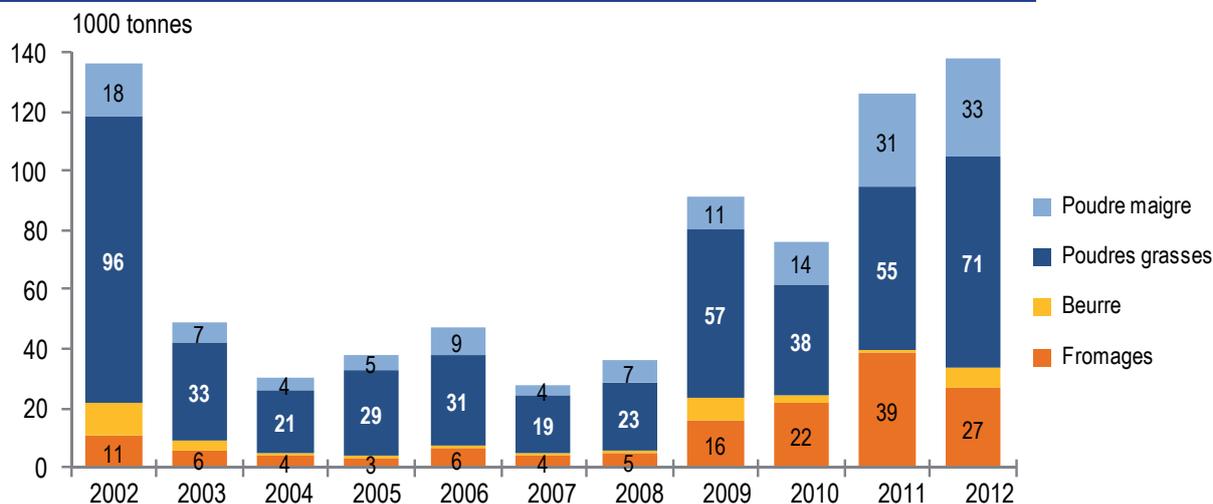
1000 tonnes	Laits liquides	Fromages	Beurre	Poudres grasses	Poudre maigre
2002	12 295	470	70	355	107
2007	10 170	580	82	526	128
2008	10 684	607	84	572	128
2009	10 895	614	76	473	125
2010	11 278	648	78	500	130
2011	11 429	679	79	515	132
2012*	11 716	700	81	531	141

* Estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO et USDA

Évolution des importations brésiliennes

Figure 2.33



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO & USDA

AU BRÉSIL, DÉFICIT CROISSANT

Malgré une demande intérieure très dynamique, la croissance de la production laitière brésilienne est restée modérée en 2012. Alors que le cheptel laitier s'est étoffé de près de 4%, à 19,9 millions de têtes, la production n'a augmenté que de 3%, pour se porter à 31,5 millions de tonnes. Ces chiffres révèlent ainsi une légère érosion de la productivité par animal, à 1 600 kg de lait/vache), directement liée à l'évolution du contexte économique cette année.

Au Brésil, la majeure partie de la production laitière repose sur des systèmes herbagers dans lesquels l'utilisation d'aliments concentrés dépend du rapport prix du lait/prix des aliments concentrés. La dégradation de ce ratio en 2012 a conduit les éleveurs à moins en utiliser, ce qui a affecté les rendements laitiers. Les conditions climatiques désastreuses début 2012 (sécheresse dans le Nord, pluies torrentielles et inondations dans le Sud) ont fortement impacté les rendements des productions végétales dans les États touchés. Elles ont réduit les disponibilités fourragères et contribué à l'envolée des cours du maïs et du soja. En hausse de 4%, à 839 reals la tonne en 2012 (336 €), le prix du lait moyen payé aux producteurs n'a pas compensé la flambée des coûts des aliments achetés.

Fermeté de la demande intérieure

Dans un pays en plein boom économique, la baisse du chômage et la revalorisation de 14% du salaire minimum début 2012 ont permis un progrès sensible des revenus parmi les catégories les plus modestes. De nombreux ménages brésiliens ont vu leur pouvoir d'achat augmenter ce qui a fortement stimulé la demande intérieure en produits laitiers. Estimée par bilan, la consommation a progressé de 2% à 128 litres équivalent lait. De plus, la demande en produits laitiers est stimulée par le dynamisme démographique : la population brésilienne a gagné 2 millions d'habitants supplémentaires en 2012.

La collecte supplémentaire a surtout été transformée en poudres de lait et en fromages, en hausse respectivement de 4% et 3%. Face à la fermeté de la demande intérieure, les transformateurs continuent de privilégier le marché intérieur. Les exportations brésiliennes, qui ont chuté de plus de 35% en un an, sont devenues dérisoires. Elles équivalent à 24 000 tonnes de lait.

Bond des importations de poudres de lait

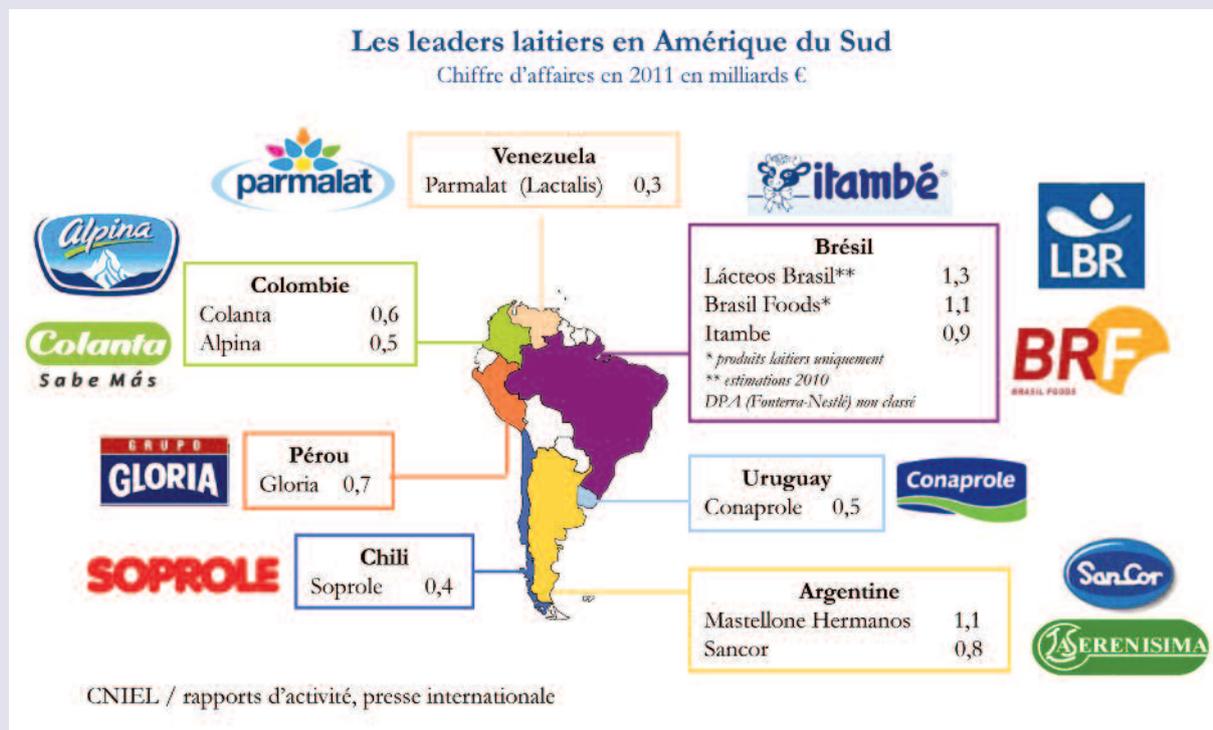
En revanche, les importations brésiliennes ont bondi de 7% en volume, tous produits confondus à 1,3 million de tonnes équivalent lait, mais ont stagné en valeur à 223 millions de \$.

Le manque de disponibilités en produits laitiers, associé à la forte demande de l'industrie agro-alimentaire, a dopé les importations de poudres de lait. Constituées pour 2/3 de poudres grasses, elles ont bondi de 21% en 2012, à 104 000 tonnes. Malgré la dépréciation du real sur le dollar, la baisse des cours mondiaux au premier semestre leur a permis de rester très compétitives sur le marché brésilien tout en limitant leur augmentation en valeur à 13% (à 380 millions de dollars). Alors que les achats de poudres grasses argentines sont restés relativement stables d'une année sur l'autre (33 000 tonnes), l'Uruguay a quasiment doublé ses expéditions (35 000 tonnes), devenant ainsi le premier fournisseur du pays. L'Uruguay a ainsi amplement profité de la limitation à 3 600 tonnes par mois des achats de poudre argentine par le gouvernement brésilien.

À l'inverse, le Brésil a réduit de 29% ses importations de fromages, conséquence de la progression des fabrications, supérieure à celle de la consommation. Si l'Argentine et l'Uruguay restent ses principaux fournisseurs (72% et 17% des importations), l'Union européenne (essentiellement les Pays-Bas et la France) gagne progressivement du terrain. Bien que plus chers, les fromages européens sont en effet très appréciés par les catégories sociales aisées.

> > >

AMÉRIQUE LATINE : ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE



La production laitière fait l'objet de quelques projets de grande envergure au Chili. Le colombien **Aliar** et le néo-zélandais **Dairy Solutionz** annoncent en juin 2012 un investissement conjoint de 50 millions € pour se doter d'un complexe de 50 000 vaches laitières sur 6 500 hectares dans la zone de Puerto Gaitán, qui produira 23 millions de litres de lait par an d'ici 2015.

De son côté, le néo-zélandais **Manuka**, qui détient déjà 33 fermes au Chili ayant fourni 90 millions de litres en 2011, projette d'investir 15 millions € pour tripler sa production d'ici 2020. Ces différents investissements dans l'amont ne trouvent pas nécessairement leur rentabilité. En proie à de graves difficultés financières depuis quelques années, le groupe d'origine néo-zélandaise **NZ Farming Systems Uruguay**, qui exploite une quinzaine de fermes sur 30 000 hectares en Uruguay, est intégralement repris en 2012 par le négociant singapourien **Olam**, qui était présent dans son capital depuis 2009. Autre projet significatif dans l'amont, l'acquisition par le groupe laitier saoudien **AlMarai** de l'entreprise **Fondomonte**, qui détient trois exploitations agricoles en Argentine, représentant

une surface de terres arables de 12 300 hectares dédiée essentiellement à la production de maïs et de soja.

En ce qui concerne l'aval, de nombreux projets sont dédiés aux produits laitiers secs. Le groupe argentin SanCor bâtit une joint-venture 20-80 avec **Mead Johnson** dans le domaine du lait infantile, qui requiert une mise de départ conjointe de 190 millions €. De plus, fin 2012, il annonce la construction d'une nouvelle usine de poudre de lait à Sunchales dans la province de Santa Fe pour un montant de 60 millions €. De son côté, **Nestlé** a inauguré en avril 2012 une nouvelle usine de poudre de lait à Osorno au Chili d'une capacité de 30 000 tonnes par an, suite à un investissement de 110 millions €. Nestlé développe également la fabrication de lactosérum déminéralisé sur son site brésilien de Carazinho (Rio Grande do Sul), en injectant 25 millions €. Le brésilien **Bom Gosto** envisage la construction d'une usine de poudre de lait en Uruguay, d'une capacité de transformation de 600 000 litres de lait par jour, qui nécessiterait un investissement de 30 millions €. Enfin, la coopérative irlandaise **Carbery** s'associe fin 2012 avec **Brasil Foods** pour créer

une joint-venture 50-50 spécialisée dans la valorisation du lactosérum, avec une mise de fond initiale de 50 millions €.

Dans le domaine des yaourts, l'espagnol **Leche Pascual** en association avec le groupe local **Polar**, a mis en service une usine de yaourts d'une capacité de 50 000 tonnes par an à Valencia au Venezuela, qui a nécessité un investissement de 80 millions €. **Danone** accroît actuellement la capacité de fabrication de yaourts à boire de son usine brésilienne de Poços de Caldas (Minas Gerais) pour un montant de 20 millions €. Toujours au Brésil, **BRF** investit 15 millions € dans le domaine des yaourts sur son site de Carambei (Parana).

En ce qui concerne les fromages, peu de projets importants sont annoncés, si ce n'est la construction d'une nouvelle fromagerie par la coopérative chilienne **Colun** à La Unión pour un montant de 40 millions €, ou, à un degré moindre, le doublement de la capacité du site fromager du brésilien **DaVaca** localisé à Ibirapurá pour un montant de 17 millions €.

Rédaction : CNIEL

En 2013, la croissance de la production laitière brésilienne devrait se poursuivre à un rythme qui dépendra des conditions climatiques et de l'évolution du rapport prix du lait/prix des aliments concentrés. Avec une demande intérieure probablement aussi dynamique qu'en 2012, le Brésil importera davantage de produits laitiers, principalement en provenance d'Uruguay.

AU VENEZUELA, SURSAUT DES IMPORTATIONS

D'après les estimations publiées par la FAO, la production laitière est restée relativement stable en 2012, à 2,4 millions de tonnes. En revanche, les importations de produits laitiers ont bondi de plus de 80% au premier semestre, boostées par le développement de la consommation intérieure et l'accroissement de la population de 2%. Le Venezuela a

plus doublé ses achats de poudres grasses sur la même période. Les principaux fournisseurs sont la Nouvelle-Zélande et l'Argentine. Plus faibles, les importations de fromages ont progressé de 40%, surtout en provenance d'Argentine et de l'Uruguay. L'entrée du Venezuela dans le marché commun du MERCOSUR mi-2012 représente une aubaine pour ces deux grands exportateurs sud-américains qui pourraient accroître davantage leurs envois vers le marché vénézuélien dans les années à venir.

Le secteur laitier vénézuélien est très encadré. La Surintendance Nationale des Prix et des Coûts (Sundecop) a gelé le prix du lait au détail, comme de nombreux biens et services, ce qui semble dissuader le développement de la production laitière qui doit, dans le même temps, faire face à l'envolée des coûts de production.

> > >

Les fabrications de produits laitiers de l'Union européenne à 27

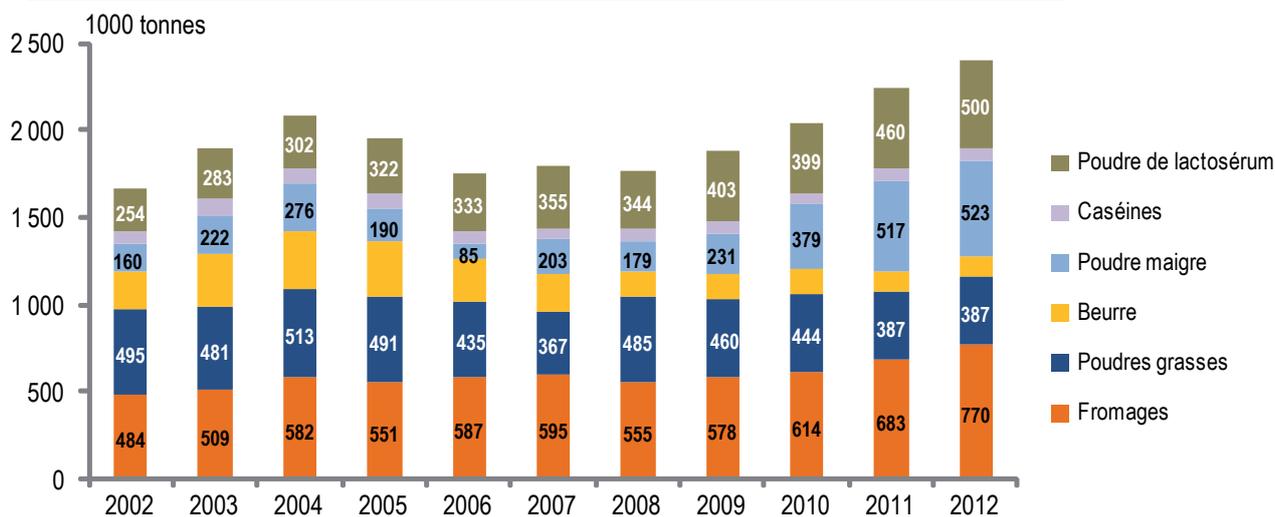
Figure 2.34

1000 tonnes	Laits liquides	Yaourts & laits fermentés	Fromages	Crème	Beurre	Lactosérum	Poudre maigre	Poudres grasses
2002	33 463	-	7 657	2 295	2 029	1 465	1 314	868
2007	32 772	8 799	8 983	2 461	2 110	1 680	1 090	775
2008	32 524	9 008	9 084	2 410	2 090	1 810	1 040	878
2009	32 497	9 326	9 083	2 404	2 050	1 750	1 160	768
2010	32 721	9 449	9 220	2 462	2 010	1 900	1 080	755
2011	32 900	9 465	9 300	2 501	2 090	1 910	1 220	733
2012	33 032	9 500	9 450	2 580	2 150	1 930	1 250	715

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

Exportations de l'UE en produits laitiers de 2002 à 2012

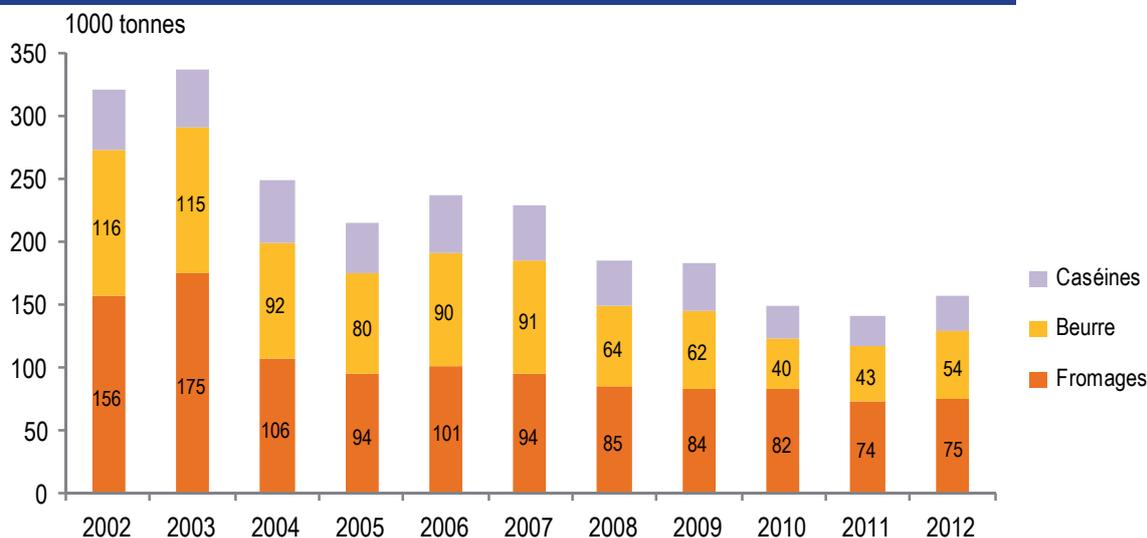
Figure 2.35



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Importations de l'UE en produits laitiers de 2002 à 2012

Figure 2.36



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

L'UNION EUROPÉENNE conforte ses positions sur le marché mondial

La production européenne a progressé de 0,8% (+1,1 million de tonnes) en 2012, moitié moins vite qu'en 2011. L'année 2012 s'est déroulée en deux phases bien distinctes. Durant le premier semestre, la collecte était encore croissante dans la lancée de 2011, grâce à un prix du lait encore stimulant, bien que baissier. Ensuite, durant le second, la production a reflué, de 1,4%, sous le double effet de la baisse du prix du lait et de la flambée des cours de l'aliment du bétail. Les producteurs britanniques et irlandais ont de plus dû faire face à des conditions climatiques très humides pénalisant fortement le pâturage et dégradant la qualité des fourrages récoltés. Les nouveaux États-membres ont mieux résisté que les pays de l'Ouest à cet effet de ciseau des prix avec une collecte en progression de 1,6% au cours du second semestre 2012.

La collecte supplémentaire européenne a été essentiellement transformée en fromages et en ingrédients secs (poudre maigre et caséines) très demandés sur le marché mondial. Les fabrications de produits frais ont progressé modestement et couvert dans l'ensemble une demande européenne peu dynamique. La crise économique continue de peser sur la consommation des ménages, notamment en produits ultra-frais. En revanche, la consommation de fromages se porte mieux.

Dynamique fromagère relancée

Les fabrications européennes de fromages ont bondi de 1,6% en 2012, pour répondre à la fois à la croissance de la demande européenne et mondiale. D'une part, la consommation européenne de fromages a progressé de 0,9% selon l'agence ZMB, elle semble ainsi avoir repris son rythme de croissance d'avant la crise économique 2008. Les exportations de fromages ont d'autre part bondi de 14% au niveau record de 776 000 tonnes. Les envois se sont stabilisés vers les États-Unis, mais ils ont progressé vers la Russie, principal client européen avec 32% des volumes absorbés, le Japon, la Suisse ainsi que de très nombreux pays, de plus en plus demandeurs de fromages européens.

Légère progression des exportations de beurre

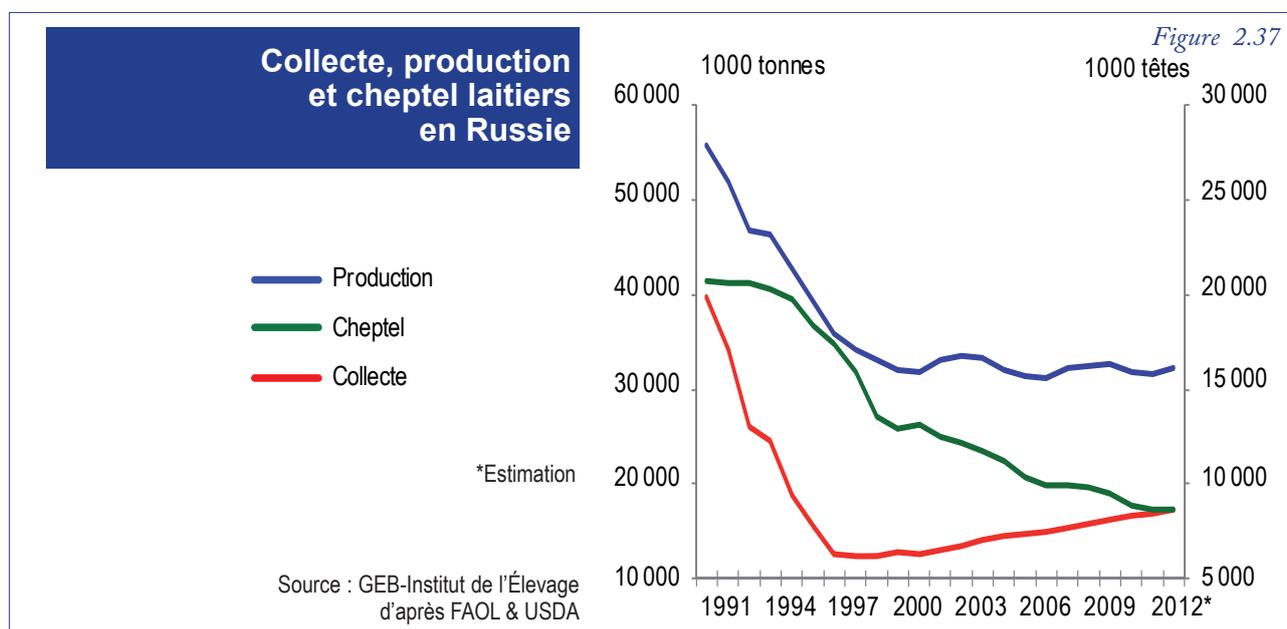
Au premier semestre, les fortes disponibilités ont entraîné les transformateurs à privilégier les fabrications du couple beurre/poudre maigre, plus facilement stockables, alors même que les exportations de beurre se trouvaient fortement concurrencées par celle de Nouvelle-Zélande. Les industriels ont alors utilisé à plein le dispositif d'aide au stockage privé. Le retrait saisonnier de la Nouvelle-Zélande pendant l'été a redonné de l'oxygène aux exportations européennes qui ont légèrement augmenté (+3%) sur l'année. Les sorties ont été rapides en raison de la pénurie de matières grasses au second semestre. Selon l'ATLA, le stock résiduel en janvier 2013 est le plus bas depuis 4 ans.

Exportations stables d'ingrédients laitiers

Malgré la progression des fabrications (+3%) et une demande toujours croissante des pays émergents, les exportations européennes de poudre de lait écrémé ont à peine progressé (+1%) à 523 000 tonnes. Les industriels ont dû faire face à un manque de disponibilité sur le second semestre. Les surplus de collecte du premier semestre avaient en effet permis une forte augmentation des envois, de +20% sur les huit premiers mois, mais le repli de la collecte n'a pas permis de poursuivre cette dynamique.

De même, l'UE piétine sur le marché des poudres grasses, trop fortement concurrencée par la Nouvelle-Zélande qui a de nouveau renforcé son leadership. Malgré le tassement (-2%) des fabrications, les exportations sont restées stables du fait de la moindre demande intracommunautaire. L'UE a d'un côté cédé du terrain sur ses principales destinations et de l'autre amélioré ses positions vers des destinations secondaires. L'Algérie a réduit de 20% ses achats de poudres grasses européennes. Elle demeure cependant le premier client avec 51 000 tonnes, soit 13% des exportations totales.

> > >



Les fabrications de caséines ont progressé modérément (+3%), à 150 000 tonnes en 2012 selon l'agence ZMB, beaucoup moins rapidement qu'en 2010 et qu'en 2011 et quasi-exclusivement pour répondre à la demande internationale. La consommation européenne est en effet restée très limitée alors que les exportations ont bondi de 8%, à 85 000 tonnes. Les États-Unis ont absorbé 24% des volumes malgré un léger recul des achats (-5%), mais les envois ont sensiblement progressé vers le Mexique, la Thaïlande et l'Indonésie.

En revanche, L'UE a de nouveau conforté sa position de premier exportateur de poudres de lactosérum. Ses expéditions ont bondi de 13% à 520 000 tonnes, en premier lieu vers la Chine (+30%), à 145 000 tonnes, après avoir déjà progressé de 50% en 2011.

Progression de l'excédent commercial

En résumé, l'UE a conforté ainsi sa place de premier exportateur de fromages, de poudre de lait écrémé et

de poudre de lactosérum. En revanche, elle piétine sur le marché mondial des poudres grasses faute de compétitivité face à l'agressivité de la Nouvelle-Zélande qui confirme sa position de leader mondial. Tous produits confondus, l'UE a exporté l'équivalent de 17 millions de tonnes de lait, soit 11% de la production européenne. Elle conforte sa deuxième place en volume, mais conserve sa place de leader en valeur grâce à des fromages et des ingrédients laitiers à plus haute valeur ajoutée.

Ralentie début 2013, la production européenne devrait retrouver de la vigueur. Le cheptel européen est étoffé, tous les pays bénéficient de 1% de quota supplémentaire et le prix des aliments concentrés peut baisser si les bonnes prévisions de récolte se confirment. L'ampleur de la reprise dépendra notamment de l'évolution du prix du lait, qui devrait rebondir si l'état de « quasi pénurie » d'ingrédients laitiers persiste jusqu'à l'automne.

> > >

EUROPE DE L'EST : déclin stoppé

La production laitière manque toujours de dynamisme en Europe de l'Est : le déclin est stoppé en Russie et en Ukraine tandis que la croissance reprend en Biélorussie.

EN RUSSIE, PRODUCTION STABILISÉE

En 2012, la production laitière russe a été stabilisée à 32,2 millions de tonnes, après avoir reculé deux années de suite. En 2010, la Russie avait subi une sécheresse historique qui avait provoqué une chute des rendements céréaliers et fourragers, obligeant de nombreux éleveurs à réduire leur cheptel faute d'alimentation suffisante. En 2011, la production laitière avait de nouveau reculé (-1%), malgré un prix du lait à la production au plus haut, sous l'effet de l'envolée des coûts de production, notamment des aliments du bétail.

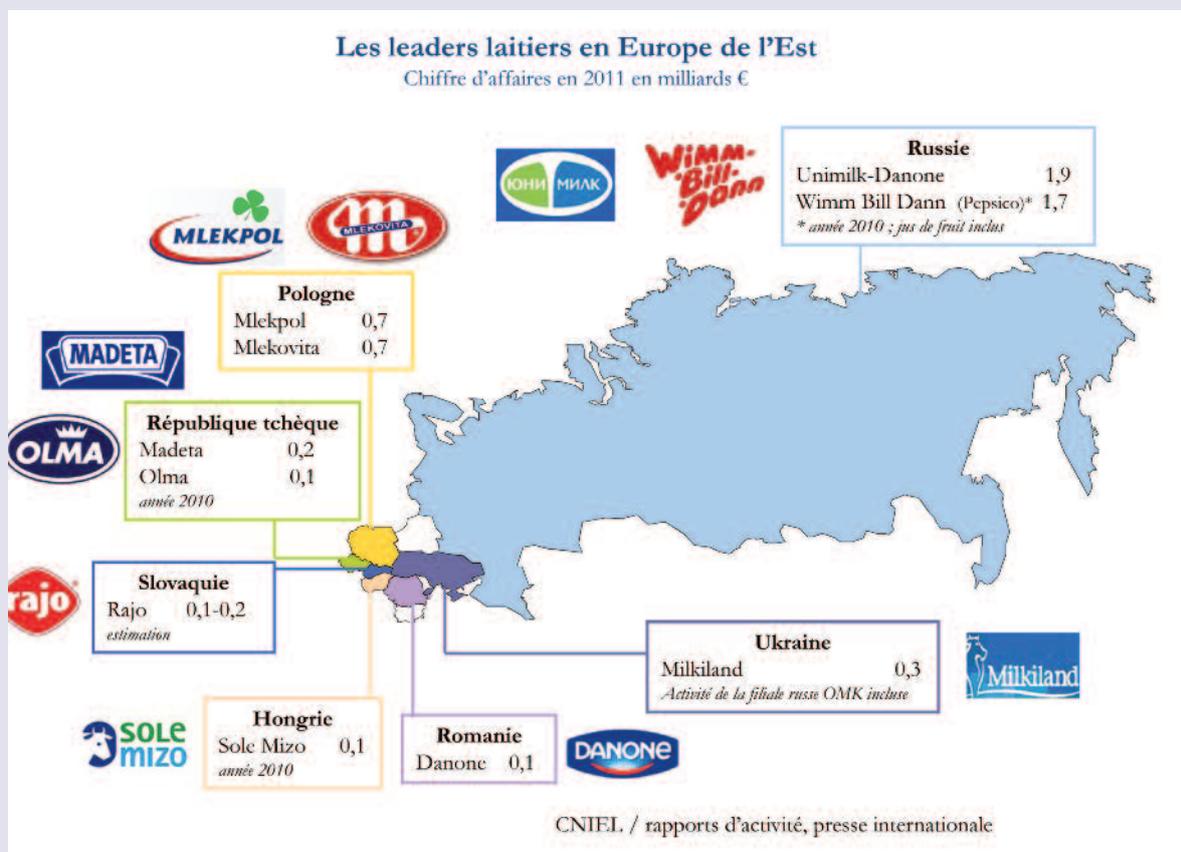
En 2012, des conditions climatiques moins problématiques, la bonne tenue du prix du lait et les pre-

miers effets du plan de modernisation de l'élevage laitier ont enrayé l'érosion. Le gouvernement encourage la modernisation des grands élevages qui sont le plus souvent d'anciens « kolkhozes », dont la productivité des troupeaux est à peine supérieure à celle des particuliers qui possèdent rarement plus de cinq vaches. Ceux-ci détiennent la moitié des 8,6 millions de vaches laitières recensées en 2012 et contribuent pour presque autant à la production nationale. Comme en Ukraine, les autorités nationales ciblent leurs aides sur les seuls grands élevages.

En 2012, la collecte laitière, qui représente 54% de la production nationale, a légèrement repris, d'après les statistiques russes disponibles. Mais elle demeure toujours inférieure aux besoins des transformateurs. Le prix du lait a bien résisté à la chute des cours des ingrédients laitiers. Il a été maintenu à 14 roubles le litre (0,37 €) en 2012, soit un prix bien supérieur à celui payé en moyenne dans l'Union européenne.

> > >

EUROPE DE L'EST : ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2012



Deux nouveaux opérateurs étrangers sont arrivés dans les Balkans en 2012 : d'une part, l'Allemand **Zott** qui a racheté l'entreprise **Mlijecni Put** en Bosnie-Herzégovine, d'autre part le Turc **Sütaş** qui a repris **Swedmilk** en Macédoine.

Le groupe de négoce singapourien **Olam** s'est quant à lui implanté en Russie, en acquérant pour 58 millions € une participation de 75% dans **Rusmolco**, entreprise impliquée dans l'amont qui détient 52 000 hectares et 7 200 vaches laitières. Un investissement de 310 millions € sur 3 ans est actuellement en cours au sein de Rusmolco

pour porter la SAU à 100 000 hectares et le nombre de vaches laitières à 20 000. Autre investissement dans l'amont, le rachat de deux nouvelles fermes laitières par le groupe allemand **Ekosem Agrar**, qui détient désormais plus de 13 000 vaches laitières en Russie et se positionnerait comme le troisième producteur de lait cru du pays. La première ferme laitière biologique russe, qui comprendra à terme 5 000 vaches laitières, est actuellement en cours de construction dans la région d'Ulyanovsk, où l'entreprise **Moloko Holdings** investit 150 millions €.

Les industriels laitiers s'impliquent

également dans l'amont. C'est le cas du groupe **Danone-Unimilk** qui a décidé de fonder un centre de formation des éleveurs laitiers en Russie, à Lipetsk. Il sera doté d'un budget de fonctionnement de 1,3 million € par an. Danone a, par ailleurs, annoncé qu'il investirait en Russie 550 millions € sur les 5 à 7 prochaines années. Parmi les projets mentionnés au cours de l'année 2012 figure notamment l'extension de capacité de ses usines localisées à Samara et à Kemerovo en Sibérie. D'autre part, Danone-Unimilk a racheté, en 2012, la laiterie **YeGMZ no.1** à Ekaterinbourg et a porté sa participation de 23,3% à 100% au sein de **OJSC Kingisepp**.

Rédaction : CNIEL

Les transformateurs ont privilégié les fabrications de fromages (+6%), plus rentables que celles de beurre et de poudre maigre. Les fabrications de fromages se composent pour près de la moitié de pâtes dures et demi-dures, devant les fromages fondus (29%), les fromages frais (13%) et les produits à base de fromages.

Les fabrications de laits conditionnés et d'ultra-frais n'ont guère varié face à une demande nationale qui plafonne. La cherté des produits laitiers, dans un pays où les disparités sociales sont importantes, freine la croissance de la consommation, estimée aux alentours 250 litres équivalent lait par habitant. De plus sa population recule. Les Russes consomment en moyenne 35,5 litres de laits conditionnés, 2,4 kg de beurre et 5,5 kg de fromages.

Davantage de fromages importés

En revanche, la consommation de fromages a sensiblement progressé sous l'effet de la progression des fabrications (+6%) et de la hausse sensible (+2%) des importations portées à 420 000 tonnes. La Russie a sensiblement modifié ses approvisionnements. L'UE a accru de 20% ses expéditions sur les dix premiers mois, notamment en partance d'Allemagne, des Pays-Bas et de Lituanie, ses principaux fournisseurs européens. Elle a d'autre part maintenu ses achats de fromages biélorusses et réduit ceux de fromages ukrainiens (-20%).

L'adhésion officielle de la Russie à l'OMC en juillet 2012 n'a que marginalement modifié les droits de douane. Le taux (15%) est resté inchangé, mais le montant minimal a été diminué de moitié et ramené à 0,25 €/kg pour les fromages (0,30 €/kg pour les fromages fondus).

Seuls les produits laitiers biélorusses et ukrainiens sont exonérés de droits douane, mais les frontières ne sont ouvertes qu'à des transformateurs agréés. De plus les importations sont plafonnées en provenance de la Biélorussie pour toutes les grandes familles de produits. En 2011, les plafonds d'importation étaient de 125 000 tonnes de fromages, de 70 000 tonnes de beurre, de 50 000 tonnes de laits concentrés, de 85 000 tonnes de poudres de lait, de 300 000 tonnes d'autres produits (frais et liquides) et 7 000 tonnes de poudre de lactosérum.

Le léger tassement des fabrications de beurre a été compensé par des importations croissantes (+7%), portées à 142 000 tonnes. La Russie a surtout accru (+30%) ses achats de beurre biélorusse, à 86 000 tonnes. Elle a en revanche moins acheté de beurre européen, guère plus de 20 000 tonnes, et néo-zélandais (-40%) ramenées à moins de 20 000 tonnes. La Russie a aussi acheté davantage de beurre à l'Argentine et à l'Uruguay, mais les volumes restent inférieurs à 5 000 tonnes.

Mais moins de poudre de lait

Après avoir bondi de 100 000 tonnes (+75%) en 2010, les importations de poudres (grasses et maigre) ont reflué en 2011, en raison des cours mondiaux très élevés et de moindres disponibilités biélorusses, puis en 2012 pour tomber aux alentours de 60 000 tonnes. La Biélorussie demeure le premier fournisseur avec presque les deux tiers des volumes (154 000 tonnes) loin devant l'UE (20 000 tonnes) et l'Ukraine (6 000 tonnes). La Russie a en revanche maintenu ses achats de poudre de lactosérum (60 000 tonnes) dont les deux tiers proviennent de Biélorussie et un tiers de l'Union européenne.

Déficit laitier amplifié

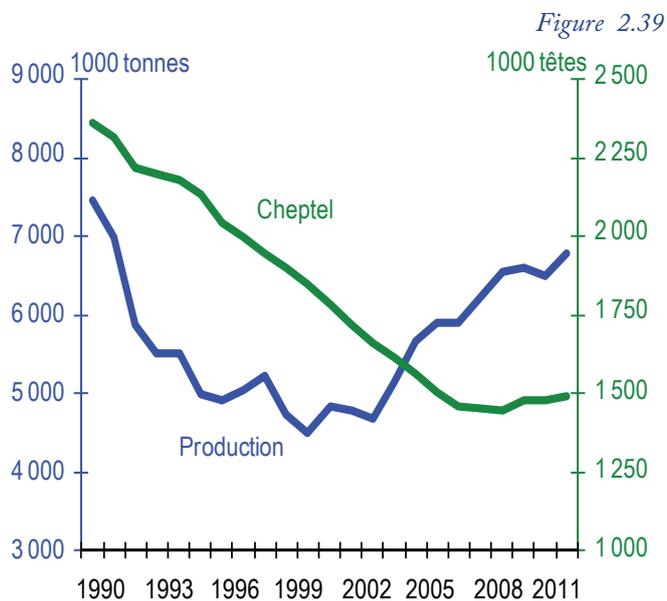
Le manque de disponibilités laitières s'est d'autre part répercuté sur les exportations qui sont tombées sous 100 000 tonnes d'équivalent lait tous produits laitiers confondus, contre 300 000 tonnes sur la période 2008 à 2010. La Russie a ainsi fortement réduit ses expéditions de fromages (frais et fondus), de laits concentrés et de laits fermentés vers le Turkménistan, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan, ses principaux débouchés.

Le solde du commerce extérieur en produits laitiers s'est sensiblement dégradé en volume. La Russie est, juste après la Chine, un des pays les plus déficitaires au monde, avec des importations estimées à 4,3 millions de tonnes d'équivalent lait qui couvrent presque 12% de la consommation intérieure du pays.

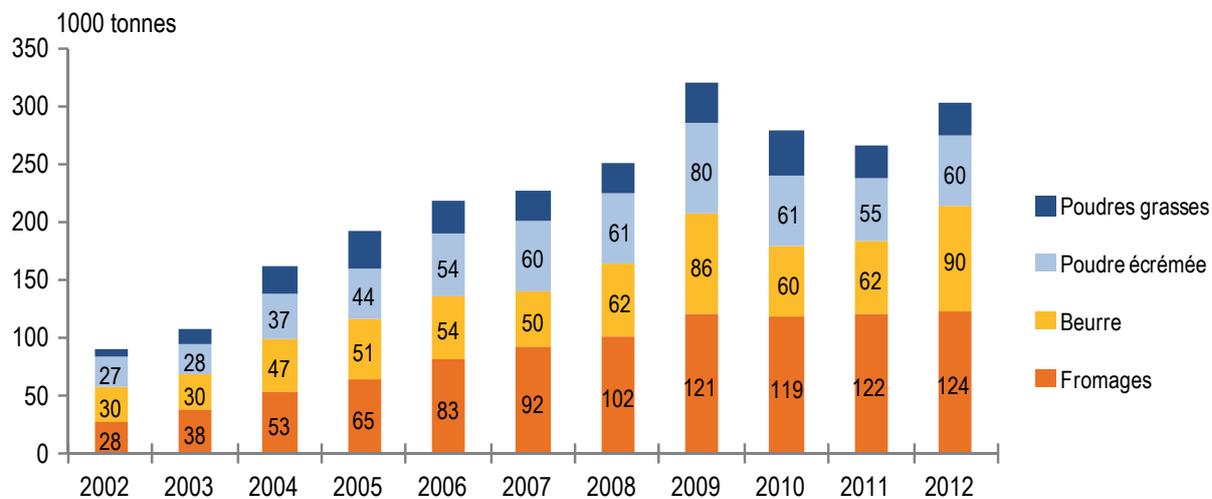
En 2013, l'USDA ne prévoit pas de véritable reprise de la production laitière. Le plan de relance de la production mis en place par l'État permettra au mieux de la stabiliser.

> > >

Évolution de la production et du cheptel biélorusses



Exportations de Biélorussie en produits laitiers de 2002 à 2012



EN BIÉLORUSSIE, PRODUCTION RELANCÉE

La production laitière biélorusse progresse de nouveau, de 4% l'an en 2012, à 6,75 millions de tonnes. Elle retrouve ainsi le rythme de croissance annuelle qui prévalait au cours de la décennie 2000. En 2011, elle avait reculé de 1% pour cause de sécheresse exceptionnelle. De plus, faute de devises, la Biélorussie avait limité ses importations de céréales et de tourteaux devenus trop chers. Les élevages ont subi l'envolée des cours des grains et la dépréciation de moitié de la monnaie nationale avec les autres grandes devises internationales. En 2012, les élevages ont bénéficié de fourrages plus abondants. Malgré une utilisation limitée d'aliments concentrés, la productivité du cheptel national a progressé de près de 4%, à 4 560 kg de lait par vache, et sensiblement augmenté de 1% les effectifs.

L'essentiel de la production est réalisé dans les 1 600 kolkhozes, qui détiennent 82% du cheptel laitier national, 1,50 million de vaches laitières recensées. Le reste, moins de 15% de la production, provient des microstructures familiales d'autosubsistance. Dans un des pays les plus fermés et les plus autoritaires d'Europe, le secteur laitier, comme l'agriculture dans son ensemble, demeure très encadré. Les pouvoirs publics fixent le prix à la production à un niveau suffisant pour stimuler la production sans pénaliser les consommateurs.

Ce secteur, un des plus riches en emplois agricoles, est l'objet de toutes les attentions des pouvoirs publics qui veulent non seulement améliorer les standards de qualité pour diversifier les débouchés extérieurs, mais aussi poursuivre la croissance et les exportations. Toutefois, les objectifs du plan adopté en 2010, qui ambitionne de porter les exportations à 5,5 millions de tonnes équivalent lait en 2015, paraît hors de portée. Il supposerait un bond de 33% de la production en trois ans. En 2012, la

Biélorussie a exporté au plus 2,5 millions de tonnes équivalent lait.

Rebond des exportations

Le rebond de la collecte laitière s'est surtout répercuté sur les fabrications d'ingrédients laitiers, beurre et poudre de lait, tandis que les fabrications de fromages ont faiblement progressé. Les exportations d'ingrédients secs (poudres maigre et grasses, poudre de lactosérum) et de beurre ont respectivement bondi de 10% à 200 000 tonnes et de 20% à 75 000 tonnes. Les volumes supplémentaires ont été écoulés sur la Russie, qui absorbe près de 90% des exportations totales de produits laitiers (1,73 milliard de dollars en 2011), loin devant le Kazakhstan qui ne représente que 5% des exportations totales.

En 2012, la Biélorussie a vendu à la Russie : 122 000 tonnes de fromages, 65 000 tonnes de poudre de lait, 68 000 tonnes de beurre, 95 000 tonnes de laits concentrés et 180 000 tonnes de lait liquide. Le marché russe est libre d'accès et sans droit de douane dans la limite d'un quota annuel porté à 3,6 millions de tonnes équivalent lait en 2012. En contrepartie, les produits laitiers russes peuvent aussi pénétrer le marché biélorusse, mais dans la limite de 40 000 tonnes équivalent lait par an.

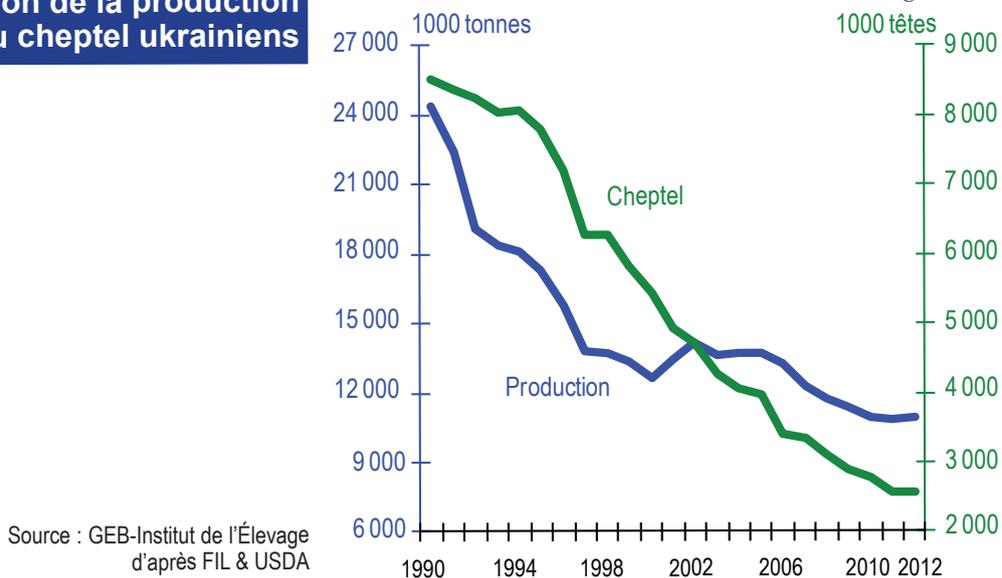
En revanche, les produits biélorusses peuvent difficilement accéder aux marchés occidentaux, non seulement en raison des protections tarifaires aux frontières, mais surtout pour cause de non-conformité aux normes internationales.

En 2013, sauf incident climatique, la production laitière biélorusse continuera de croître au mieux au même rythme qu'en 2012. Le cheptel laitier recèle pourtant d'importantes réserves de productivité que les élevages peinent à exprimer faute de maîtrise technique et d'aliments concentrés de qualité.

> > >

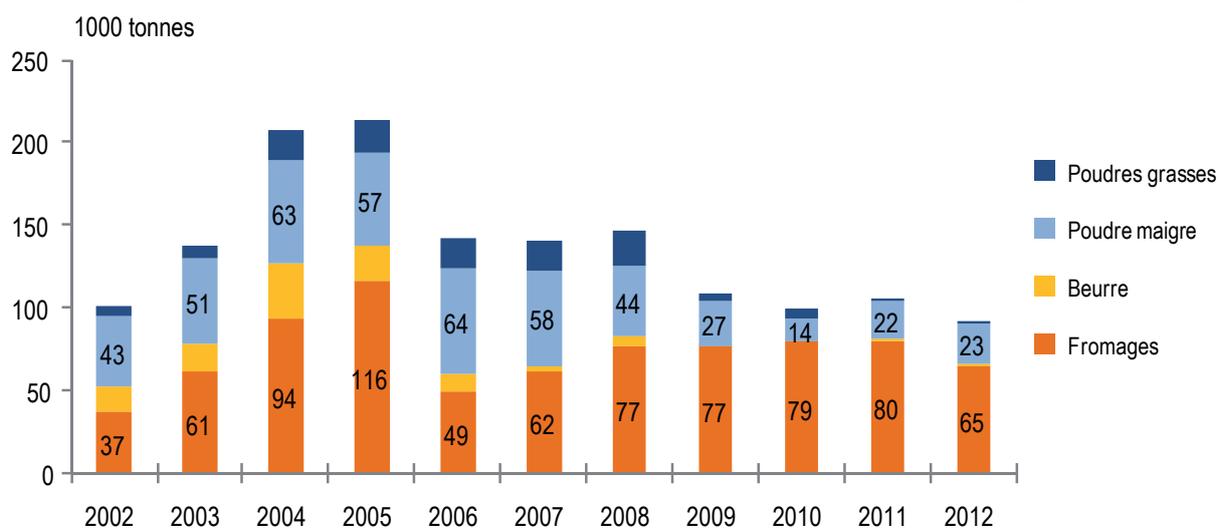
Évolution de la production et du cheptel ukrainiens

Figure 2.41



Exportations de l'Ukraine en produits laitiers de 2002 à 2012

Figure 2.42



EN UKRAINE, DÉCLIN STOPPÉ

En Ukraine, la production laitière a (momentanément) stoppé son déclin. Elle connaît même un petit sursaut (+1%) à 11 millions de tonnes, grâce à un cheptel laitier presque stabilisé, estimé à 2,6 millions de vaches laitières au 1er octobre 2012. Cette modeste croissance provient des grands ateliers dont les livraisons ont bondi de 13%. En revanche, la production issue des micro-exploitations ou des « particuliers » a stagné à 8,6 millions de tonnes et fournit toujours 75% de la production nationale. Auparavant, la production laitière dans les micro-exploitations résistait mieux que celle des entreprises agricoles.

Le secteur organisé bénéficie de débouchés assurés et plutôt rémunérateurs. L'industrie laitière manque de lait de très bonne qualité sanitaire, que seuls les grands élevages peuvent fournir, pour la fabrication de produits ultra-frais, dont le marché est en expansion via les circuits modernes de distribution, malgré la crise économique. Ce sont surtout des « agroholdings », sociétés agricoles impliquées dans la production et dans la transformation, qui investissent dans la création de grands ateliers clés en main, de 500 à 7 000 places, ou qui modernisent et agrandissent des ateliers préexistants. Toutefois le nombre de projets reste limité : les investissements nécessaires sont considérables, les risques élevés et la rentabilité incertaine. Et le mouvement demeure fragile. La fermeté des marchés des grains, si elle se prolongeait trop longtemps, pourrait rapidement tarir les nouveaux projets d'agrandissement/modernisation.

Consommation toujours convalescente

L'Ukraine enregistre une évolution contrastée de sa consommation intérieure. Après la chute de son produit intérieur brut de 15% en 2009, elle se remet lentement de la crise financière. La croissance économique tarde à venir et la consommation intérieure connaît une évolution duale. D'un côté, le marché des produits laitiers à haute valeur ajoutée (laits conditionnés, crème conditionnée, yaourts) se tient bien, tiré par la demande forte des catégories aisées. De l'autre, les transformateurs constatent un

recul des achats de fromages à pâte dure et de produits laitiers locaux, devenus trop chers pour la majorité des ménages. Certains ménages pauvres ont délaissé les circuits modernes pour les marchés informels où le lait cru et les produits laitiers sont moins chers. D'autres ont délaissé les grandes marques pour des produits ultra-frais « premiers prix ». Ainsi, les fabrications de produits laitiers manufacturés (laits conditionnés, produits frais) ont été stabilisées, après avoir fortement chuté entre 2008 et 2011. En revanche, les fabrications de fromages ont chuté (-11%), en raison des restrictions plus sévères imposées par les services vétérinaires russes, ce qui a relancé les fabrications beurre/poudre maigre (+12%).

Débouchés limités

La médiocre qualité sanitaire du lait des petits élevages et leurs livraisons souvent aléatoires sont les obstacles majeurs au dynamisme de la filière sur les marchés extérieurs. Les programmes d'amélioration de la qualité du lait disposent de faibles moyens dans un pays désargenté et sont peu efficaces compte tenu du nombre de petits livreurs. Les fabrications ukrainiennes ont des débouchés limités aux seuls pays de la CEI (Communauté des États indépendants). Les exportations sont confrontées à d'importants obstacles sanitaires. De plus, les autorités sanitaires russes invoquent cet argument pour ouvrir ou fermer la frontière au gré des besoins du grand voisin.

Des exportations déclinantes

Tous produits confondus, les exportations de produits laitiers ont sensiblement fléchi : de 10% en volume à 120 000 tonnes et de 15 à 20 % en valeur d'après nos estimations. L'Ukraine réalise 85 à 90% de ses expéditions avec la CEI, dont 66% avec la Russie. Même si les marchandises circulent sans droits de douane, elles sont cependant soumises à autorisation vétérinaire. Et les flux varient au gré de l'arbitraire des autorités vétérinaires russes. Il est vrai que la très médiocre qualité des fabrications ukrainiennes est un argument facile à employer pour réguler les flux en fonction de la situation intérieure du marché russe.

> > >

En 2012, les ventes de fromages en Russie ont chuté de 20%, à 55 000 tonnes, et de 50% depuis 2004. Les transformateurs ont en revanche sensiblement accru leurs exportations de poudre de lait, surtout en poudre maigre à 23 000 tonnes.

Les exportations de beurre sont toujours insignifiantes. De très médiocre qualité, les fabrications supplémentaires sont à peine suffisantes pour approvisionner le marché intérieur. Comme les années précédentes, l'Ukraine a accru ses achats de beurre biélorusse.

Tous produits confondus, l'Ukraine a exporté tout au plus 800 000 de tonnes équivalent lait en 2012 et

importé 200 000 tonnes équivalent lait. Son excédent, estimé à 5% de la production nationale, a été divisé par trois en moins de dix ans. Et ce mouvement ne semble pas enrayé, même si on assiste à un sursaut de la production laitière organisée, d'autant plus que la demande intérieure est freinée par la crise économique.

En 2013, la reprise de la production se poursuivrait selon l'USDA, auquel cas la dégradation de l'excédent commercial serait pour le moins stabilisé. Cependant, le devenir du commerce extérieur dépendra aussi des besoins et des opportunités sur le marché russe.



Les dossiers Économie de l'Élevage

résumé les principales études conduites par le GEB
(Département Économie de l'Institut de l'Élevage)
en collaboration avec les services de la CNE
Ils sont consultables sur le site : <http://www.idele.fr>

Liste des derniers Dossiers Économie de l'Élevage

- 2012 : L'année économique ovine. Perspectives 2013. n° 434 - avril 2013
- 2012 : L'année économique caprine. n° 433 - mars 2013
- 2012 : L'année économique laitière. Perspectives 2013. n° 432 - février 2013
- 2012 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2013. n° 431 - janvier 2013
- Le marché mondial de la viande bovine en 2012. L'appétit de bœuf se creuse en Asie... comblé par l'Inde qui talonne le Brésil. n° 430 - Décembre 2012
- La filière veau de boucherie. Un potentiel à maintenir. n° 429 - Novembre 2012
- Les modèles laitiers du nord de l'Union européenne à l'épreuve de la volatilité n° 428 - Octobre 2012
- La production de viande bovine au Brésil. Le zébu est-il toujours conquérant ? n°427 - Septembre 2012
- Les Allemagnes laitières. Voies divergentes et avenir contrastés. n°426 - Juillet-Août 2012
- La filière viande au Canada. Toujours très dépendante des USA.. n°425 - Juin 2012
- 2011 : L'année économique ovine. Perspectives 2012. n°424 - Mai 2012
- 2011 : L'année économique laitière. Perspectives 2012. n°423 - Avril 2012
- 2011 : L'année économique caprine. n°422 - Mars 2012
- Marchés mondiaux des produits laitiers en 2011. Anticyclone prolongé.n°421 - Février 2012
- 2011 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2012. n° 420 - janvier 2012
- Le marché mondial de la viande bovine en 2011. L'Europe dans le sillage des hauts prix mondiaux. N°419 - décembre 2011
- Le lait après 2015. Comment les transformateurs comptent gérer l'offre. n° 418 - novembre 2011

***Ces documents sont disponibles au prix de 10 € le téléchargement,
sur le site <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>***

Rédaction : Département Économie (GEB)

Le GEB (Groupe Économie du Bétail), Département Économie de l'Institut de l'Élevage, bénéficie du financement du Ministère de l'Agriculture et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, de l'Interprofession lait et viande, et de FranceAgriMer

> Équipe de rédaction : G. Barbin - S. Bouyssière - M. Carlier - F. Champion - JM. Chaumet - P. Chotteau - B. Lelyon - C. Monniot - C. Perrot - M. Richard - G. You

> Mise en page : L. Assmann > Email : leila.assmann@idele.fr > Directeur de la publication : M. Marguet

Document publié en collaboration avec les services de la Confédération Nationale de l'Élevage par l'Institut de l'Élevage

> 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12 > Tél. : 01 40 04 52 62 > <http://www.idele.fr>

> CCP 3811-79 Paris > Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens > N° ISSN 1273-8638 > N° IE 001360020

> Abonnement : 160 € TTC par an : P. Dumonthier > Email : technipel@idele.fr > Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> > <http://technipel.idele.fr>